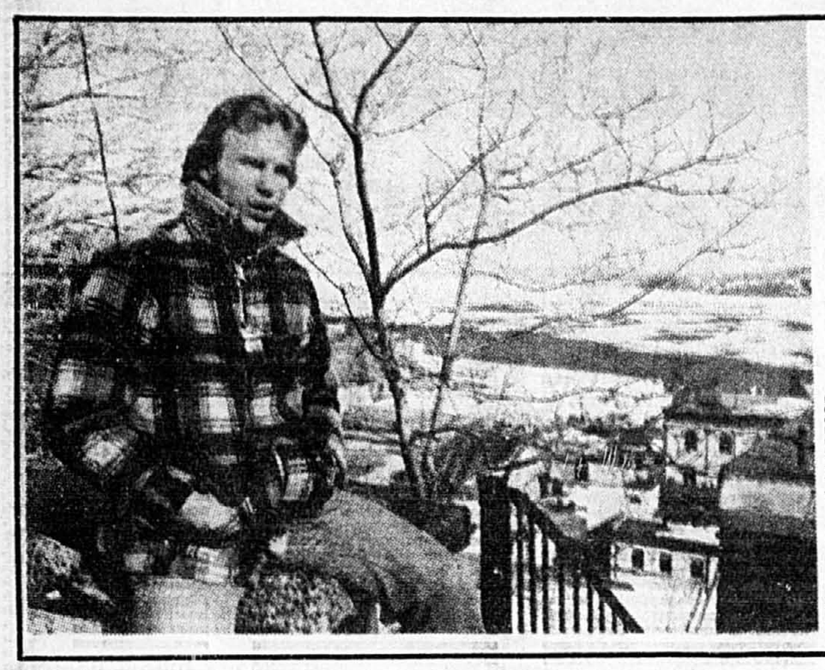


photo Jean Goupil, LA PRESSE

Ftorek fait des envieux

Robbie Ftorek, dit Tintin le Magnifique, est capitaine des Nordiques. Il a 28 ans. Il ne pèse que 155 livres, mais il se montre très agressif. Il touche, dit-on, $235,000 par an, payable en dollars américains, et ce pour une période de six ans, à Québec. Voilà autant de raisons de déranger son entourage. Mais il dérange surtout, écrit Michel BLANCHARD, parce qu'il fait mourir d'envie.

— page B 2

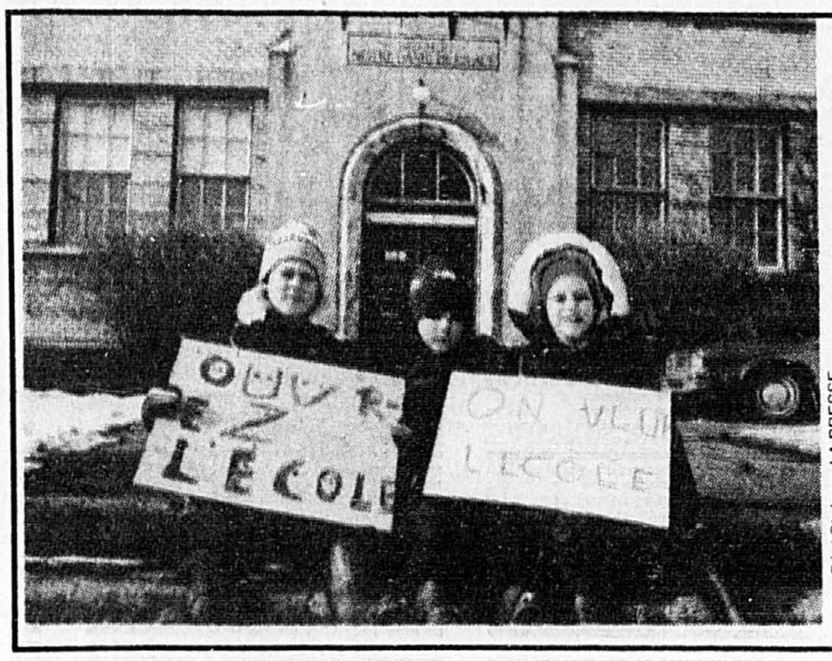


photo Réal St-Jean, LA PRESSE

Québec songe à une loi spéciale

Imitant les grands, ces écoliers ont décidé de «manifester» pour reprendre leurs cours, à l'école Notre - Dame - dc - Grâce. Le gouvernement n'est pas intervenu immédiatement dans le conflit des employés de soutien qui paralyse bon nombre de CEGEP et d'écoles au Québec mais, si les négociations n'aboutissent pas à une entente au cours des prochaines heures, le premier ministre Lévesque pourrait convoquer l'Assemblée nationale pour vendredi ou mardi.

— page A 8

la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTRÉAL,
JEUDI 14 FÉVRIER 1980
96e ANNÉE, no 38,
62 PAGES, 4 CAHIERS •

25 CENTS
ABONNEMENT, LUNDI AU SAMEDI $1.75

METEO
Nuageux, éclaircies, quelques flocons
Minimum: —12 Maximum: —3
Demain: peu de changement
Détails à la page A 2

18 FÉVRIER

C'est quoi le prix?

par Paul LONGPRE

À QUATRE JOURS du scrutin, l'un des rares enjeux concrets de la campagne électorale, le prix de l'essence, continue de donner lieu à des cafouillages qui ne peuvent qu'ajouter à la confusion des électeurs.

On croyait enfin la question réglée, après bien des ratés de départ. En '80, les Canadiens subiraient une augmentation de $0.32 le gallon d'essence sous un gouvernement Clark (ce qui comprend une taxe d'accise majorée de $0.18 la gallon), ou alors ils encaisseraient une augmentation de moins de $0.14 le gallon sous un nouveau cabinet Trudeau. Nuance de taille, M. Clark ouvre son jeu jusqu'en 1982, tandis que M. Trudeau refuse de s'avancer plus loin que le court terme.

Or, voilà que mardi soir le premier ministre Clark, comme le magicien fait surgir un lapin de nulle part, déclare que les libéraux augmenteraient la taxe d'accise de $0.20 le gallon s'ils étaient reportés au pouvoir, ce qui lui vaut bien sûr les dénégations les plus officielles de l'équipe libérale.

Voir PRIX, page A 6

édito

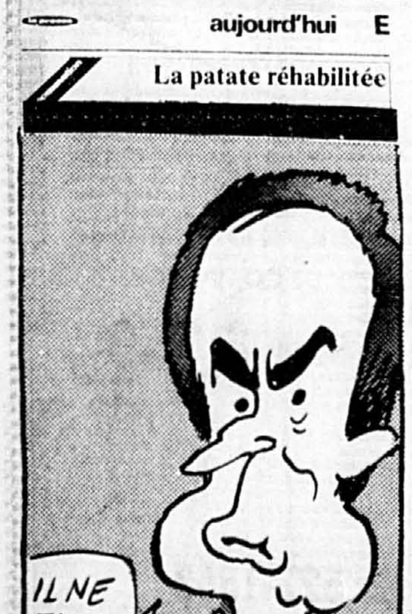
- Un projet pour éviter une catastrophe

par Yvan GUAY

— page A 4

aujourd'hui E

La patate réhabilitée



Girerd

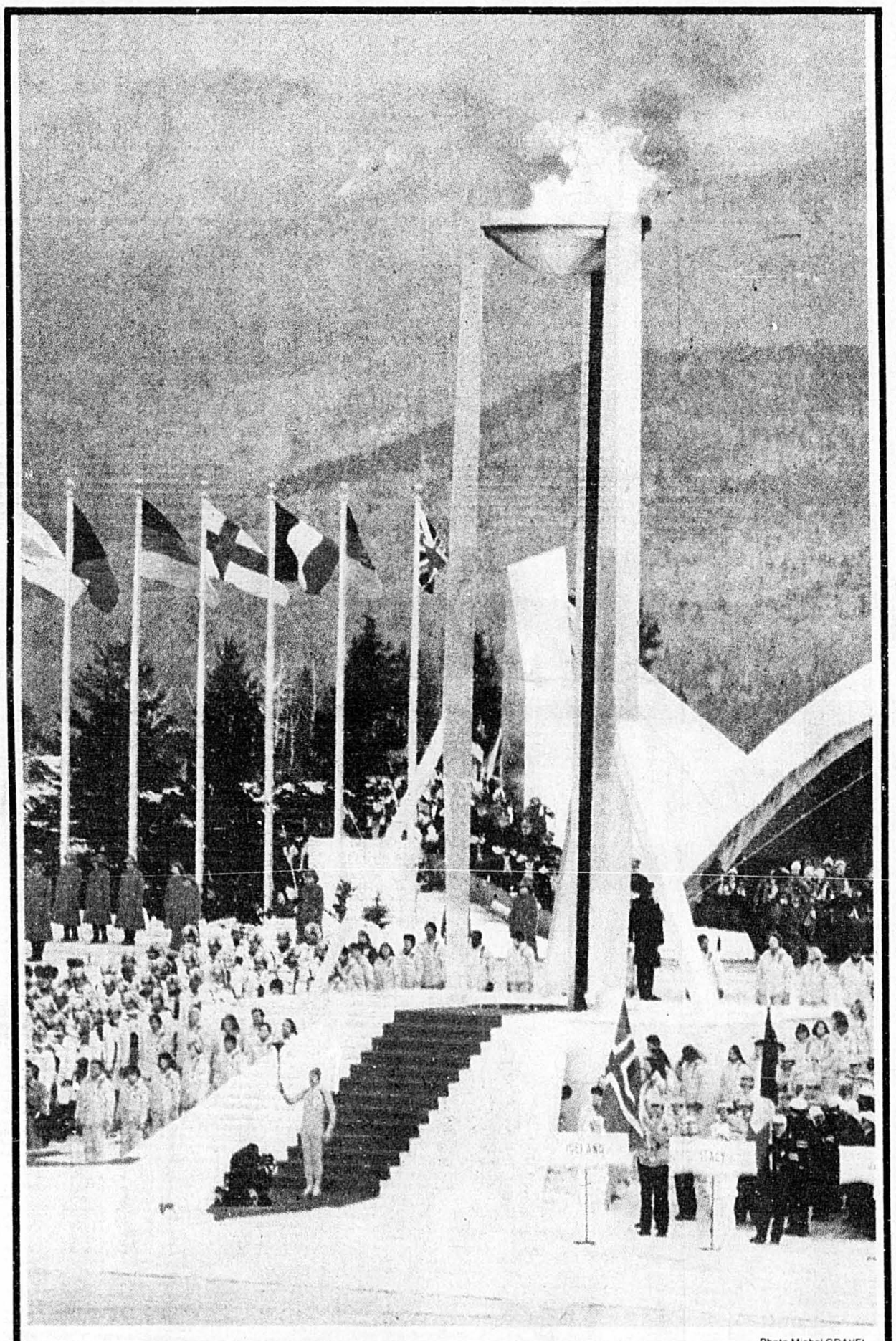


Photo Michel GRAVEL

Charles Kerr, l'un des coureurs américains qui se sont relayés pour apporter la flamme olympique à Lake Placid, brandit sa torche après avoir allumé la vasque, donnant ainsi le signal de l'ouverture des Jeux d'hiver de 1980.

Pendant que Mondale inaugure les Jeux d'hiver

Carter réitère le « non » des É.-U. aux Jeux de Moscou

Les Jeux olympiques d'hiver de 1980 ont été inaugurés hier à Lake Placid, dans l'État de New York, avec toute la pompe traditionnelle, et l'événement a fait oublier un instant le danger mortel que la situation internationale fait courir au mouvement olympique en tant que tel.

Mais dans la soirée même, le président Carter réaffirmait qu'il était «impensable» que les États-Unis participent aux Jeux olympiques de Moscou après l'intervention soviétique en Afghanistan.

Autres informations en page B 5

Il a ajouté qu'il maintenait son ultimatum du 20 février. «Une évacuation entre le 20 février et le 23 mai, date limite d'inscription aux Jeux, ne modifierait pas la position américaine», a-t-il déclaré.

«Ni le président, ni le Congrès, ni le peuple américains n'envisageront favorablement l'envoi d'une équipe à Moscou», a-t-il dit.

Estimant tout aussi «impensable» que les autres pays participent aux Jeux tant que les troupes soviétiques se-

Voir MOSCOU, page A 6

Nouvel espoir pour les otages

Carter dit oui à une enquête sur le chah

d'après UPI et AFP

Le président américain Jimmy Carter a donné hier sa première conférence de presse en 11 semaines pour annoncer que des «signes positifs» étaient apparus en vue de la libération des 50 otages détenus en Iran depuis 103 jours.

Mais il a aussitôt mis ses concitoyens en garde contre un «optimisme prématuré», se contentant d'ajouter que des «négociations intenses et délicates» se poursuivaient.

Unique révélation: les États-Unis, a-t-il dit, appuieront les démarches de l'ONU pour la constitution d'une Commission d'enquête en vue d'examiner les accusations de crimes portées par l'Iran contre le chah déchu.

Règlement prochain?

Les déclarations de Carter faisaient suite à une journée de pressantes rumeurs selon lesquelles le règlement de la crise irano-américaine était proche sinon imminent.

Le président iranien Abolhassan Bani-Sadr avait lui-même suscité les espoirs en annonçant, à la télévision française, que l'imam Khomeiny avait approuvé un plan d'action concernant la libération des otages et l'attitude à l'égard des étudiants islamiques. Il n'a pas révélé les détails du plan, mais il a déclaré qu'avec l'accord de Khomeiny et du Conseil de la Révolution, le recours à la force ne serait pas nécessaire pour faire sortir les étudiants islamiques de l'ambassade américaine occupée.

Quant à la date où la libération



des otages pourrait intervenir, Bani-Sadr a déclaré: «Cela dépend des États-Unis. Un miracle est toujours possible».

De source américaine à Washington, on n'avait pas démenti l'optimisme de Bani-Sadr mais on refusait de dire si le plan approuvé par Khomeiny était le même que celui envisagé par Carter.

Voir CARTER, page A 6

le monde

Tito en danger de mort

L'état de santé du président Tito, qui a été amputé d'une jambe il y a près d'un mois, s'est aggravé et son coeur continue de faiblir, tandis que les défaillances rénales s'accentuent. On ne croit plus au miracle, et la seule question que se posent désormais les spécialistes est de savoir combien de temps encore l'organisme du malade pourra résister: pour l'instant, le président yougoslave livre ce dernier combat, avec la farouche énergie qu'il a manifestée tout au long de sa vie.

— page A 13

sommaire

Arts et spectacles
— Informations: A 17 à A 19
— Horaires: D 9
Bandes dessinées: D 8
Carrières et professions: D 6, D 7
Décès, naissances, etc.: C 17
Économie: D 1 à D 6
Éditorial: A 4
Êtes-vous observateur?: C 8
FEUILLETON
Holocauste: C 9
Horoscope: D 8
Le monde: A 12, A 13
Mot mystère: D 8
Mots croisés: D 8
Page des lecteurs: A 5
Petites annonces: C 7 à C 16
Quoi faire aujourd'hui: D 9
Radio et télévision: D 9
Sports: B 1 à B 11
— Le ski: B 6
— Canne et fusil: B 8
Vivre aujourd'hui: C 1 à C 6
— La loi et vous: C 5

Lévesque veut que tout le Québec voie le début du débat référendaire

— page A 8

La Régie de l'assurance-maladie enquête sur les factures des neurologues de l'université McGill

par Laval LE BORGNE

Pour la première fois depuis l'instauration de la «castonguette», les services d'enquête de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) examinent l'usage qu'en font des médecins universitaires.

Depuis le 9 janvier dernier en effet, la RAMQ enquête sur les factures que lui soumettent une vingtaine de sommités en neurologie de McGill travaillant au Montreal Neurological Institue & Hospital.

L'enquête remonte au 1er janvier 1977 et s'étend jusqu'au 31 décembre dernier, date à laquelle les spécialistes du MNI ont cessé de facturer la RAMQ d'une façon qui a amené la RAMQ à enquêter.

Interrogé par LA PRESSE sur les lenteurs de la RAMQ à examiner ce cas-là, qui dure depuis quatre ans, le président de la RAMQ, le Dr Martin Laberge, a répondu qu'il ne fallait pas s'en étonner outre mesure étant donné que la RAMQ traite par ordinateur environ 950,000 factures par semaine.

«Vous comprendrez facilement que nos enquêteurs surveillent d'abord les médecins en difficultés financières (saisies, faillites), ceux qui sont en recouvrement (qui remboursent la RAMQ) et enfin ceux qu'on soupçonne d'utiliser leur «castonguette» d'une façon absolument fictive, avant d'examiner les comportements des médecins en milieu universitaire», a-t-il ajouté.

Fraude peu probable

Bien qu'il se soit refusé à commenter l'affaire du MNI avant que ses services ne lui en aient fait rapport, le Dr Laberge a expliqué que «dans 24 cas sur 25», la RAMQ conclut habituellement qu'elle doit poursuivre au civil, «selon la Loi de l'assurance-maladie», et que «seulement une enquête sur 25 débouche éventuellement sur des accusations de fraude en vertu du code criminel.»

Quoiqu'il en soit, depuis le 1er janvier dernier, les neurologues de MNI se conforment tous aux taux d'honoraires convenus entre la Fédération des médecins spécialistes du Québec et le Ministère des Affaires sociales.

Cabinet privé

Toute l'affaire repose sur l'existence de deux taux d'honoraires, soit ceux en cabinet privé et ceux en établissement. En règle générale, les taux en cabinet privé sont plus élevés que les seconds de 10 à 20%. Par exemple une consultation à l'hôpital rapporte $31 alors qu'elle rapporte $40 en cabinet privé.

Les honoraires en cabinet privé sont plus élevés tout simplement pour tenir compte des frais (location de bureux, équipements, salaires d'employés) inhérents à ce genre de pratique de la médecine. Le professionnel qui effectue son travail dans un centre hospitalier n'a pas à débourser de tels frais; c'est le cas des neurologues et neurochirurgiens du MNI qui n'exercent aucunement en cabinet privé.

Quelques milliers de dollars...

Peu importe qu'il s'agisse de fraude ou erreur administrative, on ne sait pas présentement quelles sommes d'argent sont impliquées. Selon le Dr Martin Laberge, président de la RAMQ, il s'agit tout au plus de «quelques milliers de dollars» par année pour chacun des spécialistes impliqués.

Selon un des spécialistes du MNI qui a refusé de se conformer à la pratique suivie par ses collègues — et qui avec quelques autres a toujours facturé la RAMQ selon les tarifs en établissement — cela représente environ $10,000 par année par spécialiste.

Le président de la RAMQ croit que ce chiffre est probablement trop élevé, mais dit de toute façon attendre les résultats de l'enquête de ses services là-dessus.

McGill désolée

Le vice-doyen de la faculté de médecine de McGill, faculté qui «emploie» à plein temps ou à temps partiel tous ces spécialistes du MNI, dit qu'il s'agit «d'une erreur commise par un ancien dirigeant du MNI».

Tout en reconnaissant que le MNI est probablement le seul établissement de santé universitaire où les médecins chargent selon les tarifs en cabinet privé, M. Sidney Lee, le vice-doyen, souligne que les médecins impliqués n'en n'ont pas bénéficié personnellement».

«C'est plutôt le fonds de recherche en neurologie de McGill qui, à son insu, aura ainsi obtenu un peu plus d'argent de la RAMQ, puisque les médecins du MNI atteignaient leur plafond de revenus autorisés plus rapidement que les autres», a-t-il expliqué.

Il se réfère à la tradition, vieille d'un demi-siècle au moins dans les universités nord-américaines et selon laquelle on plafonne les revenus des médecins pour éviter qu'ils ne se consacrent qu'à la «recherche» de l'argent plutôt qu'à la recherche et à l'enseignement de la médecine.

Ainsi chaque spécialiste rattaché à la faculté de médecine de McGill doit négocier chaque année un contrat individuel établissant d'une part le salaire que lui versera McGill (en fonction de son expérience, du genre d'enseignement qu'il prodigue, etc.), et le maximum de gains qu'elle lui autorise. Ces gains proviennent des paiements de la RAMQ, familièrement appelée la «castonguette».

McGill remboursera

Le Dr Lee a affirmé à LA PRESSE que si l'enquête de la RAMQ établit que les spécialistes du MNI ont reçu ainsi des sommes auxquels ils n'avaient pas droit, c'est le fonds de recherche en neurologie de McGill qui va les rembourser à la RAMQ. «Cette mauvaise pratique administrative du MNI n'aura servi finalement qu'à augmenter un peu notre fonds avec de l'argent de la RAMQ; il est donc normal que ce soit McGill qui rembourse, s'il y a lieu», a-t-il expliqué.

Le vice-doyen affirmé de plus qu'une fois mis au courant de l'affaire, c'est lui-même qui a invité la RAMQ à faire enquête, le 28 décembre dernier. C'est aussi lui qui a ordonné aux médecins spécialistes du MNI de facturer la RAMQ selon les tarifs en établissement dès le 1er janvier dernier.

Le directeur du MNI pour sa part, le Dr W.H. Feindel, soutient que ses spécialistes étaient en droit de charger les tarifs en cabinet privé, puisque le Montreal Neurological Institute, qu'il dirige, n'est pas la même organisation que le Montreal Neurological Hospital, qu'il dirige aussi.

Selon lui, ce sont les médecins qui défraient eux-mêmes le coût des bureaux et du personnel clérical que met à leur disposition l'institut, et non pas l'hôpital. En vertu de cette distinction, le Dr Feindel croit que ses spécialistes ne commettent aucune irrégularité vis-à-vis la RAMQ.

Il a déclaré à LA PRESSE ne pas être au courant que la RAMQ faisait enquête et a dit ignorer si ses spécialistes avaient cessé ou non de facturer la RAMQ selon les tarifs en cabinet privé. Les Dr Laberge (RAMQ) et Lee (McGill) ont pour leur part confirmé ces deux faits.

Le directeur du MNI a cependant tenu à préciser qu'il souhaitait que la RAMQ tire cette affaire au clair et émette des directives prévises à l'institut qu'il dirige.

C'est ce que s'apprête à faire la RAMQ.

Grève des professionnels des affaires sociales

Les 1,400 professionnels salariés, affiliés à la Fédération des professionnels salariés et cadres du Québec (FPSCQ) de la CSN, ont débrayé aujourd'hui.

Cette grève affectera différents centres hospitaliers, centres d'accueil et centres de services sociaux de l'Outaouais et de Québec, de même que le Service de réadaptation de Québec.

La décision de déclencher un arrêt de travail tient au fait, selon un communiqué de la CSN, qu'après 13 mois de négociation, la partie patronale maintient son refus d'entamer des négociations sur la base des droits déjà reconnus aux professionnels par la précédente convention.

D'autre part, sur des sujets comme la sécurité d'emploi, les horaires de travail, le perfectionnement et la notion de poste, le syndicat doute que les demandes syndicales seront prises en considération.

La convention collective de ces syndiqués de la CSN est venue à échéance en juin dernier. Les clauses salariales de leur nouveau contrat ont été négociées avant les Fêtes dans le cadre du front commun. Par contre, malgré tous les efforts faits par la partie syndicale, la négociation sur les clauses normatives piétine depuis le début et les récentes rencontres de négociation, mardi et mercredi, n'ont pas donné les résultats escomptés.

Le dollar de 1971 ne vaut plus que 49.9¢

Le coût de la vie a doublé au Canada depuis 1971, l'indice des prix à la consommation venant de passer le cap des 200 points sur une base de 100 en 1971: ce qui coûtait $100 en 1971 exige maintenant $200.10.

Selon Statistique Canada qui a rendu publiques aujourd'hui les données de son enquête mensuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 0.60 pour cent en janvier et de 9.50 pour cent en 12 mois.

Ce ne sont plus toutefois les aliments qui mènent le bal de l'inflation mais le coût du transport, en hausse de 1 pour cent en janvier et de 12.50 pou cent en douze mois. Les aliments n'ont gagné que 0.30 pour cent en janvier et 11:30 pour cent depuis janvier 1979.

De toutes les villes canadiennes c'est Montréal qui a connu la hausse annuelle la plus forte, avec 10.1 pour cent.

Le plus important congrès de la FTQ portera sur la question

Par Laval LE BORGNE

La Fédération des travailleurs du Québec entend mener de très vastes et exhaustives consultations auprès de ses quelque 350,000 affiliés au sujet de la question référendaire.

Le sommet de ces consultations devrait être un congrès spécial d'une journée, prévu pour le 19 avril prochain, à Québec, congrès auquel seront conviés trois fois plus de délégués que le nombre auquel a droit chacun des syndicats affiliés; cela voudrait dire que le congrès réunira environ 3,000 personnes et sera de ce fait le plus important jamais tenu par la FTQ.

La décision f nale de tenir ou pas ce congrès sera prise les 14 et 15 mars prochains lors d'un Conseil général, l'instance suprême entre les congrès à la FTQ.

À cette réunion pré-congrès, on dressera le bilan des assemblées régionales et on élaborera un projet d'énoncé politique qui sera soumis à ce congrès spécial.

D'ici là, la FTQ organise des assemblées régionales dans douze régions différentes du Québec. Au cours de ces assemblées régionales, les délégués des syndicats FTQ se feront brosser le tableau des positions politiques et sociales adoptées par la FTQ. Jusqu'ici, toutes vont dans le sens d'une plus grande souveraineté du Québec dans le respect des travailleurs du Canada.

À moins que les membres ne manifestent un désintérêt chronique lors des réunions régionales, ce qui serait surprenant, il ne semble faire aucun doute que la FTQ tiendra bel et bien un tel congrès préréférendaire.

La Quotidienne
Tirage d'hier
9-9-0

LA MÉTÉO

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum: −12 Maximum: −3	
Nuageux, éclaircies Quelques flocons	Peu de changement

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	−6	Nuag., éclaircies, flocons	Peu de changement
Outaouais	—	−3	Nuag., éclaircies, flocons	Peu de changement
Laurentides	—	−3	Nuag., éclaircies, flocons	Peu de changement
Cantons de l'Est	—	−3	Nuag., éclaircies, flocons	Peu de changement
Mauricie	—	−6	Nébul. variable, flocons	Peu de changement
Québec	—	−3	Nuag., éclaircies, flocons	Peu de changement
Lac-Saint-Jean	—	−6	Nébul. variable, flocons	Peu de changement
Rimouski	—	−7	Ensoleillé, pass. nuageux	Peu de changement
Gaspésie	—	−7	Ensoleillé, pass. nuageux	Peu de changement
Baie-Comeau	—	−8	Ensoleillé, pass. nuageux	Peu de changement
Sept-Iles	—	−8	Ensoleillé, pass. nuageux	Peu de changement

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé	Victoria	−2	5
Alberta	Ensoleillé	Edmonton	−24	−13
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina	−25	−16
Manitoba	Ensoleillé	Winnipeg	−25	−15
Ontario	Neige	Toronto	−6	−2
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé	Fredericton	−19	−2
Nouvelle-Écosse	Ensoleillé	Halifax	−14	−1
Ile-du-Prince-Edouard	Ensoleillé	Charlottetown	−16	−5
Terre-Neuve	Ensoleillé	Saint-Jean	−9	−5

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400» Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON A DOMICILE:	lundi au samedi	$1.75
	Lundi au vendredi	$1.25
	Samedi seulement	0.75

ABONNEMENTS PAYES D'AVANCE

	Nombre de semaines		
par courrier: Canada	13	26	52
Lundi au samedi	$37.00	$74.00	$148.00
Lundi au vendredi	$24.00	$48.00	$96.00
Samedi seulement	$13.00	$26.00	$52.00

ETATS-UNIS — PAYS ETRANGERS

	Nombre de semaines		
par courrier:	13	26	52
Lundi au samedi	$55.25	$110.50	$221.00
Lundi au vendredi	$34.45	$68.90	$137.80
Samedi seulement	$20.80	$41.60	$83.20

INFORMATION GENERALE	285-7272
REDACTION	285-7070
PROMOTION	285-7100
RELATIONS DE TRAVAIL	285-7383

PETITES ANNONCES (annonces classées)

Commandes du lundi au vendredi 9h a 17h	285-7111
Pour changer ou annuler du lundi au vendredi 9h a 16h30	285-7205

GRANDES ANNONCES

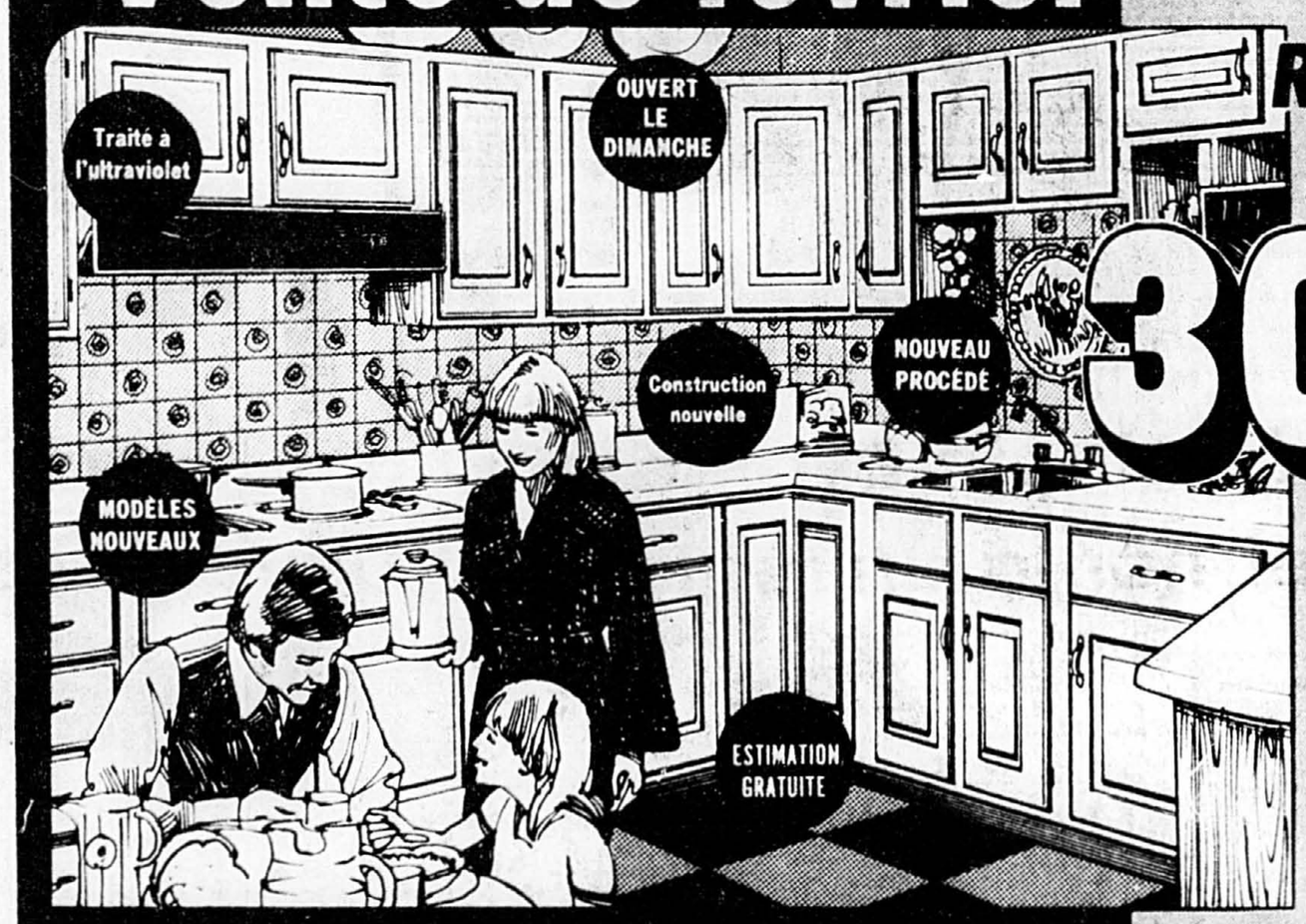
Detaillants	285-7202
National, Télé-Presse	285-7306
Vacances, voyages	285-7265
Carrieres et professions, nominations	285-7320

COMPTABILITE

Grandes annonces	285-6892
Petites annonces	285-6901

Pour tout genre d'abonnements, nos bureaux sont ouverts de 8h a 19h (Samedi: 8h a 16h)
285-6911

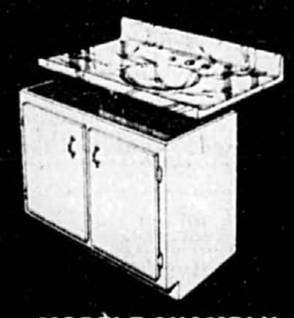
Vente de février



RABAIS DE 30%

VENEZ PROFITER DU
GRAND SPÉCIAL SUR NOS VANITÉS

Dimensions	Prix	Dessus premoule avec bouts finis	Dimensions	Dessus lavabo simple en simili-marbre
24"	$38.50	$14.00	25"	$65.40
30"	$43.00	$18.50	31"	$71.40
36"	$46.50	$18.50	37"	$83.40
42"	$56.00	$23.00	43"	$93.00
48"	$60.50	$23.00	49"	$101.40
60"	$72.00	$27.50	60"	$131.40



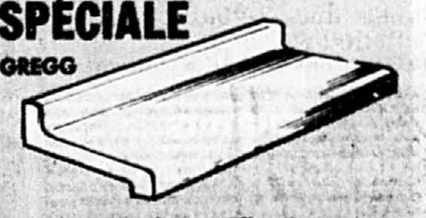
MODÈLE CHAMBLY

UV EST UN TRAITEMENT AUX RAYONS ULTRAVIOLETS qui assure un fini polymérisé très durable. Les armoires de cuisine Gregg, avec intérieur fini UV, font échec aux éclaboussures et aux taches et demeurent impeccables durant des années. Venez apprécier par vous-même la nouvelle gamme de modèles offerts avec le sensationnel fini par procédé UV.

EN STOCK POUR LIVRAISON IMMÉDIATE

Le Centre de l'Armoire de Cuisine GREGG sera désormais ouvert le dimanche.
Nous ne prenons aucune commande le dimanche. Ne manquez pas d'en profiter pour aller visiter sa vaste salle d'exposition où sont présentés de nombreux modèles de cuisine complètement aménagés. Choix complet de modèles et styles.

UNE AUTRE OFFRE SPÉCIALE
GREGG



Une galaxie complète — Offrez à votre cuisine, votre salle de bains ou salle de travail une nouvelle parure, un charme nouveau, grâce à un dessus de comptoir facile à installer. Une possibilité de rénovation à prix raisonnable. Bouts appliqués et coupé à 45° en supplément.

UN CHOIX DE COMPTOIRS MOULÉS EN 17 COLORIS $4.50 le pied linéaire

Le Centre de l'Armoire de Cuisine

LUNDI - MER. 9h à 17h. JEUDI - VEN. 9h à 21h. SAMEDI 9h à 17h.
DIMANCHE Midi à 16h.

Tél.: 527-1353

GREGG

Venez sans tarder choisir parmi les tout derniers modèles, pendant que notre stock est complet. Sortie 92, autoroute 20E.

Guidez-vous sur l'enseigne «Gregg» (voyez le carte) 1351 B, boul., Ampère, Boucherville.



la presse

MONTRÉAL,
JEUDI 14 FÉVRIER 1980
page A3 •

Deux médecins suspendus par le Tribunal des professions

par Léopold LIZOTTE

Par deux décisions rendues simultanément hier, le Tribunal des professions, composé de cinq juges de la Cour provinciale soit les juges Gilles et Jean Filion, Conrad Prénoveau, Jean-Paul Lavallée et Pierre Brassard, a rejeté l'appel de deux médecins montréalais contre des suspensions prononcées contre eux par le comité de discipline de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, et dans les deux cas pour actes dérogatoires à leur profession.

Le Tribunal a toutefois ramené de 24 mois à un an la période de suspension imposée au Dr A.D. Archambault, du boulevard La-Salle, à Verdun, qui avait été reconnu coupable d'avoir prescrit à plusieurs patients, apparemment victimes de narcomanie, un médicament qui, au lieu de les sevrer, ne pouvait «qu'encourager l'accentuation de leur narcomanie». Et ce, sans leur avoir fait subir les examens indiqués en tels cas.

Si le «châtiment» a été diminué, dans son cas, c'est qu'il est âgé de 79 ans, et qu'on a convenu que l'empêcher de pratiquer pendant deux ans mettrait tout simplement fin à sa carrière d'omnipraticien.

Le Dr Archambault est incidemment le même médecin qui, il y a deux semaines, était exonéré d'une poursuite civile qui lui avait été intentée par un policier de la rive sud dont le fils avait succombé à l'absorption combinée d'alcool et d'une drogue qui lui avait été remise par un des jeunes clients du médecin. Le pharmacien qui avait rempli la prescription avait, lui aussi, échappé à la poursuite, le tribunal déclarant ne pouvoir faire le lien de droit nécessaire entre la victime et les deux professionnels de la ville voisine.

Mitchell

Dans l'autre cas, c'est le Dr Donald Mitchell qui est écarté de la pratique médicale pour deux ans, en raison de la façon dont il a traité une religieuse, victime d'arthrite.

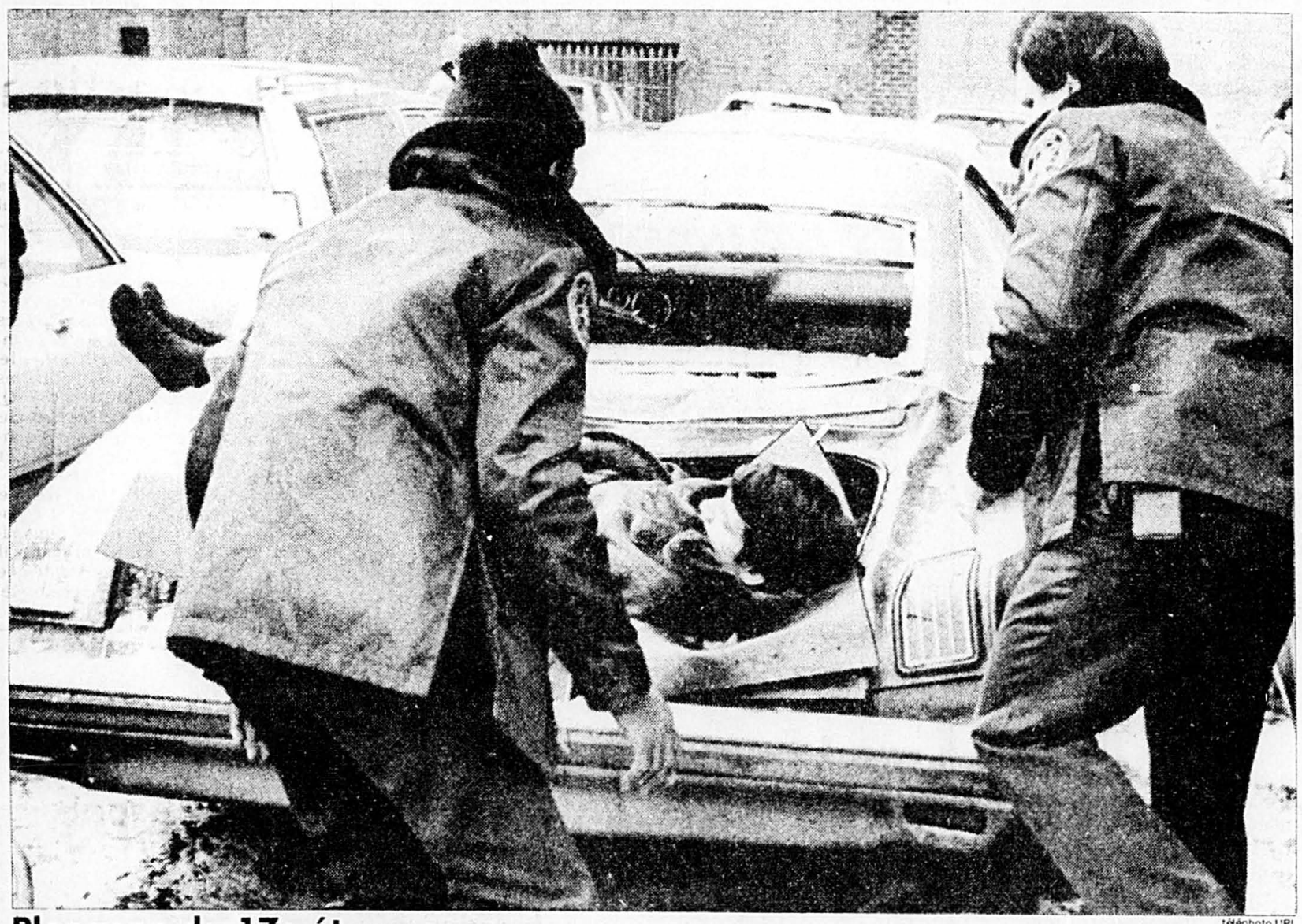
Selon la preuve, il lui avait prescrit un jeûne complet, ne lui permettant de prendre que de l'eau, pendant trois semaines, et ce contrairement au données de la science médicale actuelle concernant le traitement de cette maladie.

Par la suite, la patiente avait été victime de déshydratation grave, mais il n'avait pas ordonné son hospitalisation, comme il aurait du le faire. Et on compte qu'elle n'en a «réchappé» qu'en raison de sa très forte constitution.

On lui avait également reproché de n'avoir pas constitué de dossier médical sur son cas.

Il avait tout d'abord été suspendu pour deux périodes successives d'un an, ce qui aurait été illégal.

Mais le Dr Mitchell ne s'en tire pas mieux pour autant, puisque le Tribunal des professions ordonne que sa suspension, sur un seul des chefs d'accusation, soit également... de deux ans.



téléphoto UPI

Plongeon du 17e étage

Des secouristes se sont précipités à l'aide de Michael Boyle, 24 ans, qui a atterri sur le coffre d'une automobile après avoir sauté du 17ème étage d'un édifice à Pittsburgh. M. Boyle s'est plaint de douleurs au dos et il a été conduit à l'hôpital, où son état est considéré comme satisfaisant. Il avait subi un traitement psychiatrique il y a quelques semaines. L'homme distribuait le courrier à la Cunningham, Schmertz et Comp. Quelques instants avant de sauter par la fenêtre, il venait de quitter les bureaux de la compagnie avec des obligations évaluées à $100,000. Les valeurs ont été trouvées intactes près de la fenêtre choisie par M. Boyle pour s'élancer dans le vide. Lorsqu'on est venu à son secours, celui-ci a d'abord déclaré qu'il ne savait pas comment il se trouvait là, puis il a avoué qu'il avait sauté dans le vide.

Robert Godbout avait été victime d'un voleur et non d'un règlement de comptes

par André CEDILOT

Robert Godbout, âgé de 46 ans, un garçon de table et preneur aux livres réputés du quartier Saint-Henri, a été victime d'un cambrioleur, il y a trois ans, alors qu'il avait été tué de deux balles de revolver à son domicile, au 5761 de la rue Desaulniers, dans l'est de la ville.

Un client du dernier établissement licencié où a travaillé le défunt, Donald Milliard, 32 ans, a levé le voile une fois pour toute sur cette affaire, hier, devant le coroner Rock Héroux, en déclarant être l'auteur de cet assassinat que l'on croyait, à l'époque, être le résultat d'un règlement de comptes relié aux activités illicites du garçon de table.

A l'issue du témoignage de Milliard, le seul à avoir été entendu au cours de l'enquête publique qui a duré exactement onze minutes, hier, le coroner Héroux n'a pas hésité à le tenir criminellement responsable de la mort du quadragénaire. Le prévenu devrait par ailleurs être appelé dès aujourd'hui à répondre d'une accusation de meurtre au second degré, au palais de justice de Montréal.

D'après Milliard, qui a été appréhendé tout récemment par les policiers de la CUM, c'est au cours d'un cambriolage qu'il avait perpétré au domicile de Godbout, le 11 septembre 1976, que celui-ci a été mortellement blessé de coups de feu à la gorge et au thorax.

«Après avoir découvert deux portefeuilles contenant quelque $1,500 sous le tapis d'une autre pièce, j'étais à fouiller dans sa chambre lorsque Godbout, qui avait terminé sa tournée de travail plus tôt que prévu, m'a surpris à cet endroit, m'empoignant par les cheveux, un revolver à la main...» a raconté Milliard, précisant qu'il avait profité d'une défaillance subite de la victime, dans l'altercation qui s'ensuivit entre les deux hommes, pour s'emparer de l'arme et faire feu accidentellement.

«En se chamaillant, on est tombé sur le lit. Tout le temps, il essayait de tourner l'arme vers moi. Puis il a fait une crise d'hystérie, je lui ai arraché le revolver. Et c'est alors qu'il était couché sur moi que deux coups de feu sont partis. J'étais sur les nerfs...», a-t-il expliqué sans broncher au coroner Héroux, à qui il a également admis qu'il n'en était pas cette fois-là à son premier cambriolage.

Ce n'est toutefois qu'en 1978, comme il l'a lui-même précisé en réponse aux questions du procureur de la police de la CUM, Me Ronald Schacter, que Milliard était pincé pour la première fois en rapport avec un vol. Il avait alors écopé de six mois d'emprisonnement.

Interrogé à la fin de l'audience, un officier de la police de la CUM a indiqué que c'est à la suite de son arrestation pour une autre affaire de cambriolage le 31 janvier dernier que Milliard a été confié aux enquêteurs de la section des homicides, qui le recherchaient depuis près d'un an déjà en rapport avec le meurte de Godbout. Par contre, il a été impossible de savoir comment les limiers en étaient venus à le soupçonner, ces derniers jugeant préférables pour les fins de l'enquête de divulguer ces détails seulement devant les tribunaux.

Elle réclame $135,000

Une contremaîtresse de la rue de Maricourt, à Côte-Saint-Paul, a intenté hier après-midi une poursuite de $135,000 contre le chirurgien-chef d'un hôpital de l'ouest de la ville, et l'hôpital lui-même, pour ce qu'elle qualifie d'erreur impardonnable dans le traitement reçu à cet endroit.

A la suite de sa première visite au médecin poursuivi, celui-ci sans lui avoir fait subir aucun examen, lui aurait demandé de revenir sept jours plus tard.

A ce moment-là, il lui aurait fait subir l'ablation partielle du sein droit, sans avoir procédé à aucune mammographie ou autres tests généralement utilisés.

Ce n'est toutefois que quelques jours plus tard, à son retour à son domicile, et au moment d'enlever ses pansements, qu'elle se rendit compte de ce qu'on lui avait fait.

Lors d'une communication avec le médecin, celui-ci lui aurait alors déclaré qu'il avait craint que ce soit du cancer, mais que l'opération chirurgicale avait plutôt révélé que c'était... de la tuberculose dont elle souffrait.

Présumée brutalité policière

Le policier Dupuis affirme avoir vu Gariépy tout habillé le soir de l'interrogatoire

par Raymond GERVAIS

«J'ai frappé à la porte du bureau où Gelderbloom et Dextrase interrogeaient Gariépy vers 21h50, le soir du 5 février 1977; le sergent Gelderbloom a ouvert la porte d'environ un pied et demi et je lui ai dit que nous avions besoin de la chambre pour faire un line-up; il m'a répondu que ça ne serait pas long et je suis retourné à mon bureau préparer mon dossier. Les deux policiers étaient assis autour d'une table avec Gariépy, je ne me souviens pas comment ils étaient habillés, mais Gariépy était habillé.»

C'est ce qu'a déclaré hier le sergent-détective Jean-Guy Dupuis, anciennement de l'escouade des hold-up de la police de la CUM.

Le sergent Dupuis a reconnu avoir été contacté à l'époque des Fêtes par le sergent Gelderbloom qui lui a demandé s'il se souvenait d'être venu le soir du 5 février 1977 lui demander la salle pour faire un line-up.

«Il m'a mentionné les noms des individus que nous avions arrêtés à la suite d'un hold-up dans un dépanneur et je m'en suis souvenu, puisqu'un policier avait été blessé lors de l'arrestation des trois individus,» a déclaré M. Dupuis.

Le policier a également dit avoir été mis au courant par les journaux de l'enquête de la Commission de police sur le comportement de Guy Gelderbloom et de Jocelyn Dextraze à la suite de l'arrestation de Gariépy le soir du 5 février.

Mais, contrairement à ce que Me Michel Massicotte, l'avocat de Gariépy, a tenté de lui faire dire, le policier a juré n'avoir jamais pris connaissance que Gariépy aurait été déshabillé lors de son interrogatoire.

Huot

L'agent André Huot qui, à la demande des policiers Dextraze et Gelderbloom, avait arrêté Louise Dehern le soir du 5 février à l'hôtel Pointe-Claire, a déclaré à la Commission être arrivé au bureau des enquêtes criminelles à 1h35 cette nuit-là et y être demeuré avec son compagnon jusqu'à 4h30 dans un petit bureau en compagnie de Mlle Dehern.

M. Huot a déclaré avoir reconnu Gariépy pour avoir enquêté sur lui à plusieurs reprises et que selon lui il semblait normal.

A une question de Me Jacques Richard s'adressant au policier Huot, à savoir pour quelles raisons il avait enquêté sur John Francis Gariépy, suivie d'une objection de Me Massicotte, le juge Guy Tremblay de la CPQ a dit: «On connait bien les crimes passés, présents et à venir de M. Gariépy, mais restons-en à ce qui est pertinent à cette enquête...»

Ajournement

Finalement, deux tourne-clés du quartier de détention de la police de la CUM sont venus témoigner à l'effet que Gariépy avait été détenu aux cellules de la sûreté, mais ni un ni l'autre ne se souviennent de l'individu.

La Commission de police a ajourné ses audiences au 4 mars prochain alors que viendra témoigner le sergent-détective Jocelyn Dextraze, Carol Marsh et bien d'autres.

Gariépy accusé de voies de fait et de séquestration

John Francis Gariépy qui accuse devant la Commission de police du Québec les sergents-détectives Guy Gerderbloom et Jocelyn Dextraze de l'avoir battu lors d'un interrogatoire survenu le 5 février 1977, a nié hier, devant le juge André Chaloux de la Cour des Sessions de la paix, avoir séquestré et commis des voies de fait sur la personne de Isabelle Beaulée le 30 septembre dernier, alors qu'elle aurait été passagère dans son taxi.

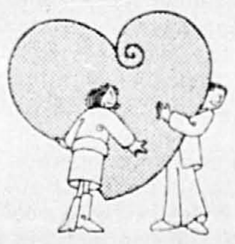
Gariépy a pu reprendre sa liberté à la condition de ne pas entrer en contact avec la victime. Gariépy qui a présentement une cause pendante devant les tribunaux pour vol par effraction, devra revenir devant la justice au début de mars, pour connaître la date de son enquête préliminaire.

Selon le policier André Bolduc qui a arrêté Gariépy, celui-ci se serait rendu le 30 septembre au domicile de la plaignante Mme Beaulée et se serait rendu avec elle en compagnie de son amie sur la rue des Oblats à Ville LaSalle chercher la somme de $250 qui appartenait à Mme Beaulée. Ce serait chemin faisant que Gariépy en compagnie de son amie aurait menacé Mme Beaulée de la jeter dans le fleuve et de lui prendre son argent, mais son amie l'en aurait empêché.

Ce serait à cause de la crainte de représailles de la part de Gariépy que Mme Beaulée a attendu jusqu'au 24 janvier pour porter plainte contre lui.

Achetons
vieux bijoux en or
Payons comptant
Identifications requises
dans le mail
du Centre commercial
Place Rosemère

La fine CUISINE d'Henri Bernard
COURS DE BASE
jour ou soir
12 leçons, 1 par semaine
Inscription après 1re leçon
à titre d'essai
au choix 13, 14, 20, ou 21 fév.
sur réservation
PROSPECTUS
843-6481
Institut Culinaire Henri Bernard
2015 de la Montagne
Suite 610, Montréal
Permis no. 749640
Culture Personnelle

la st-valentin
c'est à nous deux
Ne cherchez plus où fêter la St-Valentin.
Votre auberge Holiday Inn
vous a préparé une soirée
qui vous appartient.
Il y a de quoi s'y plaire.

Holiday Inn
On fête ça!
Votre auberge
PLACE DUPUIS
1415, rue St-Hubert
Montréal, Québec
842-4881
Propriété de/Administré par atlific inns inc.

Importations E.G.G.
ACHÈTE • OR
• ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX
PAYONS COMPTANT
Pour montant de $25,000 et plus, prière de prendre rendez-vous.
N.B.: Les prix que nous payons sont ajustés plusieurs fois par jour selon les marchés de New York et Londres.
4645, boulevard Bourque, Rock Forest
(819) 566-4626
47073
(pour Scrador Metals Ltd.)

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS
MARCEL ADAM

Un projet pour éviter une catastrophe

La plupart des guerres ont des causes économiques, en particulier les grandes guerres, qui ont parmi leurs objectifs principaux une nouvelle répartition des marchés et des zones d'influence. La situation économique mondiale, même si elle ne justifie pas pour le moment un tel aboutissement, est tout de même inquiétante. Car les économies des pays industrialisés se dirigent rapidement vers des dislocations sérieuses causées à la fois par la crise énergétique et par le rétrécissement de leurs marchés. Les pays sous-industrialisés, qui comptent plus des deux tiers des États du monde, non seulement ne veulent plus être les simples déversoirs des produits des pays industrialisés mais ne peuvent plus par suite de l'inflation acheter ces produits.

C'est pour toutes ces raisons que l'ancien chancelier allemand Willy Brandt et d'autres personnalités internationales ont préparé pendant deux ans un projet de réformes pour l'économie mondiale. Le rapport de cette commission Brandt, intitulé «Nord-Sud, un programme de survie», a été présenté mardi au secrétaire des Nations unies, M. Kurt Waldheim. Selon l'analyse de la commission, le fonctionnement de l'économie mondiale est si détérioré que le monde est menacé d'une catastrophe économique qui ne sera évitée que si les leaders politiques du monde en prennent conscience et aient la volonté d'y faire obstacle. C'est pourquoi le rapport recommande une «rencontre au sommet» des dirigeants des principaux pays industrialisés et sous-industrialisés.

Bien sûr, une telle rencontre n'a une chance de succès, c'est-à-dire d'atteindre un consensus, que si elle réunit un nombre relativement restreint de personnes. C'est pourquoi la commission recommande un total de deux douzaines de leaders importants afin de créer un nouveau climat international et d'en venir à de véritables accords de coopération internationale. Une telle suggestion peut difficilement être plus opportune dans la conjoncture actuelle, si l'on considère l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la vive réaction américaine, qui a mis fin à la détente USA-URSS et a relancé la guerre froide. Même si les cyniques croient que cette situation va stimuler l'industrie des armements et atténuer ainsi la récession, l'expérience enseigne que toute production mène à une consommation correspondante et qu'on ne produit pas impunément des armes par millions sans avoir le goût de les utiliser. Ne serait-ce que pour justifier de nouveaux budgets.

Le rapport Brandt a donc une connotation pacifiste ou, si l'on préfère, des répercussions incompatibles avec l'économie de guerre. D'autant plus qu'il s'attaque aux principales causes des difficultés économiques actuelles. Son programme d'urgence pour les cinq prochaines années de cette décennie comprend un transfert massif de ressources des pays industrialisés aux pays du Tiers-monde. Sans compter un programme d'approvisionnement alimentaire considérable. Le rapport préconise aussi «une stratégie internationale de l'énergie» pour garantir l'approvisionnement en pétrole à des prix relativement stables, c'est-à-dire qui n'évolueraient pas plus vite que l'inflation mondiale. Il va de soi que les pays industrialisés devront collectivement s'entendre pour limiter leur consommation de pétrole.

L'une des plus intéressantes recommandations de la commission Brandt, mais non des moindres par son importance et sa complexité, est une réforme du système monétaire afin de stabiliser les monnaies. La nécessité fondamentale d'effectuer par étapes une telle réforme est à la base de l'avenir économique mondial. Il est devenu évident que les États-Unis ne peuvent être les plus grands industriels et commerçants du monde et en même temps les banquiers de la planète, sans finir par fausser en leur faveur les lois du marché. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait depuis le plan Marshall qui a inondé l'Europe d'«eurodollars». Sans compter les «pétrodollars» dont le recyclage dans l'économie mondiale crée de plus en plus de perturbations.

Les difficultés actuelles du marché mondial poussent instinctivement les divers pays à devenir protectionnistes. Or les pays aggravent ainsi leurs problèmes, puisqu'ils sont de plus en plus interdépendants. L'évolution de la technologie et l'ampleur de la production mondiale ont rendu le nationalisme économique tout à fait désuet, et surtout nocif. C'est pourquoi le rapport Brandt, sous une forme ou sous une autre, devra finalement être mis en pratique un jour si l'on veut éviter une catastrophe économique ou sa solution de rechange, une guerre mondiale.

Ivan GUAY

bloc-notes

La fin et les moyens du FBI

Les Américains ont de sérieux problèmes avec les cheikhs arabes. Pourtant, ils savent s'en servir: les agents du Federal Bureau of Investigation (FBI) n'ont pas hésité à s'en fabriquer pour la bonne cause de l'honnêteté. En fait, l'opération Abscam, que le FBI a entreprise contre des membres du Congrès américain et qui a créé tout un scandale à Washington, montre comment, pour certaines organisations policières, la fin peut parfois justifier les moyens.

On comprend qu'un tel scandale fasse mal à nos voisins: huit membres de cette institution sacrée du Capitole se trouvent subitement engagés dans une triste histoire de pots-de-vin. Comme des enfants, ils se sont laissé berner par des agents du FBI qui se présentaient, ou même se déguisaient, comme de riches Arabes qui payaient très cher pour les services que ces honorables membres du Congrès leur rendraient. Comme des enfants, ils se sont laissé éblouir par l'argent facile qu'on leur offrait sur plateaux d'argent.

Conclusion: personne n'est à l'abri de la faiblesse et aucune institution ne peut se prémunir contre des hommes qui veulent s'en servir plutôt que la servir. Même le Congrès américain avec tout son prestige, ses personnages de choix, élus démocratiquement par une population superinformée et surveillés par une opinion publique extrêmement vigilante, encore davantage depuis Watergate, ne peut se vanter d'être pur. Pour une poignée de dollars, dirait Sergio Leone, bien des hommes sont prêts à vendre leur honneur.

En fait, c'est question de situation ou de tentation. La vertu est facile tant que le mal ne sait pas se faire tentant: c'est une vieille vérité que les Pères de l'Église ont découverte bien avant nous. Mais cette fois, le problème se pose autrement: la vertu a-t-elle le droit de se faire tentation? En d'autres mots: les agents du FBI avaient-ils le droit de tenter des hommes qui jusqu'à ce moment, probablement, avaient mené une vie honnête?

Car les agents du FBI ne surveillaient pas des Congressmen engagés dans une action malhonnête avec des étrangers crapuleux: ils ont inventé la situation, ils ont fabriqué une tentation irrésistible tout simplement pour prendre certaines personnes au piège. Ils ont choisi les uns plutôt que les autres: le résultat aurait pu être le même avec les autres. Leur plan était assez séduisant pour faire succomber n'importe qui. En fait, ils se sont offert des coupables qu'ils ont ensuite impliqués dans une bien triste affaire.

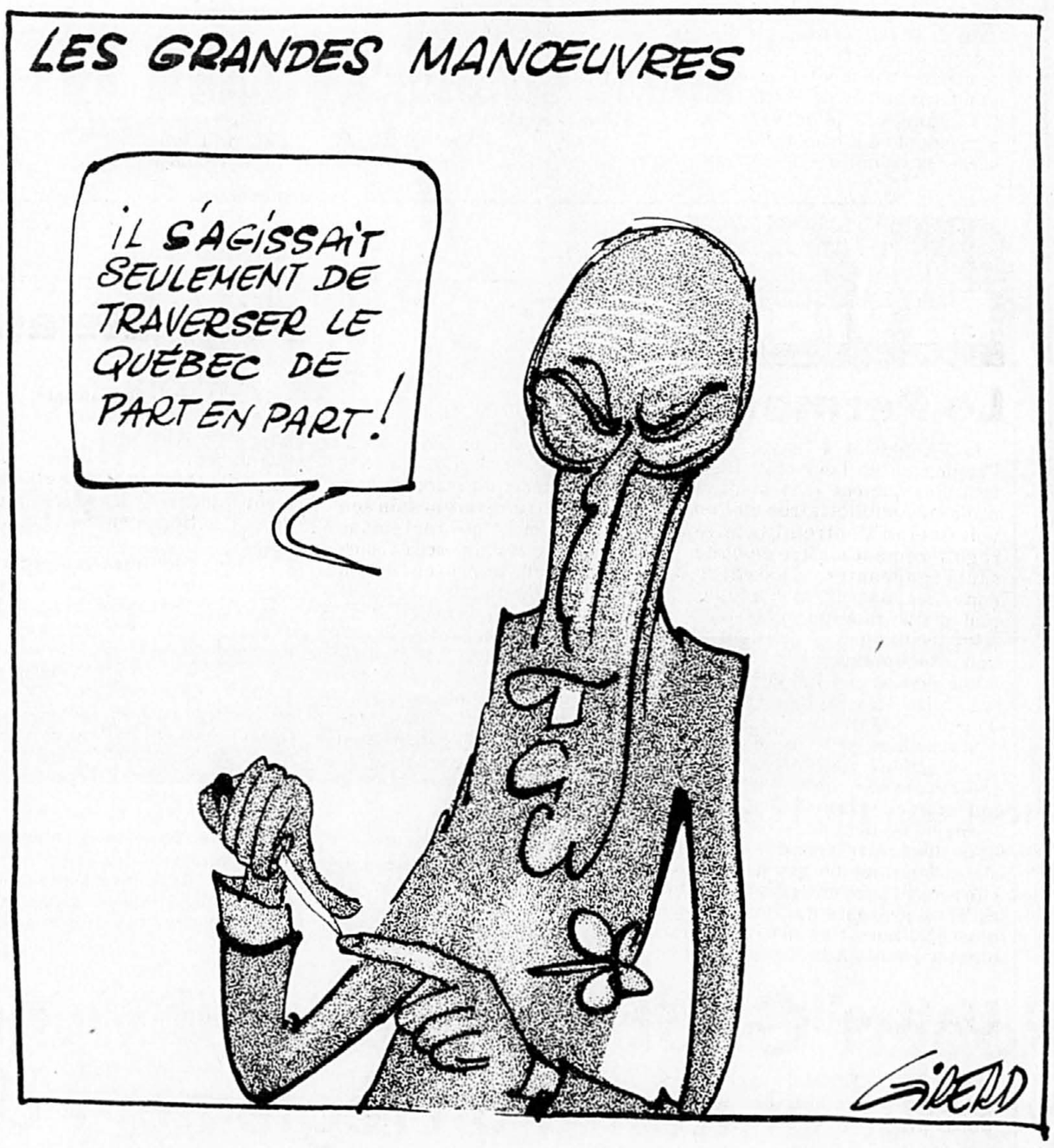
Il y a quelque chose de cynique là-dedans.

Pas que les fauteurs soient innocents: non, ils ont accepté des sommes d'argent importantes en s'engageant à rendre des services exceptionnels par des moyens détournés. Mais ils ont été poussés à le faire. Ils sont devenus les acteurs plus ou moins volontaires d'une immense fumisterie mise en scène par des gens habiles qui s'étaient donné pour mission de les y engager.

Tout le monde sait que la loi défend de corrompre un agent de la paix. Mais l'agent, lui, a-t-il le droit de corrompre un citoyen?

C'est ce qui s'est passé à Washington: des policiers ont mis en branle une opération destinée à corrompre des hommes politiques. D'accord, ces hommes pourront être reconnus coupables. Mais les policiers, eux? Peut-on accepter que, pour eux, la fin justifie les moyens et que le crime serve le bien?

Jean-Guy DUBUC



Droits réservés

Au sujet des campagnes électorales

Les campagnes électorales font partie inhérente de nos moeurs politiques. Depuis toujours considérées essentielles au processus électif, les campagnes électorales sont remises en question depuis peu par plusieurs commentateurs, qui s'interrogent non seulement sur leur style mais aussi sur leur utilité.

L'avènement de la télévision, en plus d'avoir sédentarisé les gens et tué du même coup les assemblées publiques, a mis en contact direct les chefs de partis avec l'électorat. Il en est résulté une personnalisation excessive de la politique, l'image des politiciens prenant le pas sur leur substance intellectuelle et morale. Les media électroniques et les hommes politiques y trouvant largement leur compte, la formule a fait fortune pendant plusieurs années.

Mais parce qu'elle s'est avérée très frustrante pour les journalistes qui se sont tout à coup sentis manipulés, utilisés comme des courroies de transmission de scénarios destinés à duper l'électorat, ceux-ci commencent à se rebiffer, à contester le rôle qu'ils jouent dans ces coûteuses entreprises de mystification.

«Vous voulez un bon show, vous, les journalistes, et personnaliser la campagne, mais je ne suis pas payé pour donner un show», a dit l'autre soir Trudeau à la télévision. Il n'a pas tort parce qu'il est vrai que pour beaucoup de journalistes — surtout ceux des media audio-visuels — les aspects spectaculaires de la politique retiennent davantage l'attention que les idées. Mais M. Trudeau s'en tirerait à trop bon compte si on ne lui rappelait pas, comme l'a fait Mme Bombardier, qu'il a lui-même joué le jeu longtemps. La Trudeaumanie aurait-elle existé si M. Trudeau avait toujours refusé de personnaliser ses campagnes, s'il avait obligé les media, comme il s'en vante aujourd'hui, de faire sa campagne en parlant d'idées et de principes?

À ce propos, M. Trudeau a dit que les libéraux ont voulu cette année établir certains principes de gouvernement parce que «le monde est trop complexe pour se lier par des promesses démagogiques»; on ne peut pas prédire, dit-il, «ce qu'on devra faire dans six mois ou un an».

Je m'accorde parfaitement avec cette façon de voir et d'agir qui était celle, curieusement, que M. Trudeau avait adoptée en 1968. Mais en 1972, en 1974 et en 1979, il délaissait ce sage principe pour s'adonner à la distribution de «candies» électoraux. Parce qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, il ne faut pas accabler le pécheur qui décide de s'amender, même si on peut penser qu'il s'agit d'une contribution imparfaite (voir le petit catéchisme).

Cela étant dit sur les signes qui annoncent une évolution des campagnes électorales, on peut maintenant poser une question fondamentale: les campagnes électorales sont-elles utiles? Si on en croit une étude du confrère Yves Leclerc, les campagnes des douze dernières années au Canada et au Québec n'ont jamais déplacé plus de 5 pour cent du vote dans un sens ou dans l'autre, et dans aucun cas ce déplacement n'a signifié la victoire ou la défaite d'un parti.

Si cela est vrai, je veux y voir un signe encourageant: les électeurs résistent instinctivement aux grandes manoeuvres d'intoxication destinées à convertir in extremis les électeurs indifférents ou ceux dont l'opinion s'est formée normalement en jugeant leurs élus davantage sur leur conduite que sur leurs beaux discours et leurs promesses démagogiques.

J'espère que les media et les politiciens en tireront un enseignement utile pour l'avenir.

Marcel ADAM

D'autres soucis que l'énergie

Le directeur de la planification à Hydro-Québec, M. Joseph Bourbeau, s'inquiète de l'attitude présomptueuse des Québécois vis-à-vis des ressources énergétiques. Il estime que la population est «dangereusement optimiste».

La présomption est-elle plus grande ici qu'ailleurs au Canada?

L'une des enquêtes les plus fraîches sur le sujet, celle de «Decima Research», réalisée pour le compte du ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources, laisse supposer que les habitants du Québec ne sont pas moins conscients qu'ailleurs des incertitudes présentes, ne serait-ce qu'à cause de l'impact de la hausse des prix de l'essence et du fuel sur les budgets domestiques.

(Dans LA PRESSE du 9 février, Jean-Pierre Bonhomme a consacré un important article à l'enquête de «Decima Research» et rappelé qu'antérieurement la maison montréalaise Créatec avait préparé une étude sur le même sujet.)

Globalement, les Canadiens ne sont pas exclusivement, uniquement, principalement préoccupés par l'avenir de l'énergie. Ils ont d'autres soucis. Et même quand ils se sentent concernés par des débats qui passionnent les experts et les hommes politiques, il ne s'ensuit pas que leur perception du problème rejoigne toutes les dimensions d'une réalité qui comporte des facettes multiples. On peut être éveillé au problème de l'énergie pour la seule raison qu'on paie le gallon d'essence plus cher, et sans penser forcément au Moyen-Orient ou aux sables bitumineux de la lointaine province d'Alberta.

D'ailleurs, quand les profanes sont invités à dire à qui ils accordent leur confiance sur le sujet de l'énergie ils donnent des réponses stupéfiantes. La majorité de la population interrogée déclare avoir plus confiance dans les «leaders religieux» que dans les déclarations des experts. Autrement dit, une prière à sainte Emmélie-de-l'Énergie assurera mieux notre avenir énergétique que les livres blancs, jaunes ou bleus des gouvernements!

Ces réponses trahissent l'ahurissement de la population devant les contradictions des experts et dénoncent l'absence de guides sûrs. C'est vraisemblablement dans la pensée de fournir des balises à l'opinion qu'un Front commun, formé en novembre dernier, réclame un débat public sur l'énergie.

Un débat public pour quoi faire? S'il s'agit d'informer les intéressés des périls d'un gaspillage dans tous les domaines, qui reste le trait marquant de notre civilisation nord-américaine, l'opération est au plus haut point louable. Mais, c'est dans le domaine de l'action, de l'agir que ce genre d'exercice trouve rapidement ses limites.

Il y a au moins 20 ans qu'on «colloque» sur l'inflation, que la spirale des prix et des salaires est le thème obligatoire de toute réunion politique. Or, l'inflation est devenue comme la température, dont Oscar Wilde, je pense, disait que «tout le monde en parle et personne n'y fait rien».

Les enquêtes le démontrent: le chômage, l'inflation, la santé restent des préoccupations plus graves pour la majorité des gens que la conservation des ressources.

Quand on parle aux administrés de la pénurie de l'énergie ils ont tendance à laisser à d'autres qu'eux-mêmes la recherche de solutions, dans la pensée qu'ils n'ont aucune prise sur la situation. Ce n'est pas malsain comme réaction. Car si les experts ne s'entendent pas, ou s'ils n'ont pas les réponses, pourquoi l'homme de la rue serait-il tenu de les avoir?

La très faible marge d'autonomie laissée au citoyen n'est pas exploitée par lui. Il n'est pas prêt à sacrifier sa grosse voiture; il n'est pas prêt au rationnement de l'essence. Il faudra peut-être en arriver là.

Il reste remarquable que le rationnement de l'essence ne figure pas dans la liste des promesses électorales. Évidemment, la mesure ne serait pas populaire. Quelle médecine amère l'est?

Guy CORMIER

lettres
DES LECTEURS

la presse
MONTRÉAL,
JEUDI 14 FÉVRIER 1980

M. Trudeau: le rendre à sa famille; M. Roy: des miettes seulement le 18

Après Margaret, voilà Peter en vedette nouveau genre. Elle avait bien dit au monde entier que notre ex-premier ministre avait le corps d'un jeune homme de vingt cinq ans. Dans LA PRESSE du 31 janvier plusieurs centaines de milliers de lecteurs ont pu vérifier. Après quelques longueurs de piscine, Monsieur T. invite une jeune femme à le rejoindre au sauna. Elle répond qu'elle n'a pas de maillot de bain. «Ça ne fait rien, dit-il, nous éteindrons les lumières.»

Monsieur Trudeau prétend que lui seul peut représenter notre pays au plan international. Quand il descend les escaliers à califourchon en public et exécute des petits pas de danse derrière la reine, on peut se demander ce que pensent les représentants étrangers devant un tel manque de sérieux et de dignité. Ce n'est pas un playboy dont nous avons besoin à la tête du pays, mais d'un honnête administrateur.

La crédibilité de Monsieur Trudeau? Il avait dit au cours de la dernière campagne électorale qu'il n'établirait jamais le contrôle des prix et des salaires, et ça été son premier acte important de le faire après son élection. Il a battu le gouvernement à cause du budget Crosbie qui voulait remettre de l'ordre dans les finances. Si le présent gouvernement veut nous forcer à se serrer la ceinture, c'est à cause de la situation catastrophique laissée par les gouvernements libéraux, causée par leurs extravagances et leur gaspillage. M. Trudeau ne peut sans doute pas comprendre cela, lui qui n'a jamais été obligé de compter, et a les moyens de s'acheter une maison de $300,000. Tant mieux pour lui, mais quand on s'engage sur l'honneur à bien administrer le bien d'autrui, «Finies les folies!»

Par inadvertance on a rendu publique une remarque de Monsieur Lévesque qui préférerait M. Trudeau à M. Clark «pour le sport», en ajoutant cependant qu'il a plus de respect pour les Conservateurs que pour les Libéraux dans cette élection. Pas surprenant.

Presque tous les jours à la TV on voit M. Trudeau se présenter à une tribune, les pieds écartés, le torse bombé, la veste déboutonnée, les pouces jouant dans la ceinture des pantalons comme s'il cherchait une paire de bretelles à péter.

Monsieur Trudeau a démissionné; il avait décidé de se retirer. Il serait intéressant de savoir par quels moyens une petite clique l'a forcé à revenir. Donnons-lui donc une chance et renvoyons-le à sa famille qui, elle, a besoin de lui et dont il veut sincèrement s'occuper.

Adrienne CÔTÉ
Saint-Laurent

Lors de la soirée du 18 février, il ne faudra pas se surprendre si l'on voit les Créditistes de Fabien Roy n'amasser que les miettes du vote populaire québécois.

On se souvient qu'aux dernières élections fédérales, l'équipe Roy avait arraché six comtés aux libéraux, ceci dû en grande partie à l'appui inattendu du Premier ministre Lévesque au leader Fabien Roy.

Or, dans l'appui du chef péquiste il y avait anguille sous roche. En disant OUI aux Créditistes, Monsieur Lévesque recevait ainsi la sympathie des gens de la Beauce. Les résultats du 22 mai sont connus et les Créditistes sont arrivés «bon deuxièmes» au Québec.

Puis des élections complémentaires ont lieu dans Maisonneuve, Prévost et... Beauce-Sud. Les Péquistes, ayant appuyé Fabien Roy, espéraient bien que celui-ci leur rendrait la politesse. Mais pour des raisons obscures, le chef créditiste a préféré garder le silence, laissant les nationalistes se faire enguirlander par la campagne de peur de l'équipe Mathieu. On connaît maintenant les résultats de ces élections et il est certain que si Fabien Roy avait appuyé les Péquistes comme eux l'ont fait pour lui, l'équipe de Boisvert aurait connu plus de succès. Il en est maintenant fini du mariage Parti québécois-Crédit social.

Le 13 décembre dernier, pour des raisons qui restent encore obscures, Fabien et ses quatre députés ont disparu de la Chambre des communes, contribuant par le fait même à la chute du gouvernement conservateur de Joe Clark. Les Créditistes se voyaient alors plongés dans une élection qu'ils n'avaient pas désirée.

La campagne électorale débute et les sondages dominent la scène politique. Les libéraux sont nettement favorisés, alors que les Créditistes ne reçoivent même pas 2% du vote populaire. La pire humiliation.

Fabien veut sauver le plus de votes possible et il lance maintenant un vibrant appel aux nationalistes québécois pour qu'ils inscrivent une croix auprès du nom de leur candidat créditiste. Malheureusement, les vrais séparatistes préféreront rigoler en votant pour les Rhinos...

M. Roy n'a pas voulu collaborer avec les péquistes à l'élection complémentaire de Beauce-Sud. Les péquistes frustrés, qui avaient voté pour le CS, ne commettront pas la même erreur.

Ainsi Fabien ramassera-t-il du vote populaire que les miettes... s'il en reste.

Gérard DELTELL
Loretteville

Les droits des croyants

Dans mon article intitulé «Des pluralistes intolérants» (La Presse, 16-1-80), il était question des droits des croyants à une école confessionnelle, au recours abusif du pluralisme pour nier à la majorité ses droits à une éducation chrétienne, des croyants amorphes et même des athées. Nulle part cependant je n'ai «qualifié de sans-dieu ceux qui s'intéressent à l'école non confessionnelle», comme me le reproche Mme Lucille GIROUX-CAISSE (La Presse, 28-1-80). Je n'ai pas non plus soutenu que «école pluraliste veut dire athée»; enfin, rien dans mon texte ne peut porter à conclure que «ceux qui renoncent à faire baptiser leurs enfants sont démoniaques», quoique ce ne soit pas là une manifestation des dons de l'Esprit-Saint reçus à la Confirmation.

Drôle tout de même! Alors que les parents s'efforcent de transmettre à leurs enfants toutes sortes de valeurs et d'idéologies même, ils ne pourraient leur transmettre la véritable valeur de toute vie, la valeur religieuse. Pourquoi l'école alors? Laissons les enfants choisir eux-mêmes leur nourriture, fermons nos gymnases, n'inculquons plus les notions d'histoire ni même d'hygiène. Laissons aux jeunes le soin de choisir tout cela par eux-mêmes, plus tard.

On devrait bien se mettre en tête, une fois pour toutes, que l'école neutre, ça n'existe pas. Soit par l'enseignant, soit par la direction de l'école ou par ses structures, soit encore par l'atmosphère ambiante, l'école véhiculera toujours des idées et des idéologies. Et si elle ne présente pas un minimum de balises et oxygène, en l'occurence des préceptes et un enseignement religieux, l'éducation est faussée et la société menacée. Que l'on ne vienne pas nous dire que l'enseignement moral peut avantageusement remplacer l'enseignement religieux, Vouloir «inculquer des notions de morale sans introduire une pratique religieuse» (article de Mme G.-C.), que voilà une acrobatie peu ordinaire. La morale peut-elle être dissociée du religieux? Qui dit morale dit référence à la loi naturelle laquelle n'est que l'écho de la Loi de Dieu. «Si vous aimez ceux qui vous aiment... a dit Notre-Seigneur à ses disciples, que faites-vous de plus que les publicains?» (Matth. 5, 46).

Les opposants à l'école confessionnelle reprochent à l'Eglise «d'exercer un contrôle idéologique dans notre société par sa mainmise sur l'école». J'avais signalé cette accusation dans mon article. Pour sa part, Mme G.-C. soutient que l'Eglise n'a pas le droit de s'introduire à l'école. Dehors donc l'Eglise; contente-toi de prêcher dans les nuages. Et vous, baptisés, vous les croyants, contentez-vous de quelques minutes de prédication, le dimanche... pour orienter votre vie vers l'éternité. Encore vous faudra-t-il ne pas déterminer votre agir quotidien selon vos principes religieux. Laissez votre lampe sous le boisseau; laissez à ceux qui ne veulent pas de Dieu dans leur vie, qu'ils y croient ou non, le soin de vous endoctriner et de vous guider.

Ceux qui ne sont pas obnubilés par les sophismes du jour gardent la conviction qu'ils doivent «confessionnaliser leur croyance», c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas avoir peur de la montrer, de la confesser. Et je reprends ici la conclusion de mon article «incriminé»: cacher son drapeau n'a jamais été une marque de patriotisme.

Ceci dit, je tiens à remercier Mme Giroux-Caisse qui m'a fourni l'occasion de préciser la pensée et les droits de quiconque est pour l'école confessionnelle.

J.-Alphonse BEAULIEU
Rimouski

En vrac

Le Permanent à...

Le Permanent, à l'enseigne de l'anglais... Qui l'eut cru? D'autant plus que ces «charmantes» réclames publicitaires où l'on voit Gaétan Montreuil se faire régulièrement mettre en boîte sont engageantes... Nous décidons donc, un soir, mon amie et moi, d'aller tâter du solide — du permanent, quoi! — question de nous documenter sur l'achat d'une maison. Le bureau régional choisi: celui du 4964, Chemin de la Reine-Marie.

Mal nous en prit! La secrétaire «d'office» visiblement peu intéressée par son travail (au fait, était-elle permanente?) évite soigneusement de nous saluer et de nous faire asseoir. Après s'être informée de nos besoins, elle revient avec un agent qu'elle ne nous présente pas (lui non plus d'ailleurs) et nous voilà bientôt réunis à trois dans un cagibi avec un permanent qui parle anglais seulement. Ses quelques mots de français confirment s'il en était besoin son unilinguisme. Nous réclamons du français. Il acquiesce et court s'enquérir de la présence d'un francophone. Peine perdue! Il n'y a que lui, ce soir-là.

Et voilà comment une compagnie respecte le fait français. Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'il s'agit d'un cas d'exception.

En tout cas, nous avons compris le message d'une institution financière dont le siège social est, comme par hasard, situé à Toronto.

En terminant, j'aimerais souligner que permanent se définit ainsi: «qui dure, demeure sans discontinuer ni changer». C'est gai...

Jacques LEMIEUX
Montréal

Péquiste au conditionnel

Je serais indépendantiste:
— si la situation des francophones n'avait pas évolué ces quarante dernières années;
— si le Québec était entièrement français et les autres provinces entièrement anglophones;
— si les péquistes avaient un respect minimum des minorités;
— si, à l'intérieur du Parti québécois, on avait toutes les mêmes tendances politiques;
— si le Parti québécois, pour réaliser l'indépendance politique du Québec et une possible union économique, n'utilisait pas de façon partisane les sentiments de la population du Québec;
— si les membres du gouvernement péquiste actuel étaient moins intellectuels et s'ils possédaient un sens pratique;
— si le Livre blanc avait un contenu historique non biaisé;
— si l'union économique proposée par le Livre blanc avait d'autres appuis que ceux des péquistes;
— si le taux de chomage au Québec n'était pas anormalement élevé;
— si le Parti québécois me prouvait que je garderais le même niveau de vie;
— si on me garantissait de payer le pétrole en bas du prix international;
— si on me prouverait que le Québec souverain aurait le même «pouvoir international» que le Canada;
— si le système de péréquation demeurerait;
— si le droit de copropriété des richesses naturelles du territoire était conservé;
— et enfin, si le document Langlois du Parti libéral du Québec ne proposerait rien d'autre qu'un statu quo.

R. BOYER
étudiant, Montréal

Trop jeune pour...

Madame Micheline Bouchard
Présidente de l'Ordre des Ingénieurs du Québec
Madame,

Votre photo parue dans le journal LA PRESSE du 1er février 1980 confirme bien la recommandation que vous faites au gouvernement, en tant que présidente de votre Ordre, de lever le moratoire qu'il a jeté sur les usines d'énergie nucléaire.

En effet, vous y apparaissez trop jeune pour redouter la mort! La mort dont nous menacent indubitablement de telles centrales!

Trop jeune, aussi peut-être, pour être maman et craindre pour la vie de vos enfants. Même si la radioactivité, qui fit évacuer un demi-million de personnes à Harrisburg, ne doive avoir d'effet nocif sur eux qu'à l'âge de vingt ans: peu de chose, un début de leucémie, par exemple, que vos savantissimes médecins sauront traiter, n'est-ce pas? — vous-même, Madame, vous risquez d'en avoir été déjà victime et ne pas connaître ce douloureux moment. Et pourtant!... pourtant, vous seriez encore jeune et aimable à cette époque...

Oh! cet an 2000 sera-t-il marqué de cette panique, s'emparant du monde en l'an 1000, comme s'il devait être sa fin?...


Mme Micheline Bouchard

Grâce à vous et aux scientifiques que tourmente stupidement comme une marotte l'esprit de PROGRÈS, (...vers le cimetière, murmure le BON SENS!) Cette fois, la peur sera fondée car le danger sera réel.

Pensez-y, Madame, et recevez malgré tout, mes respectueux hommages.

André FRAYON
Saint-Laurent

Battre les syndicats?

Dans LA PRESSE de samedi, le 2 février, vous avez présenté sous la plume de Jean-Guy Duguay un article intitulé «Battre les syndicats: Michelin et la Nouvelle-Écosse se sont donné la main et y sont arrivées».

Cet article était à ce point partial et incomplet qu'il a réussi à passer totalement sous silence le fond du problème.

Ainsi, d'après l'auteur, la loi 98 «rend obligatoire la syndicalisation de toutes les usines d'une même entreprise avant qu'un syndicat puisse prétendre parler au nom des ouvriers».

Il aurait fallu dire: «la loi 98 rend obligatoire la syndicalisation de toutes les usines **interdépendantes** d'une même entreprise avant qu'un syndicat puisse prétendre parler au nom des ouvriers.»

L'interdépendance signifie une intégration des opérations telle qu'un arrêt de travail dans une usine mènerait inévitablement à un arrêt de travail dans les autres.

Le Parlement de la Nouvelle-Ecosse a tout simplement reconnu par la loi 98 que la démocratie serait mieux servie si l'unité de négociation comprenait tous les ouvriers d'une même entreprise qui pourraient éventuellement être affectés par un arrêt de travail même si ces ouvriers travaillent dans des lieux physiques distincts.

Un esprit impartial dira que c'est du gros bon sens.

Il est malheureux que votre article n'ait pas fait mention d'un aspect aussi fondamental.

F. LEFEBVRE
Montréal

Le déménagement de BP

La récente décision de BP de déménager la direction de la compagnie à Toronto n'a rien de spectaculaire. Montréal s'est déjà habitué aux départs des hommes d'affaires anglophones(...)

BP donne deux raisons pour justifier sa décision: 1° «l'infâme budget Parizeau»; 2° «des difficultés rencontrées par la compagnie dans le recrutement de cadres supérieurs à l'extérieur du Québec». Cela veut dire que BP ne peut pas engager de cadres supérieurs au Québec, car comme francophones ils gêneraient le fonctionnement d'une compagnie qui travaille en anglais. Comme SUN LIFE, BP est et veut rester un ilôt anglais au Québec en tournant le dos à la majorité francophone.

En dehors du Québec, en République fédérale d'Allemagne par exemple, il serait ridicule de voir BP se plaindre du fait que toutes les écoles sont allemandes, ou de penser que des cadres de BP en Italie pourraient refuser d'envoyer leurs enfants à l'école italienne. En Europe et ailleurs, les cadres multilingues sont monnaie courante, et le fait de s'intégrer à une autre culture constitue un atout pour le personnel d'une multinationale. Ici, au Québec, on nous leurre en prétendant le contraire. Le déménagement de BP démontre encore à quel point le français est méprisé (au Canada et au Québec). Le Québec qui ne répondra pas au référendum de 1980 avec un «oui» massif devra vivre avec cette absurdité linguistique pour maintes décennies encore.

H.-D. CHIBA
Montréal

Attaquer les marxistes, un signe de chauvinisme

Lettre réponse à Bernard Guay: **«Un sombre bilan syndical»**, 7 janvier, parue le 23 janvier '80.

Je ne sais si Bernard Guay est syndiqué, probablement, mais je sais qu'il est un bon observateur. Sa description du climat social par les grèves pose bien le problème des luttes internes de notre société, celles qui la font progresser.

Je ne soulignerai dans ma réponse à Bernard Guay que son attaque contre les marxistes (...) La lutte des classes ne se fait pas toujours par les armes comme on le rappelle trop souvent en parlant des marxistes-léninistes. Une attaque contre les marxistes dans un monde où le socialisme marxiste-léniniste gouverne plus de la moitié de la population — sans parler de son influence dans le monde entier — est un signe de chauvinisme intellectuel. Plutôt que de bannir les marxistes, il faudrait relire les socialistes et les républicains des 18e et 19e siècles, puis Lénine... sans oublier le sublime Mao et le très actuel Tito.

Je dirais à Bernard Guay de laisser Norbert Rodrigue tranquille, il a suffisamment de problèmes. Et quant à l'attaque pour diviser les syndicats, elle est aussi vieille que l'existence des syndicats. Quels en ont toujours été les résultats? Ceux qui connaissent ces divisions savent le travail qu'il faut pour retrouver l'unité! Et le M.A.R.Q. ferait mieux de lire le Bulletin «La Raison» que publie le «groupe pour la formation de l'association rationaliste athée du Québec», et de cesser de diviser le peuple travailleur.

Bernard LA RIVIÈRE
Cégep St-Jérôme

Voter au référendum

À: Monsieur Pierre Vallières

Monsieur,

J'ai lu tout récemment dans nos principaux quotidiens de langue française votre déclaration incitant les Québécois à s'abstenir de voter lors du prochain référendum.

Tout en désirant respecter votre opinion, je m'oppose à une telle incitation.

Il est de beaucoup essentiel, étant minoritaire et de culture différente, pour nous du Québec de se prévaloir du droit démocratique le plus important que nous possédons encore, soit celui de choisir librement et volontairement ceux qui nous représentent à tous les niveaux d'autorité et de choisir également toute option qui nous semble la plus adaptée à nos besoins présents et futurs.

Il serait extrêmement regrettable que la population boude le prochain référendum en s'abstenant de voter. Selon moi, un nombre de votes équivalent à celui que l'on constate depuis plusieurs années au niveau municipal et scolaire équivaudrait à une risée monumentale!

J'ai la ferme conviction que les citoyens du Québec, ayant droit de vote, se prévaudront consciencieusement de ce droit lors du prochain référendum. Le pourcentage du vote déterminera leur sens réel du devoir. J'en profite pour demander aux indécis de ne pas entrer dans leur coquille en invoquant le manque de renseignements. Le sujet a été débattu grandement à ce jour et il le sera davantage jusqu'au scrutin.

Léandre FAGUY
Sillery, Québec

Fierté bien légitime

À l'émission «Quebec Report», sur les ondes du réseau anglais de télévision CBC, le samedi 2 février, j'ai entendu M. Hubert Gendron employer l'expression «a truly unCanadian display of chest pumping» en parlant de l'exubérance manifestée par LA PRESSE et par M. Roger Lemelin à la suite des reportages de Jean Pelletier sur l'affaire de l'ambassade canadienne à Téhéran.

Renversé, n'en croyant pas mes oreilles, j'entrepris immédiatement de téléphoner à CBC. Malheureusement, on me fit comprendre que j'allais être obligé d'attendre à lundi pour que l'on réponde à mes questions (peut-être était-ce mieux ainsi, car la colère est mauvaise conseillère). Fijnalement, lundi, je réussis à joindre au téléphone monsieur Préfontaine de l'équipe de «Quebec Report» qui me confirma, texte en main, ledit commentaire de monsieur Gendron. J'avais bien entendu.

Le «scoop» de monsieur Pelletier est évidemment rentable pour LA PRESSE et le fait que l'on tente de maximiser une telle exclusivité est de bonne guerre, car après tout LA PRESSE est en compétition constante avec d'autres journaux. La flambée de fierté et d'enthousiasme qu'a créée la publication du «scoop» en question est, selon moi, justifiable et très compréhensible dans les circonstances. Mais à l'encontre de monsieur Gendron, je ne vois pas du tout que le fait d'être fier de soi et de ne point s'en cacher, ait quelque chose d'«un Canadian» en soi.

Si monsieur Gendron avait voulu porter un «jugement» journalistique vis-à-vis d'un événement journalistique, il aurait dû, selon moi, utiliser le terme «unprofessionnal» — pas plus justifiable, mais beaucoup moins empreint de nationalisme que «un-Canadian». (...)

J'ose croire qu'il est encore possible au Canada d'être un Québécois francophone fier des réalisations de ses compatriotes, sans pour autant être «un-Canadian».

Alain BIRON
Montréal

MOSCOU

Suite de la page A 1

ront en Afghanistan, Carter a indiqué que des consultations se poursuivaient pour la tenue de Jeux parallèles avec la participation des pays qui n'iront pas à Moscou, le CIO ayant décidé d'y tenir les Jeux comme prévu en juillet prochain.

De son côté, le premier ministre Clark a averti hier l'Association olympique canadienne que son gouvernement lui retirerait son appui financier si elle envoyait des athlètes aux Jeux de Moscou.

Telle a été la réaction de M. Clark à la décision, annoncée mardi à Lake Placid par le Comité international olympique, de procéder à la tenue des Jeux en juillet à Moscou comme prévu.

Les deux représentants du Canada au sein du comité, MM. Dick Pound, de Montréal et Jim Worrall, de Toronto, avaient voté en faveur de cette mesure. M. Worrall avait été par ailleurs l'un des trois auteurs de la déclaration lue à cette occasion par le président du CIO, Lord Killanin, dans laquelle il a vivement reproché aux chefs politiques internationaux de s'ingérer dans des questions relevant de l'organisation olympique.

«Nous allons nous efforcer de persuader l'AOC de boycotter les Jeux, à défaut de quoi nous lui supprimerons notre appui financier», a déclaré le premier ministre, en soulignant toutefois que le gouvernement ne retiendrait aucun passeport, ni n'empêcherait les Canadiens qui le désirent de se rendre en Union Soviétique si l'AOC décidait d'accepter l'invitation de Moscou.

Officiellement, donc, les Jeux olympiques de Moscou tiennent toujours, même si le président Carter exerce des pressions sans cesse croissantes sur le Comité olympique américain pour qu'il s'en retire.

Moins d'une heure après la déclaration du CIO rejetant toute possibilité de transfert, la Maison-Blanche reportait en effet le poids du débat sur les dirigeants olympiques américains, en soulignant que le président insistait pour que le Comité olympique américain prenne une décision rapide contre l'envoi d'athlète aux Jeux.

Kane

Vingt-quatre heures auparavant, le président du COA, M. Robert Kane, avait affirmé que son gouvernement ne lui avait adressé aucun ultimatum et que le comité avait jusqu'au 24 mai pour faire savoir aux organisateurs, à Moscou, si les athlètes américains iraient ou non aux Jeux.

Le président de l'Union athlétique amateur des Etats-Unis, M. Robert Helmich, avait souligné de son côté que le président Carter devrait décréter que la question de l'envoi d'athlète américains à Moscou était «une question politique» et décider lui-même de la marche à suivre. «Tous les sportifs s'accordent pour dire qu'il arrive un moment où le président se doit de déterminer la politique étrangère que suivra le pays; mais l'administration ne semble pas comprendre la différence entre la COA, le gouvernement lui-même et le CIO; elle semble de plus permettre la publication de déclarations trompeuses, telle que celle affirmant que l'Arabie Saoudite avait décidé de boycotter les Jeux, alors que l'on sait que l'Arabie Saoudite n'y a jamais participé».

Pour M. Helmick, si le gouvernement américain ne fait qu'encourager un boycottage, les athlètes devraient faire fi de cette requête et se rendre tout de même à Moscou. «Toutefois», a-t-il ajouté, «je suis persuadé qu'ils respecteraient plus l'administration si elle leur interdisait purement et simplement de partir».

Depuis le début de cette crise, Lord Killanin a insisté sur le fait que l'URSS n'avait enfreint aucune règle olympique et que tout transfert serait impossible à moins que l'accord conclu entre le Comité organisateur et le CIO ne soit rompu.

Comme on lui demandait, à Lake Placid, ce qui arriverait si les Soviétiques allaient au-delà de l'Afghanistan et envahissaient un autre pays, le président du CIO a répondu: «S'ils allaient plus loin, je pense que cela provoquerait une troisième guerre mondiale, et la tenue des Jeux olympiques n'aurait alors plus d'importance».

PRIX

Suite de la page A 1

Il semble que les aides de M. Clark, se fiant à une allusion faite par M. Trudeau au cours d'une entrevue aient conclu que ce dernier entendait relever suffisamment la taxe d'accise pour recueillir les milliards nécessaires à la compensation versée aux provinces de l'Est qui achètent leur pétrole à l'étranger. Ces messieurs ont vite sorti leur mini-calculatrices et ont relancé les manchettes contradictoires.

Ce n'était là que le dernier d'une série d'errements. Quelques jours plus tôt, c'était avec le prix du baril de pétrole domestique qu'on se livrait, dans le camp libéral, cette fois, à de l'acrobatie arithmétique. Pendant que M. Clark tente de convaincre tout le monde qu'il faut entendre $6.00 d'augmentation le baril lorsque M. Trudeau parle de moins de $4.00, les ténors de l'équipe libérale versent dans la confusion parfaite. L'ex-ministre Jean Chrétien parle de $3.00 à $3.50; l'ex-ministre John Reid se dit tout haut qu'il faudrait une augmentation de plus de $4.00 le baril pour assurer notre avenir énergétique, tandis que l'ex-ministre Marc Lalonde s'en tient à la ligne «officielle»: moins de $4.00.

Quelques jours plus tôt, le ministre des Finances lui-même M. John Crosbie confiait à un journaliste qu'au rythme de croissance des prix mondiaux les hausses proposées par son propre gouvernement risquent d'être insuffisantes. Cela était nié catégoriquement par le premier ministre Lark.

Et si on remonte ainsi jusqu'au début de la campagne, on se rappelle que le leader libéral Pierre Trudeau s'est fait tirer l'oreille quotidiennement pour finalement consentir, à la miette et par allusions, à lever le voile sur sa politique concernant le prix de l'essence. C'était pourtant en raison de leur désaccord avec le gouvernement Clark, sur ce point, qu'ils avaient précipité quelques jours plus tôt le pays dans une campagne électorale d'hiver. L'électeur, lui, attend toujours qu'on lui donne l'heure juste...

CARTER

Suite de la page A

Dans une interview au quotidien français Le Monde lundi, Bani-Sadr avait indiqué que l'Iran ne faisait plus de l'extradition du chah le préalable à la libération des otages.

Un plan soumis à Khomeiny et Carter demandait plutôt une autocritique de la part des Etats-Unis pour leur politique des 25 dernières années à l'égard de l'Iran, une reconnaissance du droit de l'Iran de rechercher l'extradition du chah et la restitution de ses biens, et la création d'une Commission d'enquête internationale.

En attendant, avait dit Bani-Sadr, les otages seraient remis à une tierce partie, «et cela pourrait se faire dans les prochains jours».

Le secrétariat d'Etat américain avait aussitôt exclu «formellement» toute possibilité d'autocritique de la part des Etats-Unis.

Interrogé hier si le bien-fondé de la décision des Etats-Unis de rétablir le chah sur le trône d'Iran en 1953, Carter a répondu: «C'est de l'histoire ancienne et j'estime qu'il n'est pas approprié ni utile pour moi d'entrer dans les détails de quelque chose qui s'est produite il y a 30 ans».

Selon certaines rumeurs, la «tierce partie» qui prendrait charge des otages serait l'ONU ou un pays islamique comme par exemple l'Algérie. Les négociations secrètes se poursuivraient à Paris.

La chaîne ABC rapportait que la libération des otages interviendrait dès la constitution de la Commission d'enquête, dans une dizaine de jours, ajoutant qu'ils pourraient choisir d'aller déposer devant la Commission.

Kennedy s'en mêle

Ce tourbillon de rumeurs annonciatrices d'un déblocage imminent a pas ailleurs donné lieu à un sévère accrochage électoral entre l'administration Carter et le sénateur Edward Kennedy.

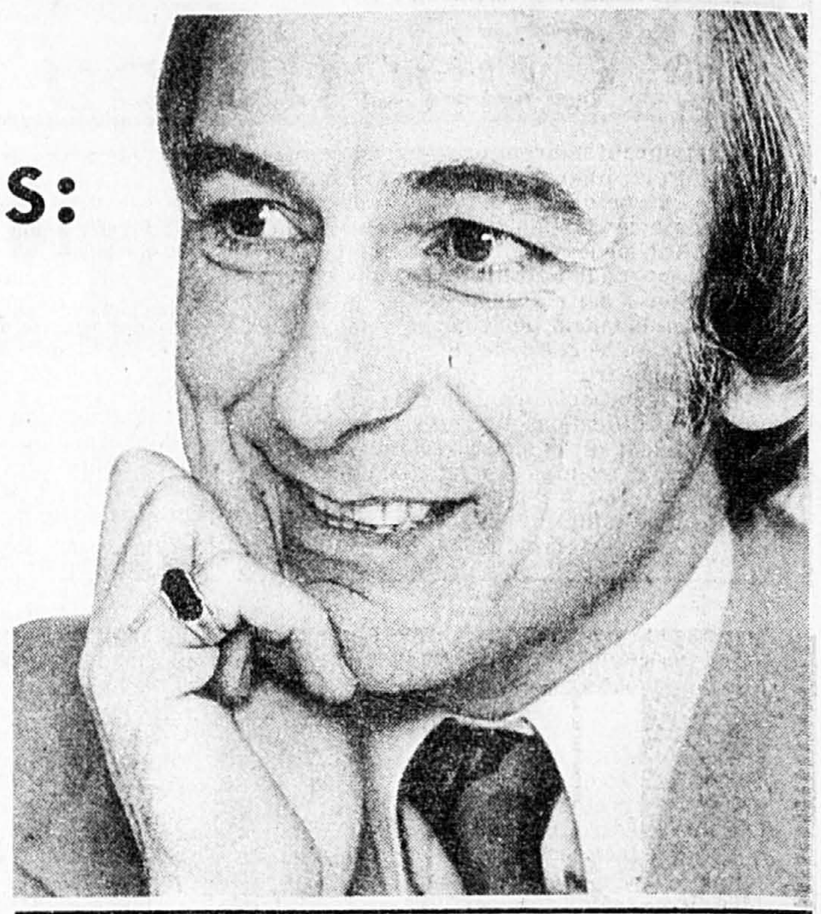
Dans un discour au New Hampshire, celui-ci a en effet proposé à nouveau hier la création d'une Commission internationale d'enquête sur les griefs de l'Iran et la remise des otages à un pays tiers, reprochant à Carter d'avoir dès le début repoussé cette solution de la crise iranienne.

Le secrétaire d'Etat Cyrus Vance a aussitôt fait lire à la presse une déclaration accusant le principal rival démocrate de Carter de «cynisme» et de «mensonge», lui reprochant de vouloir s'approprier «le mérite d'un règlement difficile» et soutenant que la «proposition» de Kennedy avait été faite par l'administration dès la 2e semaine de la crise, en novembre dernier.

Carter, profitant hier soir de sa conférence de presse radiotélévisée à l'heure de pointe à travers l'Amérique, a affirmé que Kennedy avait fait preuve d'irresponsabilité en «dépassant les normes de la propriété et de l'exactitude».

Répliquant à ces accusations à Dover, dans le New Hampshire, Kennedy a déclaré: «Le dossier est clair. L'administration a systématiquement repoussé l'idée d'une commission d'enquête pour libérer les otages jusqu'au moment où je l'ai recommandée moi-même.

La fondation Yvon-Deschamps: c'est parti



par Lisa BINSSE

C'est officiel! La fondation Yvon-Deschamps («on a manqué d'imagination pour le nom») est maintenant ouverte, avec une charte toute simple bien à elle, un fonds de roulement d'environ $300,000 en partant et cinq fiduciaires, «une table de gros bon sens, des amis, pas de spécialistes».

C'est le populaire monologuiste Yvon Deschamps qui finance cette fondation privée, pour aider et assister les handicapés physiques et mentaux et encourager la recherche dans ce domaine, avec une donation personnelle d'au moins $300,000 (et pouvant aller jusqu'à $500,000). Une partie de cette donation est déductible d'impôt en tant que don de charité, mais l'impôt est payé sur le reste du capital investi.

En vertu de la Loi de l'impôt, tout contribuable peut déduire 20 p. cent de ses revenus annuels pour fins de charité. Quatre-vingt pour cent de cette partie doit être redistribuée durant l'année sinon elle devient imposable à 100 p. cent, «du moins selon l'explication de notre avocat», précisait Yvon Deschamps lors d'une récente entrevue.

«C'est dur d'avancer un chiffre plus précis, explique Robert Vinet, comptable agréé et un des cinq fiduciaires, pour la bonne raison qu'on ne connait toujours pas le revenu réel d'Yvon pour l'année. Une chose est certaine, ce montant qu'Yvon voulait don- $500,000 (du capital accumulé dans le passé et une partie de ses revenus provenant de son spectacle à la Place des Arts), soit le mmontant qu'Yvon voulait donner au départ pour lancer la fondation». L'autre source de financement sera le dernier disque de Deschamps, attendu en mars.

Les cinq fiduciaires bénévoles sont Yvon Deschamps, Robert Vinet, Judy Richards, chanteuse disco et la femme d'Yvon, Gilles Talbot, directeur de Québec-disques, et Yvon Martineau, avocat. Le choix a été facile, ajoute M. Vinet: «Ce sont les premiers à s'être offerts comme fiduciaires».

Yvon Deschamps note que sa fondation n'est pas faite pour la postérité mais pour répondre à des besoins très précis. Déjà, depuis l'automne, la fondation a reçu 125 demandes d'aide dont 30 seulement répondent aux buts de la fondation. Chaque projet, soumis par écrit et envoyé au 839 est, rue Sherbrooke, sera étudié par les fiduciaires avant qu'une décision soit prise, «deux ou trois semaines pour les plus simples». (La fondation n'a pas de téléphone justement pour s'assurer que toute demande sera soumise par courrier.)

Des priorités

«Il est bien évident, spécifie Yvon Deschamps, qu'à cause des moyens financiers limités, il va falloir faire un choix et déjà certaines priorités se dégagent, dont un projet de recherche soumis par l'Hôtel-Dieu de Québec en collaboration avec le Centre de recherche de l'université Laval».

Par contre, aucun projet valable ne sera refusé par manque d'argent. La fondation, qui se veut «petite, simple, propre et ouverte», n'a pas l'intention d'aller chercher des souscriptions auprès du public. Mais, dans le cas d'un projet important et valable, elle sollicitera alors des fonds pour financer ce projet. Toutes les souscriptions seront pour le projet et non pour la fondation.

La priorité sera donnée aux demandes soumises par des organismes qui s'occupent de handicapés physiques et mentaux. L'aide sera directe et contrôlée par un suivi sérieux (par les fiduciaires eux-mêmes) pour s'assurer que les fonds accordés iront à la bonne place. La fondation déboursera des fonds pour des besoins précis (pas question de boucler des déficits) et essayera autant que possible de ne pas créer une dépendance monétaire chez les organismes bénéficiaires.

La fondation, insiste Yvon Deschamps, n'est pas permanente et chaque bénéficaire en sera informé. C'est une fondation sans prétention qui fonctionnera d'année en année «au gré de nos moyens, des projets et de notre désir de continuer. Ma donation répond à une préoccupation personnelle du moment qui, sans présumer de l'avenir, peut changer d'orientation. Notre charte prévoit qu'on peut y mettre fin quand on veut. Les fonds, s'il en reste, seront alors donnés à une organisation réputée et crédible».

M. Vinet ajoute que les fiduciaires veulent éviter les problèmes. «Il n'y a pas de dépenses extérieures (frais d'administration ou autres) et on n'en veut pas. Le bureau est prêté. La réceptionniste et les secrétaires sont payées par Yvon Deschamps lui-même et non par la fondation. Et, quoique la fondation soit privée, chaque année tous les rapports annuels, documents touchant l'aide donnée et autres seront ouverts à tous ceux qui en feront la demande».

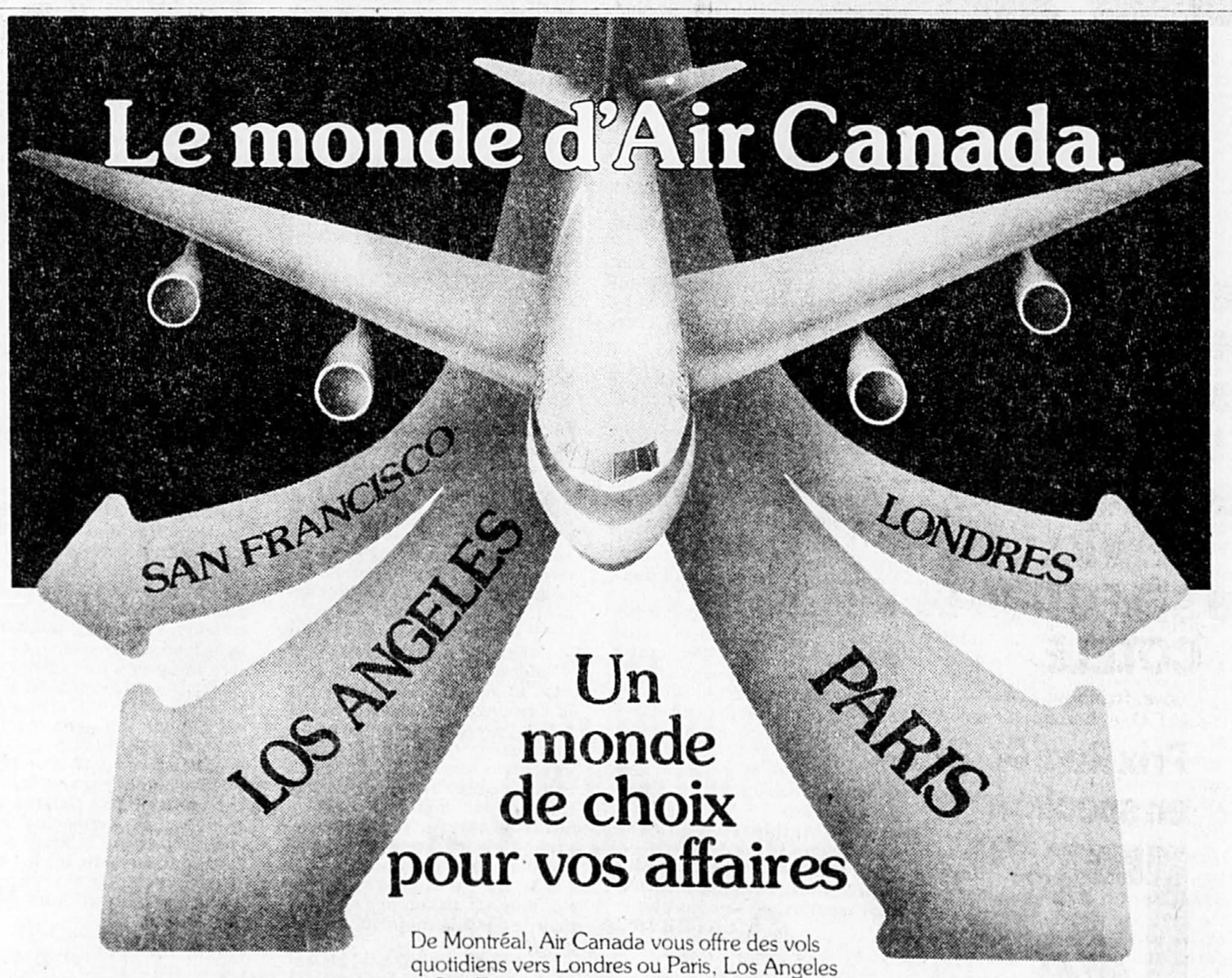
La vie de la fondation pour cette année est assurée. Pour ce qui est de l'an prochain, «on verra, conclut Yvon Deschamps. Si je fais autant d'argent...!».

Chasse aux phoques

Quotas diminués

OTTAWA (PC) — Le contingent autorisé pour la chasse aux phoques, le printemps prochain, sur la côte est, est de 50,000 unités inférieur au plafond fixé par les experts, dans le but de préserver l'espèce, a déclaré mercredi M. Paul Montreuil, conseiller principal des pêcheries.

Evoquant une étude britannique préparée pour le compte du gouvernement des Etats-Unis, qui affirme que le contingent canadien serait de 50,000 unités supérieur au plafond, M. Montreuil déclare que ces estimations sont probablement fondées sur un taux exagéré de mortalité chez les phoques. Le contingent canadien s'établit à 180,000 bébés-phoques.



Thème du congrès du PLQ

Le Canada qu'on veut

C'est durant le premier weekend de mars que le Parti libéral du Québec fourbira ses armes en vue de la campagne référendaire sous le thème «Le Canada qu'on veut» les quelque 1,850 délégués étudieront le «pourquoi» et le «comment» de la bataille du «non», et se pencheront aussi sur un cahier de résolutions dont certaines, émanant des comtés, veulent modifier le «Livre beige» de la commission constitutionnelle du parti.

Selon les organisateurs du congrès, les principales modifications suggérées par les militants portent sur la question linguistique (on voudrait par exemple limiter aux citoyens canadiens le droit à l'instruction dans l'une des deux langues officielles), et sur le conseil fédéral (qui est la pierre d'assise de la «nouvelle fédération» proposée).

Le congrès se déroulera à l'hôtel Reine-Elisabeth à Montréal. Il débutera le vendredi 29 février selon le modèle classique des congrès de partis, par l'allocution du chef, M. Claude Ryan, et toute la journée de samedi sera consacrée à l'étude en ateliers du rapport de la commission constitutionnelle. En soirée, un avant-goût de la campagne référendaire avec les discours des députés Michel Gratton, Solange Chaput-Rolland et Gérard-D. Lévesque. Le congrès se terminera dimanche après-midi après avoir disposé du «Livre beige» — lequel, amendé ou non, deviendra alors la position constitutionnelle officielle du parti —, débattu de la campagne référendaire et écouté, enfin, le discours de clôture de M. Ryan.

JUSQU'À 50% DE RÉDUCTION

EN SPÉCIAL
- VÊTEMENTS DE VILLE
- CHANDAILS ET PULL OVER
- GRANDE SÉLECTION DE CHEMISES DE SPORT
- GRANDE SÉLECTION DE PANTALONS DE VILLE
- SÉLECTION DE JEANS EN VELOURS COTELÉ

Love, Rainbow, Pentimento. Britania, U.F.O. et beaucoup d'autres.

Prix Reg: De 24.95 en spécial à 17.99

Certains articles et certaines tailles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales.

dopper dan

Centre-ville, rue Ste-Catherine et rue Bleury • 2020, rue University • 6627, rue St-Hubert • Place Vertu, St-Laurent • Les Galeries d'Anjou, Ville d'Anjou • Mail Cavendish, Côte St-Luc • Les Terrasses, 705, rue Ste-Catherine ouest • Carrefour Laval, Laval • Les Promenades St-Bruno, St-Bruno • Mail Champlain, Brossard • Centre d'achats Duvernay, Duvernay • Place Versailles, 7275 est, rue Sherbrooke • Carrefour du Nord, St-Jérôme • Centre d'achats Fairview, Pointe-Claire • Carrefour de l'Estrie, Sherbrooke

Les Maîtres de l'Âtre

Profitez de notre vente annuelle jusqu'au 1er mars 1980

pour installation jusqu'au 20 avril 1980



10% de rabais

sur tous nos modèles incluant:
Foyer
Installation
Cheminée

Nos foyers sont encore plus efficaces grâce à leurs nouveaux récupérateurs de chaleur

CHEMINEES RICHARD LE DROFF MAÎTRE ÂTRIER

MONTRÉAL
Les Maîtres de l'Âtre Ltée,
1456 ouest, rue Sauvé,
Centre L'Acadie Sauvé.
H4N 1C5

ANJOU
Les Maîtres de l'Âtre Ltée,
Les Galeries du Décor,
Les Galeries d'Anjou.
H1M 3A5

RABAIS DE $25 EN DEVISES AMERICAINES

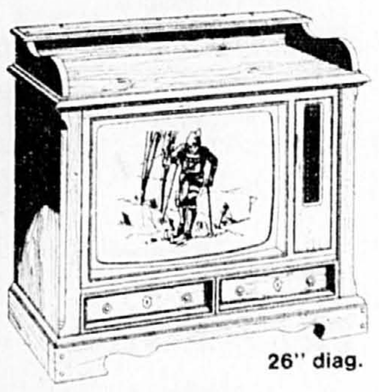
DIRECTEMENT DE ZENITH

DURANT "LES OCCASIONS EN OR" DE ZENITH

À L'ACHAT D'UN TÉLÉCOULEUR 26" OU L'UN DES MODÈLES ÉLIGIBLES DE 20"*

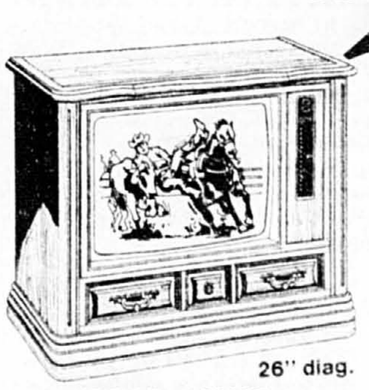
SYSTÈME 3

DE ZENITH



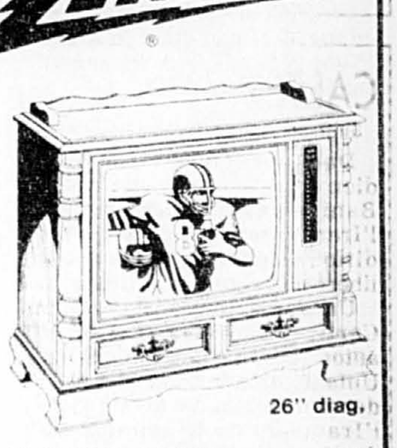
26" diag.

L'ANAPOLIS • L2532PN
Style colonial américain. Meuble en bois résistant au beau fini pin noueux sur le dessus, la galerie et les côtés. Devant et base finis en simili-bois.



26" diag.

LE BORDEAUX • L2530E
Style champêtre français. Meuble en bois résistant avec beau fini en chêne veiné sur le dessus et les côtés. Devant et base décoratifs en simili-bois assorti. Finition de chêne antique.



26" diag.

LE SALEM • L2524M
Style colonial américain. Meuble en bois résistant avec beau fini veiné sur le dessus et les côtés. Galerie en bois massif, érable véritable. Devant et base décoratifs en simili-bois assorti.

* L1960, SL1961, L1970, SL1971

SYSTÈME 3
- LAMPE ECRAN À TRIPLE MISE AU FOYER — L'image la plus nette de l'histoire de Zenith!
- CHÂSSIS TRIPLE PLUS — Conçu pour être le châssis le plus fiable qui soit!
- SENTINELLE COULEUR — Elle contrôle l'image-couleur automatiquement!

ET EN PLUS, LE SYSTÈME DE SYNTONISATION ÉLECTRONIQUE "VIDEO GUARD" — Les syntonisateurs n'ont aucune pièce interne mobile et aucun point de contact pouvant se corroder, s'user ou causer une réception irrégulière.

ET VOUS POUVEZ GAGNER UNE PIÈCE D'OR CANADIENNE !

100 GAGNANTS! AUCUN ACHAT NÉCESSAIRE!

Voyez votre marchand participant Zenith dès maintenant et participez au concours "Les Occasions en Or" de Zenith! Vous pouvez gagner l'une des cent précieuses pièces d'or canadiennes*. Les bons de participation seront acceptés à compter du 18 janvier 1980 et devront être reçus au plus tard le 3 mars 1980. Les gagnants seront déterminés d'après un test d'habileté et les décisions des juges seront finales. Le concours est ouvert à tous les résidents du Canada, sauf aux employés (et leurs familles immédiates) de Zenith Radio Canada Ltée, aux distributeurs et marchands Zenith, leurs agences de promotion et de publicité et à l'organisation des membres du jury. L'offre de rabais est aussi en vigueur du 18 janvier au 3 mars 1980. Donc, voyez votre marchand Zenith dès maintenant!

* La valeur des pièces est déterminée d'après la valeur même de l'or. Chaque pièce avait une valeur de $744 au 3 janvier 1980.

ZENITH ® La qualité doit y être pour que le nom soit apposé.

Voyez votre marchand participant Zenith ou visitez notre salle de montre (aucune vente sur place) 900 ouest, boul. St-Martin (Chomedey) Ville de Laval. 663-0430
Lundi au vendredi de 9:00 hres a.m. à 5:00 hres p.m.
CES MODÈLES PEUVENT NE PAS ÊTRE DISPONIBLE CHEZ TOUS LES MARCHANDS ZENITH.

la presse
MONTRÉAL,
JEUDI 14 FÉVRIER 1980

La meilleure heure: 19h30, le 4 mars

Lévesque veut que tout le Québec voie à la télé le début du débat sur la question

par Louis FALARDEAU
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Le gouvernement Lévesque a demandé hier aux partis d'opposition leur consentement pour que le débat sur la question référendaire puisse débuter à 19h30 le mardi 4 mars prochain.

Cela permettrait à la grande majorité des Québécois d'assister en direct à ce débat historique, puisque Radio-Québec a déjà manifesté son intention de le diffuser en entier. Mais s'il devait commencer — par les discours des trois chefs — le mardi après-midi ou le mercredi matin, ou bien il serait diffusé en direct à une fort mauvaise heure d'écoute, ou encore il ne pourrait être vu qu'en différé.

L'Assemblée nationale doit se réunir à 14h00 le 4 mars. Comme la motion proposant la question référendaire n'a pas encore été inscrite au feuilleton, elle devrait l'être ce jour-là et ne pourrait être déposée avant le lendemain. Le gouvernement doit donc obtenir le consentement unanime des députés pour que l'inscription au feuilleton et le dépôt puissent se faire le même jour.

La motion pourrait alors être déposée à 14h00 le 4. Suivrait la période des questions puis, vers 15h00, le gouvernement devrait appeler, aux «Affaires du jour», soit une loi déjà présentée en première lecture, soit la question référendaire. Mais le leader Claude Charron souhaiterait pouvoir alors ajourner les travaux de la Chambre à 19h30, laquelle siégerait jusqu'à 22h30 pour entendre les discours du premier ministre, du chef de l'opposition et du chef de l'Union nationale. Pour cela aussi, il doit avoir l'accord de l'opposition.

Il a donc rencontré ses collègues leaders hier après-midi pour leur soumettre sa proposition. MM. Gérard D. Lévesque et Bertrand Goulet n'ont pas rendu leur réponse sur-le-champ mais devraient le faire au cours des prochains jours.

Joint au téléphone quelques minutes avant la réunion, le leader libéral n'avait pas voulu prendre une position tranchée relativement à une requête dont il ne connaissait pas le détail. «Je vais écouter ce qu'il a à dire, lui donner des indications, mais pas de réponse ferme et finale avant quelques jours.»

Sa réaction semblait toutefois plutôt favorable.

Mais il n'a pas manqué de souligner qu'il avait, à deux reprises, mis en garde le leader du gouvernement contre les complications qu'il pouvait s'attirer en n'inscrivant pas la question au feuilleton avant l'ajournement du 21 décembre. Le gouvernement avait passé outre parce que, croit M. Lévesque, il voulait se garder la possibilité de modifier le texte de la question avant d'en faire le dépôt officiel.

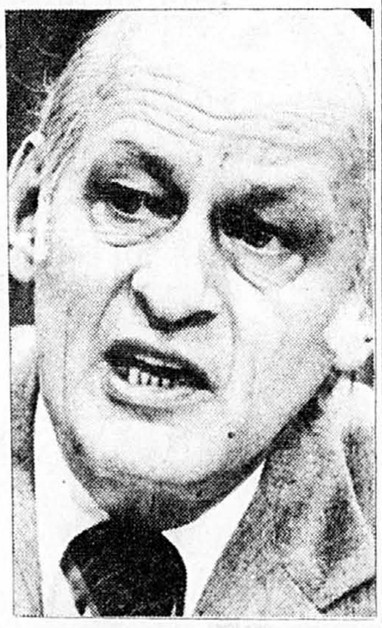
Retour à l'école

Québec envisage une loi spéciale

par Louis FALARDEAU
et Pierre VINCENT
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Le gouvernement n'interviendra pas tout de suite dans le conflit qui paralyse encore une grande partie des écoles du Québec. Mais, a appris LA PRESSE de source sûre, le Premier ministre Lévesque pourrait convoquer la Chambre pour vendredi ou mardi au plus tard, si les négociations ne devaient pas aboutir à une entente au cours des toutes prochaines heures.

Les négociations ont repris hier soir, elles devaient se poursuivre une bonne partie de la nuit et reprendre dans le courant de la journée d'aujourd'hui. Si ce soir les deux parties n'en sont pas encore arrivées à une entente ou, à tout le moins, si les négociations n'ont pas sérieusement progressé, le Premier ministre convoquera les députés pour demain, afin de faire voter une loi spéciale pour rouvrir toutes les écoles. De toute façon, cette convocation interviendra au plus tard mardi (lundi étant jour d'élections fédérales) si un accord n'est pas conclu d'ici là.



Le premier ministre René Lévesque laisse une autre chance aux négociateurs.

Négociations au point mort

Hier, les négociations ont été au point mort à presque toutes les tables, sauf à celle des enseignants de cegeps affiliés à la CSN où l'on a procédé à certains travaux préliminaires. Tout le monde, tant du côté syndical que patronal, attendait une intervention politique qui devait s'articuler au cours de la réunion du Conseil des ministres. Tôt le matin, le ministre Parizeau a rencontré Norbert Rodrigue et Marcel Gilbert de la CSN, ainsi que son négociateur Lucien Bouchard, afin de faire le point sur la situation.

Et, hier soir, à l'issue de la longue réunion du Conseil des ministres, M. Lévesque a fait connaître, par voie de communiqué, qu'il donnait une autre chance aux négociateurs.

Mais l'heure était plutôt au pessimisme, hier après-midi, au cours de la réunion du Cabinet. Le gouvernement Lévesque voudrait à tout prix éviter l'adoption d'une autre loi spéciale à quelques mois du référendum mais il se sent par ailleurs coincé au coeur d'une querelle intersyndicale.

Comment donner plus aux employés de soutien CSN qu'à ceux affiliés à la CEQ et à la FTQ, qui ont déjà accepté ses offres, sans accréditer l'idée qu'il est plus payant de faire la grève que d'en venir à un règlement négocié? Céder serait donner raison à la stratégie de la CSN qui ne manquerait pas d'en faire un argument de maraudage. Ce serait donc discréditer indirectement la FTQ et la CEQ, deux centrales par ailleurs moins agressives à l'endroit du PQ et de son option constitutionnelle.

Par contre, la CSN se doit d'arracher quelques gains car ses adhérents ne lui pardonneraient pas d'avoir perdu quelques semaines de salaires pour en arriver aux mêmes conditions de travail que ceux qui sont restés bien sagement à leur poste. À moins que cette situation ne leur soit imposée par une loi spéciale...

Néanmoins, le gouvernement et ses partenaires du secteur de l'enseignement du niveau primaire et du niveau secondaire sont convenus de «tenter l'impossible pour obtenir un règlement négocié avec les quelque 10,000 employés de soutien des Commissions scolaires affiliés à la CSN. De toute façon, conclut le communiqué, il est évident que l'absence de cours dans les écoles primaires et secondaires ne peut se prolonger au-delà de cette semaine».

Si l'on en venait à une entente dans ce conflit qui a impliqué 10,000 syndiqués CSN, il resterait encore à régler les problèmes qui maintiennent toujours en grève les professionnels non enseignants, les enseignants de quelques cegeps affiliés à la CEQ, ainsi que les employés de soutien de cegeps affiliés à la CEQ.

Une école pour handicapés n'a pas été touchée

par Mariane FAVREAU

Malgré la grève des enseignants et avec l'accord des centrales CEQ et PAPT, une école pour handicapés mentaux a pu poursuivre ses activités.

En effet, l'école John-F. Kennedy, de Beaconsfield, qui accueille 125 jeunes de 5 à 18 ans (et de 18 à 21 ans dans une annexe) a finalement rouvert ses portes à partir du 6 février grâce à l'acharnement des parents et à la compréhension des autorités syndicales.

On s'accorde à reconnaître que dans le cas de ces jeunes, une régression se fait vite sentir quand ils ne peuvent profiter des bienfaits de l'école. Une école bien spéciale d'ailleurs.

Si bien que les parents ont pu s'organiser en groupes d'une quinzaine de bénévoles qui, chaque jour, s'occupaient de ces jeunes non pas d'un point de vue pédagogique, mais surtout occupationnel et récréatif, précise-t-on.

L'école est gérée à la fois par la commission scolaires Baldwin-Cartier (catholique) et Lakeshore (protestante). En plus d'accueillir des enfants de fois différentes, ils sont également de langues différentes: français et anglais s'y retrouvent. Les enseignants appartiennent à des syndicats différents, PAPT et CEQ. Le président du comité d'école est M. Bernard Maurette.

La commission scolaire a fourni le transport, les parents, la surveillance et les syndicats, la compréhension. Il semble toutefois qu'on n'ait pas voulu faire état de cette situation exceptionnelle pendant la durée de la grève par crainte de représailles de syndiqués mécontents.

Mais le président de la commission scolaire estime pourtant que «c'est tout à l'honneur de M. Gaulin» d'avoir compris la situation particulière de ces handicapés.

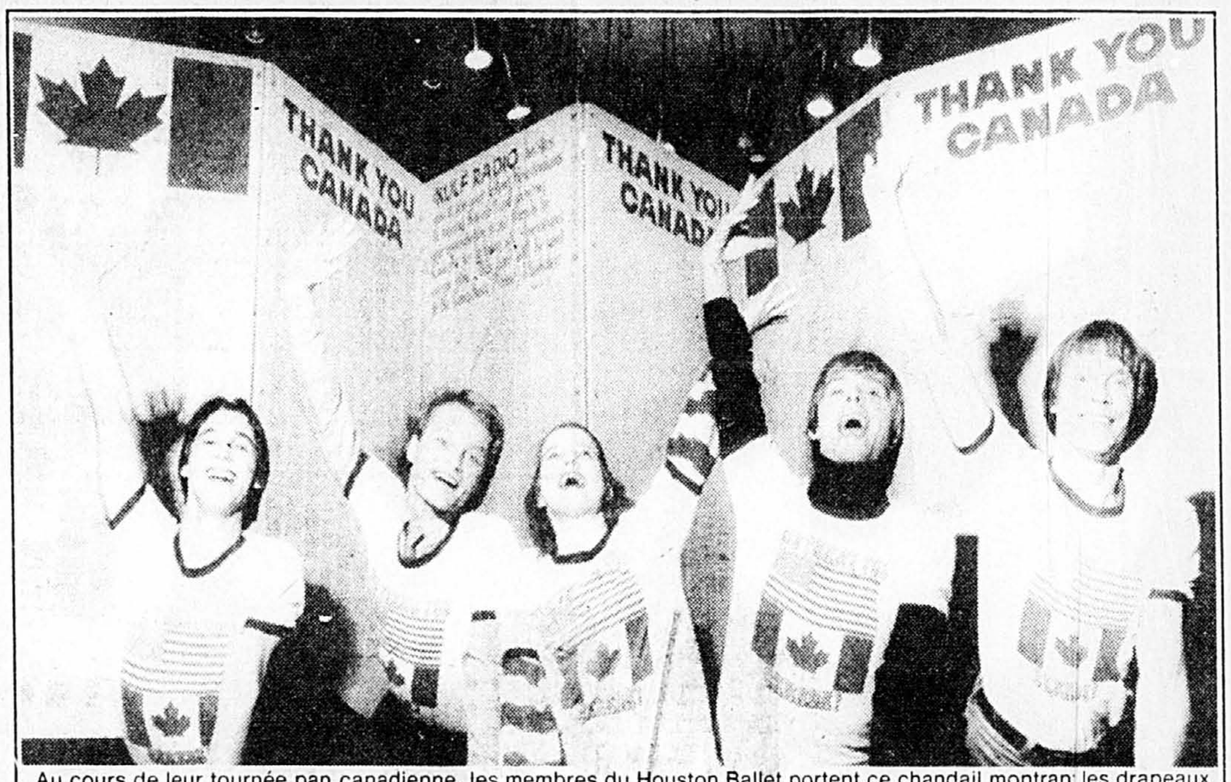
La perte de salaire pourra être étalée

Même si les enseignants perdent leur salaire pour les 11 jours de grève qui vient de prendre fin, leur perte pourra être étalée de telle façon que les effets se fassent moins durement sentir.

En effet, les coupures de salaire pourront être étalées jusqu'à la fin de l'année scolaire si le syndicat en fait la demande avant le 29 février.

Le grand argentier du Québec, le ministre Parizeau, a en effet expliqué «que les coupures seront opérées à la convenance des commissions scolaires mais elles pourront être étalées jusqu'à la fin de l'année scolaire pourvu que le syndicat en fasse la demande» avant la date précitée.

De plus, telle coupure de traitement ne pourra dépasser un maximum de 11/260e du traitement total annuel à moins que les enseignants ne se soient présentés au travail après le 12 février.



Au cours de leur tournée pan canadienne, les membres du Houston Ballet portent ce chandail montrant les drapeaux canadien et américain, ainsi que l'inscription: «We Thank You Canada». Ces remerciements font suite, naturellement, au rapatriement de six diplomates américains de Téhéran. (téléphoto CP)

Prise de l'ambassade américaine à Téhéran

Plusieurs otages ont tenté de s'échapper mais ont été repris

PORT CHARLOTTE, Floride (PA) — L'un des six dipomates américains qui sont parvenus, grâce aux Canadiens, à échapper aux étudiants islamiques a déclaré que plusieurs otages de l'ambassade avaient eux aussi tenté de s'échapper mais qu'ils avaient été repris.

«Lorsque les étudiants ont attaqué notre ambassade, le 4 novembre, je me trouvais avec 75 autres personnes dans l'immeuble du consulat, situé à l'arrière», a déclaré M. Robert Anders à un journal local.

«Au début, nous avions pensé que la police ou les militaires viendraient déloger les étudiants. Mais, bientôt, le courant a été coupé et, au bout de deux heures, nous avons entendu des pas sur le toit. Quelqu'un a senti de la fumée. Nous avons alors pensé qu'il était temps de partir.»

Les 75 personnes se sont séparées en groupes de 5 à 10 personnes et sont parties par une rue derrière l'ensemble d'immeubles. «Nous ignorions ce qui allait arriver. Les étudiants se répandaient dans l'ambassade, loin de nous.»

La plupart des employés de l'ambassade furent repris par les étudiants. M. Anders et deux couples, les Likjek et les Stafford, purent se rendre dans une autre ambassade, que M. Anders n'a pas identifiée, puis gagner l'appartement de M. Anders. Pendant les cinq ou six jours qui suivirent, ils se déplacèrent d'un appartement à l'autre, et se cachèrent chez des amis.

M. Anders finit par appeler un ami à l'ambassade du Canada.

«Pourquoi avez-vous attendu si longtemps pour m'appeler», lui dit celui-ci. «Venez chez moi.»

«Je lui dis que j'avais quatre amis avec moi, il me dit de les amener aussi.» Au bout d'une semaine, le groupe fut rejoint par M. Schatz, qui était lui aussi parvenu à échapper aux étudiants islamiques.

«Notre départ a été si bien préparé et organisé que nous n'avons pas eu peur du tout. On ne pourra jamais assez remercier les Canadiens pour tout ce qu'ils ont fait», a dit M. Anders.

Écoles: situation confuse

par Mariane FAVREAU

La Fédération des commissions scolaires a déjà fait savoir qu'elle souhaiterait une loi spéciale pour mettre fin à la grève des employés de soutien tandis qu'à la Fédération des cégeps, on indique qu'on ne l'a pas encore demandée, mais qu'on étudie la question.

Dans le cas des commissions scolaires, le président de la FCSCQ, Me Jacques Mongeau explique qu'une telle mesure n'a pas été requise officiellement. «Mais on la souhaite». Il rapporte qu'aux cours de pourparlers avec le ministre Parizeau, il a indiqué qu'une fois réglée la grève avec les enseignants, il faudrait songer à une loi spéciale pour l'autre groupe en grève si aucun règlement n'était en vue.

Ceci, non pas parce qu'il considère moins «importante» la grève des employés de soutien mais parce qu'il lui semble qu'on ne peut pas donner plus à un groupe d'employés qu'à un autre groupe de la même catégorie. Or, tant les employés CEQ que FTQ ont des ententes de principe; on peut sans doute faire encore des ajustements correctifs avec les syndiqués CSN, qui s'appliqueraient aussi aux autres, explique-t-il. Mais c'est tout: autrement, on recommence toute la négociation avec les autres aussi.

Et tout cela peut prendre des allures de lutte à finir, pense-t-il. Or, à cause de la grève des employés de soutien, environ la moitié des élèves de la province sont encore sans classe, même si on ne retrouve les syndiqués CSN que dans 88 commissions scolaires. C'est que de grosses commissions, comme la CECM à Montréal avec 128,500 élèves, sont touchées.

Quant au porte-parole de la Fédération des cégeps, M. Jacques Laberge, directeur général, il insiste sur le fait que son groupe patronal n'a «pas encore» demandé de loi spéciale. Comme on se penche présentement sur la question, il se pourrait bien qu'on la réclame sous peu.

Il y a actuellement 31 cégeps fermés (sur 49 cégeps et campus). La majorité, plus de 20, le sont par les employés de soutien CSN, quelques autres par les enseignants CEQ et par les professionnels non enseignants.

M. Laberge estime qu'on atteint «le seuil critique» où la perte de cours va commencer à présenter des difficultés, où les élèves n'auront pas le contenu normal auquel ils ont droit. Toutefois, il signale que la grève s'étant produite en début de session, elle permet peut-être certains aménagements en cours de session.

La pression commence à se faire sentir dans les collèges touchés par les grèves: on refuse de chauffer un immeuble ou on fait des pressions pour que le conseil d'administration se prononce sur la position des enseignants.

Situation encore confuse

Il faut rappeler que toutes les commissions scolaires de l'île de Montréal sont ouvertes et fonctionnent normalement à l'exception de la CECM, qui est fermée.

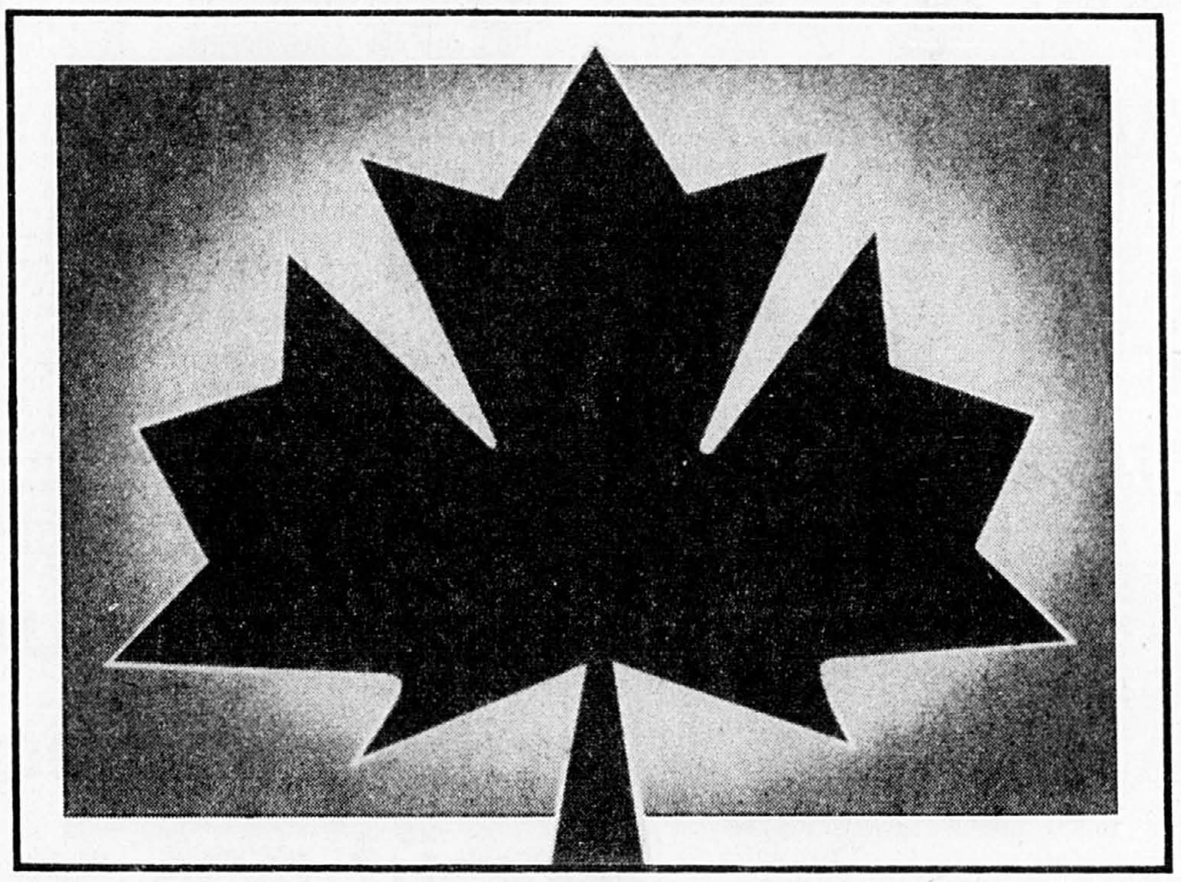
La régionale de Chambly et ses commissions scolaires locales fonctionnent normalement: toutefois, les enfants sont en congé puisqu'on a conservé les trois journées pédagogiques prévues.

À Chomedey-de-Laval, tout est revenu à la normale depuis hier matin. La veille, on avait dû retourner les élèves chez eux: ils n'étaient pas assez nombreux, dans certains cas.

À Blainville-Deux-Montagnes, les écoles sont fermées tant que la grève du soutien ne sera pas réglée. Des parents sont particulièrement inquiets: dans une polyvalente, on vit selon le régime du double horaire. Les parents estiment que les élèves perdent des heures de classe, de cette façon; avec la grève qui se prolonge, ce serait une double perte pour leurs enfants. Mais le directeur général assure de son côté que ces élèves ne sont pas plus pénalisés que les autres.

À la commission scolaire Le Gardeur, on a finalement décidé de suspendre les cours pour les élèves mais les enseignants doivent se présenter. Depuis deux jours, certaines écoles étaient ouvertes, d'autres pas, selon le piquetage des grévistes. Ce qui fait que des élèves revenaient ou non à la maison, selon les jours ou les écoles.

Désormais, les 24 écoles primaires et secondaires de cette commission scolaire (Repentigny et environs) sont fermées aux élèves.



Merci, Canada...

pour votre acte héroïque d'amitié.

Au nom de toute l'Amérique qui vous est profondément reconnaissante, Greyhound Lines exprime par la présente sa gratitude pour un remarquable geste de courage et de bravoure.

Personne ne sillonne autant les États-Unis que Greyhound Lines. Et personne n'aspire autant que nous à vous conduire à travers un pays qui veut vous démontrer son amitié et son hospitalité. C'est notre façon de permettre aux Américains de dire "Merci, Canada" à leurs voisins du Nord.

C'est avec le plus grand plaisir que Greyhound met en vigueur immédiatement une passe spéciale "Merci, Canada" qui donne le privilège à tous les Canadiens d'effectuer une distance illimitée aux États-Unis pour une période de 30 jours. Cette passe ne coûte que $99. Canadiens, si achetée au Canada, ou $99. Américains, si achetée aux États-Unis.

La passe doit être achetée avant le 30 avril 1980 et est valide jusqu'au 30 mai 1980. Elle est à la disposition de tous les Canadiens résidant au Canada et aux États-Unis. Elle est utilisable sur toute la ligne de Greyhound, qui dessert 100 000 milles de route aux États-Unis.

Pour tous les détails, consultez votre agent Greyhound le plus proche.



GREYHOUND

élections80

lexpress

Frontenac: élection le 24 mars

À la suite du décès du candidat créditiste dans Frontenac, Nelson Lessard, les électeurs de cette circonscription iront aux urnes le 24 mars seulement.

M. Lessard, qui était âgé de 43 ans, est mort subitement mardi soir au cours d'une assemblée politique tenue à Thetford Mines. On pense qu'il a succombé à une défaillance cardiaque.

En vertu de la Loi électorale fédérale, lorsqu'un candidat meurt après la date limite des mises en candidatures et avant le jour de l'élection, le scrutin est annulé dans la circonscription et tous les résultats de vote anticipé sont rayés des régistres électoraux.

Le directeur général des élections, Jean-Marc Hamel, a fixé le nouveau scrutin au 24 mars, les mises en candidatures devant se faire avant le 10 mars.

Frontenac était représenté par Léopold Corriveau, un libéral qui tentait de nouveau de se faire élire.

3e appel à la bombe

La campagne électorale fédérale a été assombrie hier par la troisième menace d'attentat dirigée contre un chef de parti en dix jours. La police a fouillé la salle de conférence d'une école de Winnipeg où le leader libéral Pierre Trudeau devait prendre la parole, après avoir été avisée qu'une bombe avait été dissimulée dans l'immeuble. Les recherches ont pu être effectuées sans qu'on ait eu à évacuer les 800 partisans qui s'étaient massés dans la salle; aucun engin de mort n'a été découvert, et M. Trudeau a pu prononcer sa causerie comme prévu.

The Gazette poursuivi

La compagnie Southam Inc., propriétaire du quotidien *The Gazette*, est actuellement l'objet d'une poursuite de $250,000 de la part de M. Carl O'Malley, un organisateur du Parti du crédit social, par suite de la publication, le 2 février, d'un article qui aurait sali la réputation du demandeur. M. O'Malley a soutenu hier, en Cour supérieure, que l'article en question, écrit par le journaliste Hubert Bauch, est libelleux par sa description de son comportement et de sa personnalité, et susceptible d'affecter la confiance que ses clients ont placée dans la firme d'experts-conseils O'Malley, Berger et associés. La rétraction demandée aurait été rejetée par la direction du journal.

Petro-Canada achète

Sous l'effet d'un revirement évident de la politique du gouvernement conservateur, qui déconseillait à Petro-Canada toute transaction pétrolière internationale, des émissaires de cet organisme effectuent cette semaine une visite au Mexique et au Venezuela.

Le ministre de l'Energie, M. Ray Hnatyshyn, a annoncé hier que le président de Petro-Canada, M. Wilbert Hopper, et le sous-ministre de l'Energie, M. Ian Stewart, s'étaient rendus dans ces deux pays pour y discuter de l'achat éventuel de pétrole par le Canada.

«Etant donné que je ne pouvais m'y rendre moi-même», a précisé le ministre, «j'ai jugé bon d'y dépêcher des représentants pour poursuivre les discussions».

M. Hopper avait révélé, en juillet dernier, qu'il avait été avisé de ne pas impliquer Petro-Canada dans des contrats pétroliers internationaux, mais M. Hnatyshyn a expliqué que les disponibilités canadiennes étant actuellement inférieures au niveau considéré comme sûr, Petro-Canada avait été chargée d'augmenter ces réserves.

Une lutte entre deux libéraux

par Pierre GINGRAS
envoyé spécial de LA PRESSE

Manicouagan

SCHEFFERVILLE — La campagne électorale n'est pas le principal sujet de conversation à Schefferville, pas plus d'ailleurs qu'au Havre Saint-Pierre et à Sept-Îles où on commence à s'inquiéter des effets de la fermeture de la Rayonier à Port-Cartier.

Dans le comté de Manicouagan, il neige depuis le début de l'hiver. On s'adonne donc à la chasse aux perdrix blanches qui arrivent tout juste du grand nord, et à la motoneige.

D'ailleurs, un peu partout dans ce coin de pays, même à Schefferville où chaque maison semble entretenir jalousement son banc de neige de 15 pieds de hauteur, il fait beau. On parle donc de la température.

Pourtant, au hasard des rencontres faites dans le comté, les électeurs vous diront que malgré ce désintéressement général, la campagne suscite une certaine curiosité. Et pour cause. Les deux principaux candidats sont des libéraux bien connus.

De surprises en surprises

Hyperactif, rusé, politicien jusqu'au bout des doigts, le député libéral sortant André Maltais part gagnant dans cette course. Au premier contact, on le sent frondeur, sûr de lui. Agé de 31 ans à peine, connaissant à fond la machine à faire des élections, il affiche déjà le sourire du vainqueur.

En mai dernier, fort de l'appui du député libéral Gustave Blouin, qui prenait sa retraite après avoir siégé 16 ans à Ottawa, il avait récolté une majorité de 13,000 voix sur son plus proche adversaire, le créditiste Paul-Henri Tremblay. Cette fois-ci, le jeune libéral prend sa campagne encore plus au sérieux, il ne laisse rien au hasard. Jacques Blouin n'est pas le dernier venu et il le sait bien. Les surprises désagréables sont toujours possibles.

Il y a eu d'abord son changement d'allégeance. Président de l'association libérale du comté durant quelques années, Jacques Blouin est devenu conservateur il y a peu de temps, appuyé par son oncle Gustave (une autre surprise), celui-là même qui avait supporté Maltais en 1979. Propriétaire d'une flotte d'hélicoptères, il dit à tout le monde que c'est le programme du PC qui l'a séduit.

Mais l'Iron Ore étant son principal client, on chuchote un peu partout à Sept-Îles que la compagnie aurait fait pression auprès de lui. Bien sûr, son président M. Mulroney s'empresse de nier, en disant que c'est lui prêter bien peu d'intelligence que de le croire capable de tels agissements, surtout dans un contexte pareil.

Des péquistes bleus

Basée à Sept-Îles, l'organisation de M. Blouin est bien structurée et composée en grande partie d'organisateurs et de sympathisants péquistes, sans oublier quelques amis personnels libéraux.

Quant à lui, la température aidant, il a décidé de visiter chaque coin et recoin du comté, souvent en pilotant lui-même son hélicoptère. Mercredi dernier, par exemple, il effectuait une tournée d'une dizaine de villages du grand nord, un voyage de plus de 1,000 milles pour visiter 800 électeurs. Rencontré avant son départ, il confiait à *La Presse*: «Vous savez, le gagnant dans cette élection n'aura qu'une majorité de deux à trois cents voix. Chaque poignée de main, même si c'est au bout du monde, peut devenir importante.

Si Jacques Bouin est d'une conversation agréable dans l'intimité, il a de la difficulté avec un public, si restreint soit-il. Si bien que ses organisateurs, de peur de voir écorcher leur candidat, se sont mis en brouille avec plusieurs journalistes locaux. Manifestement, M. Blouin n'est pas encore familier avec la politique. Au cours d'une conversation à Schefferville, la semaine dernière, il a dit prévoir une coalition entre Joe Clark et les néo-démocrates, à la condition de faire de M. Broadbent le ministre de l'Énergie. Tous admettent que Jacques Bouin est un batailleur et qu'il grugera la majorité du libéral. Mais voilà, Manicouagan est libéral depuis presque une éternité. Si les grands vents font partie de la vie des gens de la Côte, les ouragans sont bien rares...



Albert Brown

Moi, bigot?

par Paul ROY
envoyé spécial de LA PRESSE

NIGHTVILLE, N.-B. — Albert Brown habite une très vieille maison à flanc de colline, en bordure d'une petite route de gravier, perdue quelque part dans la campagne néo-brunswickoise entre St-Jean, Moncton et Fredericton. «Vous n'avez pas eu trop de misère à nous trouver dans cette noirceur?», demande gentiment sa femme.

Albert Brown arrive, souriant, chaleureux. Il s'excuse du désordre dans son bureau. «Prenez cette chaise-là, elle est plus confortable...» Sur les murs, encadrés, quelques diplômes de cours par correspondance, des photos de la reine et du prince Phillip, deux actions de la «Sussex Cheese and Butter Compagny».

Le Canada Party

Au fait, Albert Brown, 65 ans, est l'un des cinq candidats du Canada Party à l'élection du 18 février, le seul au Nouveau-Brunswick. Le Canada Party? Une espèce de Parti rhinocéros... l'humour en moins.

En gros, il préconise un Canada unilingue anglais from coast to coast, le retour de la peine capitale, le renforcement de l'armée, le respect de la loi, de l'ordre, de l'entreprise privée, le maintien de l'actuelle constitution canadienne... Ah oui, le Canada Party est également opposé à l'avortement sur demande et il propose que l'on n'accepte au pays que les immigrants de langue anglaise («from those countries whose people can be readily assimilated by the predominan majority of Canadians»).

Mais Albert Brown se défend bien d'être bigot. «Ma conscience ne serafit pas en paix si j'étais bigot...

«Pour moi, toute cette histoire de bilinguisme n'a aucun bon sens. J'ai travaillé dans le bois, sur les chemins de fer... Canadiens anglais et Canadiens français, côté à côté en parfaite harmonie. On parlait anglais toute la journée, mais le soir, dans le camp, les francophones se regroupaient et se racontaient leurs histoires cochonnes en français et nous, de notre côté, on se racontait nos histoires cochonnes en anglais...

«Le français, quelle langue merveilleuse!»

Albert Brown explique que l'anglais est la langue universelle pour le moment, mais que cela ne durera peut-être pas éternellement. «Il y a eu l'empire grec, puis l'empire romain, chacun imposait sa langue, puis il y a eu l'empire britannique... peut-être qu'un jour ce sera votre tour», ajoute-t-il avec tendresse.

Mais en attendant ce jour, Albert Brown fait campagne dans sa circonscription de Fundy-Royal. «En 1974, j'avais obtenu plus de 2,700 votes et je n'avais fait campagne que dans une partie du comté...»

—Du porte à porte?

Pas tellement en hiver, ça fait pénétrer de l'air froid dans les maisons, je pourrais perdre des votes comme ça.

—Le Canada idéal pour vous?

Albert Brown réfléchit un instant.

—Celui d'il y a 50 ans. Oui, le Canada des années 30.

Jean-Jacques Blais aime la pêche mais ne veut pas servir d'appât

par Gilbert LAVOIE
envoyé spécial de LA PRESSE

NORTH BAY — Jean-Jacques Blais aime bien la pêche. L'ancien solliciteur général du Canada, qui se présente pour la troisième fois sous l'étiquette libérale dans le comté ontarien de Nipissing, a même visité la semaine dernière ses nombreux électeurs, qui sont plus intéressés à la pêche sur la glace du lac Nipissing, qu'aux élections fédérales.

Mais ce que M. Blais aime moins, c'est de servir d'appât au sentiment antifrancophone qui se manifeste assez ouvertement dans certains milieux anglophones du nord de l'Ontario. C'est à North Bay, la principale ville de son comté, qu'a été mise en marche l'an dernier l'Association pour la protection de la culture anglophone, un groupe opposé à l'octroi de droits spéciaux aux minorités de langue française.

Le 22 mai, ce ressentiment a réduit sa majorité de 8,000 à 2,000 voix. Dans North Bay même, le Parti conservateur l'a emporté dans la plupart des bureaux de scrutin. C'est la population francophone de Sturgeon Falls et des petites communautés environnantes qui a sauvé Blais de la défaite. «Tu comprends, Trudeau est perçu comme un francophone, moi aussi; alors, j'y ai goûté.»

Aussi, le candidat libéral fait-il totalement abstraction du leader national dans sa campagne actuelle. Pas une seule photo ou une seule mention de Pierre Elliott Trudeau dans ce comté où le chef libéral est toujours populaire auprès des francophones qui forment 30 p. cent de l'électorat.

Chez les conservateurs, on mise sur une candidate anglophone bilingue mariée à un francophone, Mme Marie Marchand, pour saper l'appui traditionnel des libéraux. Mais son organisation reconnaît qu'elle a de la difficulté à faire une percée chez les francophones. «Jean-Jacques Blais vient de Sturgeon Falls... ils sont tous parents là-bas», déclare-t-on chez les tories.

Maman Blais

Le seul fond de vérité dans cette affirmation, c'est la présence active de «maman Blais», la mère de Jean-Jacques Blais, à Sturgeon Falls. Agée de 65 ans (elle en fait à peine 55), Claire Blais est entrée en politique en même temps que son fils. Elle est conseiller municipal de Sturgeon Falls depuis 1972, et elle prend une part active à la campagne fédérale. L'oeil vif, la répartie facile, Claire Blais rend la tâche difficile aux conservateurs chez les francophones. «Mais vous savez, c'est ma dernière élection», a-t-elle confié à LA PRESSE. «Je ne serai pas candidate au prochain scrutin municipal et j'abandonne complètement la politique.»

Jean-Jacques (tout le monde l'appelle «Djé-dgé» dans Nipissing) devra voler de ses propres ailes. Les conservateurs racontent en riant que, privé de sa mère, il devra se trouver un nouveau leader national pour conserver le comté aux libéraux, dans les années 80.

«Gib» dort tranquille

par Gilles PAQUIN
envoyé spécial de LA PRESSE

WELLAND — «Si j'avais de l'argent à parier, je ne le mettrais sûrement pas sur la tête de notre candidat à Welland», dit Joe Huegerin. De la part d'un ex-député devenu organisateur, l'aveu est de taille et il laisse peu de doute sur le succès des libéraux, d'autant plus que son avis est partagé par les gens du NPD.

Pourtant, la circonscription de Welland était venue à deux cheveux de passer aux mains des conservateurs en mai dernier, alors que le député libéral sortant, Gilbert Parent, ne la conservait que par quelque 500 voix. Les circonstances ont chagé et «Gib» Parent, comme il aime à se faire appeler, peut dormir tranquille.

Une conversation surprise chez le dépanneur de la rue principale de Welland illustre bien le revirement de la situation. Derrière son comptoir, le commerçant à la tête blanche plaisante avec deux clients qui ont l'air aussi de vieux amis.

«Alors, allez-vous encore voter pour les conservateurs? Oh, la dernière fois, vous savez, ce n'était pas la même chose. On l'aimait bien le maire Pitz, mais ce Krusell, on ne le connait pas. On a toujours été libéral avant, vous savez.»

Depuis de longues années, Welland demeure libéral contre vents et marées. La chose est peu étonnante, puisque 20 p. cent des électeurs sont d'origine française et 12 p. cent d'origine italienne. Pour percer dans cet électorat si attaché aux libéraux, les conservateurs avaient réussi à convaincre le maire de Welland de porter leurs couleurs. Ce dernier ayant échoué, alors que le parti de M. Clark avait le vent dans les voiles, on voit mal comment un avocat sans panache du nom de George Krusell pourrait faire mieux, alors que les tories sont en difficulté.

Le directeur adjoint de la campagne néo-démocrate, Mike Grimaldi, n'a aucune hésitation: «Le vote conservateur s'écrase, nous allons leur enlever la deuxième place», dit-il.

L'aspirant «socialiste», Robert Wright, est un pasteur protestant qui n'en est pas à ses premières armes. Le printemps dernier, il faisait doubler le vote du NPD, mais il reconnaît qu'il parvient difficilement à obtenir des appuis chez les francophones et les Italiens.

Pendant ce temps, «Gib» Parent fait sa petite campagne tranquille en soulignant aussi souvent que nécessaire que la taxe d'accise de $0.18 sur l'essence, c'est bien difficile à avaler.

Dernier rectangle rouge sur la carte politique de la péninsule du Niagara, Welland ne semble pas disposée à virer au bleu.

aujourd'hui

- Le premier ministre Clark parle à midi devant les membres de l'Empire Club de Toronto; il prendra la parole ce soir à Niagara Falls, et passera la nuit à Toronto.
- Pierre Trudeau se rend ce matin à London, Ontario, et poursuit sa campagne cet après-midi et ce soir dans le sud de l'Ontario; il passera la nuit à London.
- Ed Broadbent se rend à Winnipeg pour y donner une interview télévisée et prononcer un discours au Red River College; il retourne dans l'après-midi à St. Catharines, pour un ralliement de son parti, et passera la nuit à Toronto.

Les candidats forcés de se mettre à table

par Huguette LAPRISE
envoyée spéciale de LA PRESSE

Vancouver

VANCOUVER — Les Chinois veulent que disparaisse le racisme; les étudiants réciament des bourses, les pêcheurs attendent la pêche miraculeuse; les pauvres exigent du pain et un logement... Ici, la campagne des chefs nationaux s'estompe derrière des considérations plus locales, au fur et à mesure que la date du scrutin se rapproche.

On assiste par le fait même à un phénomène qui est la conséquence directe de ces changements perceptibles dans plusieurs circonscriptions. Les électeurs scrutent, examinent les candidats et surtout les interrogent sur ce qu'ils veulent aller faire à Ottawa. La cour effrénée que leur font depuis un mois les trois chefs nationaux ainsi que les ministres conservateurs et les têtes d'affiche libérales n'aura peut-être pas les résultats escomptés.

Ainsi, un comité de citoyens, le Downtown Eastside Resident Association, qui compte plus de 3,000 membres, a réuni 15 candidats à qui il a posé une seule question: «Allez-vous à Ottawa défendre les politiques de votre parti ou parler en notre nom et respecter vos engagements à notre endroit?» Pendant trois heures, toutes les interrogations ont tourné autour du rôle du député, sans que les noms de Clark, de Trudeau et de Broadbent ne soient prononcés.

Une assemblée de protestation contre une émission sur la communauté chinoise, télédiffusée sur le réseau CTV, et qui a regroupé presque 1,000 personnes, a forcé, par exemple une candidate comme Pat Carney, qui n'avait jamais mis les pieds dans cette partie de cette circonscription de Vancouver-Centre, au mois de mai dernier, à se prononcer sur le racisme à Vancouver et sur le ressac à l'endroit des réfugiés de la mer. Au cours de ce même rassemblement où la vingtaine de candidats portaient tous le bouton incitant à bannir l'émission «W-5», le libéral Art Lee a pris le micro, la larme à l'oeil.

Si tel ou tel candidat n'est pas présent au cours d'un débat contradictoire, ou s'il s'éclipse après avoir débité son laius limité à cinq minutes, les membres de l'auditoire, en coeur, le ridiculisent. Certains candidats, rouges de gêne ou de honte, sont parfois forcés de se rasseoir...

L'importance qu'ont prise les questions locales est sans doute ressortie avec plus d'ardeur lors d'un débat contradictoire à l'Université de Victoria, auquel participaient les candidats de Esquimalt-Saanich. Deux heures et demie de discussions avec des étudiants et des personnes âgées ont abouti sur une interrogation presque désespérée: «Maintenant, pouvez-vous nous dire pour qui voter?», a demandé une vieille dame, applaudie à tout rompre par l'auditoire.

élections80

Pierre Trudeau comme en 1968

par Huguette LAPRISE
envoyée spéciale de LA PRESSE

VANCOUVER — On se serait presque cru en 1968... Il y avait en tout cas des relents de cette époque glorieuse pour les libéraux. Leur chef, Pierre Trudeau, est arrivé à Vancouver comme s'il était responsable du soleil printanier qui s'est enfin levé sur la côte du Pacifique après des jours et des jours de brouillard et de pluie.

Les quelque 2,000 personnes massées dans une salle d'un hôtel du centre-ville lui ont réservé l'accueil que d'aucuns jugent le plus chaleureux qu'il ait eu depuis le début de cette campagne.

Au cri de «Nous voulons Trudeau» («We want Trudeau»), et de la musique discordante d'une fanfare du Winston Churchill High School, le chef libéral a fait son entrée parmi la foule, accompagné de son seul député à l'ouest de Winnipeg, Art Phillips, et de candidats libéraux de la région métropolitaine.

Retrouvant la forme à laquelle il a habitué les gens au cours de ses campagnes électorales, Pierre Trudeau, sans texte, s'est lancé à fond de train dans une dénonciation de l'administration Clark. En trente minutes, il a fait le survol de la politique intérieure et étrangère des conservateurs, en les ridiculisant. «M. Clark, a-t-il dit entre autres, a promis de déménager l'ambassade de Tel Aviv à... hum... Tel Aviv», ce qui n'a pas manqué de provoquer les rires de l'audience.

Au cours de ce discours, le chef libéral n'a rien apporté de nouveau par rapport à ce qu'il proclame depuis le début de la campagne. Il a toutefois parlé, plus longuement, comme il l'a fait cette semaine à Toronto, de la question de l'unité nationale et conséquemment de la nécessité d'un gouvernement central fort. M. Trudeau a souligné par le fait même les problèmes et les besoins de chacune des provinces, en rappelant encore qu'il était toujours parvenu à arriver à une entente que ce soit avec M. Lougheed de l'Alberta, de M. Lévesque du Québec, ou de M. Bennett de la Colombie-Britannique.

Avec une vigueur qu'il n'avait pas encore manifestée depuis quatre semaines, M. Trudeau s'est écrié à l'issue de son exposé, tout en invitant les gens à reporter le Parti libéral au pouvoir et en donnant rendez-vous au peuple canadien le 19 février: «Ne le faites pas pour moi, mais pour le parti, pour le pays! Levez-vous et travaillez pendant ces quatre derniers jours! »

Le chef libéral a ensuite tenté de se frayer un passage parmi la foule qui l'envahissait et exigeait des autographes qu'il a signés avec courtoisie, le sourire aux lèvres.



téléphoto UPC

Le chef libéral Pierre Trudeau dédicace une de ses biographies à Vancouver, où ses partisans lui ont réservé un accueil enthousiaste.



Dans Toronto

Les libéraux ont profité de l'absence de Crombie

par Gilles PAQUIN
envoyé spécial de LA PRESSE

TORONTO — En dépit d'une popularité personnelle nettement supérieure à celle de son chef à Toronto, le ministre de la Santé David Crombie a dû abréger sa convalescence pour s'assurer de sa réélection dans la circonscription de Rosedale.

L'ex-maire de Toronto a été tenu à l'écart de la campagne électorale de la mi-décembre à dimanche dernier en raison d'une crise cardiaque qui le contraignait à une longue période de repos.

L'absence de sa principale vedette a été durement ressentie par le Parti conservateur qui comptait sur sa participation active dans plusieurs des circonscription de la ville.

Même si son épouse et ses organisateurs avaient bien amorcé la bataille dans Rosedale, ils parvenaient difficilement à contenir les attaques des libéraux. «C'est difficile de faire campagne sans la participation du candidat», d'expliquer le président de l'organisation électorale du PC ontarien, Bill Saunderson.

La candidate libérale Anne Cools, une travailleuse sociale de 34 ans, mène sa campagne à un train d'enfer et affirme qu'elle est presque nez à nez avec M. Crombie.

Il n'en est rien, de dire d'une voix rassurée Barbara McDougall, organisatrice en chef du ministre; nous avons toujours une longueur d'avance et avec le retour de M. Crombie la marge ira en s'accroissant.

Lors du scrutin de mai dernier, Anne Cools était parvenue à augmenter le vote libéral de 28 pour cent, laissant tout de même une majorité de 5,600 voix au conservateur.

Selon Anne Cools, la majorité de M. Crombie est fragile puisqu'il suffit d'augmenter la participation des électeurs du sud du comté pour le renverser. Aux élections du mois de mai, la participation n'atteignait même pas 40 pour cent dans plusieurs des bureaux de scrutin de cette partie de Rosedale alors qu'elle était de 90 pour cent au nord.

Le nord de Rosedale est à Toronto ce que Westmount est à Montréal; «c'est bleu ecchymose», dit un organisateur alors que le sud est partagé, et compte la plus forte concentration de logis subventionnés au Canada.

Faisant une pause dans sa tournée, M. Crombie intervient pour ajouter: «Contrairement au préjugé, il y a des riches et des pauvres qui votent pour moi, sinon je n'aurais jamais été élu puisque le nord de Rosedale ne compte que le tiers de la population».

Ce qui fera la différence lundi prochain cependant, c'est l'efficacité des quelque 800 volontaires aguerris de l'organisation Crombie et leur habileté à faire le plein de voix conservatrice.

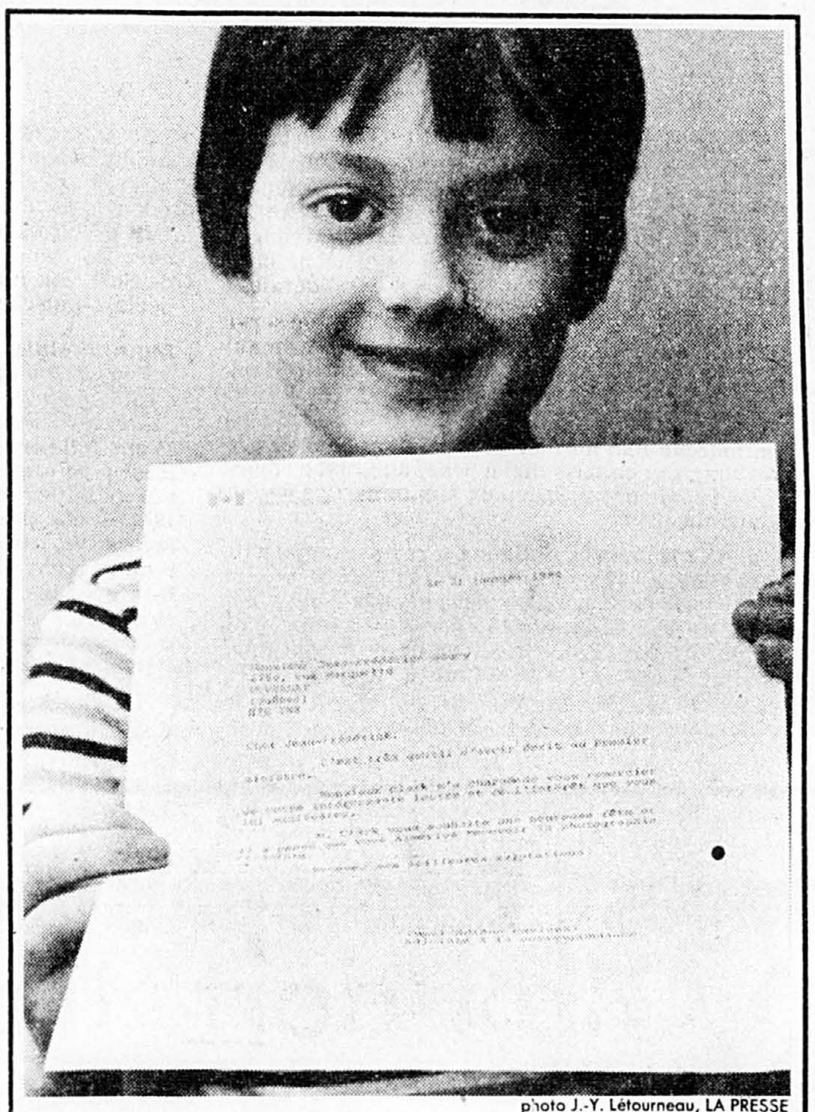


photo J.-Y. Létourneau, LA PRESSE

Bonne fête quand même!

On a beau déclencher des élections mais pourquoi faut-il les tenir le jour de la fête de Jean-Frédéric. A 9 ans, il est normal et surtout plus sain pour un jeune garçon de préférer les cadeaux et les gâteaux que les libéraux et les conservateurs.

Voyant que ses parents avaient prévu pour le 18 février de passer la soirée devant leur téléviseur pour suivre les élections, Jean-Frédéric Soucy a décidé de prendre les grands moyens et d'écrire directement au premier ministre Joe Clark pour exiger qu'on remette à plus tard le vote. Dans sa lettre du 15 janvier, Jean-Frédéric écrit le plus simplement et le plus gentiment du monde: «Voulez-vous changer la date des élections parce que le 18 février c'est ma fête et ma mère va guetter les résultats des élections toute la soirée. Si j'étais plus grand, je voterais pour vous». Tous les matins qui ont suivi cette missive, le gaçon aux joues rondes et aux grands yeux noirs a surveillé le facteur. Il attendait une réponse du premier ministre. Elle est finalement arrivée. Sur un ton protocolaire, le même qu'on utilise pour les grands personnages, l'adjointe à la correspondance au bureau de M. Joe Clark souhaite une heureuse fête au gamin audacieux.

Jean-Frédéric qui demeure à Duvernay est fier aujourd'hui de montrer sa lettre et la photo-souvenir du premier ministre. Ses parents sourient et disent en sourdine qu'ils voteront libéral le 18 février... La fête de Jean-Frédéric aura lieu le dimanche.

Trudeau méprise les électeurs — Clark

(d'après PC) — Les libéraux de Pierre Trudeau s'imaginent que les Ontariens et les Québécois vont leur faire une confiance aveugle, peu importe leur programme électoral et leur bilan administratif, a déclaré hier le premier ministre Clark, ce qu'il interprète comme un mépris pour les électeurs et la démocratie canadienne.

S'adressant à un auditoire enthousiaste de London, dans le Sud-Ouest ontarien, M. Clark a déclaré, chaudement applaudi: «Ils essaient de s'attirer votre confiance sans la mériter, de mener une campagne calculée pour garder M. Trudeau à l'écart des débats, à l'écart des journalistes, ainsi qu'à l'écart des questions.»

Selon M. Clark, les libéraux tentent de rééditer le coup de 1974, alors qu'ils ont combattu le plan Stanfield sur le contrôle des prix et des salaires pour l'introduire aussitôt l'élection passée.

M. Clark a prédit, d'autre part, que son parti remporterait plus de sièges dans l'Ouest du pays que les libéraux au Québec. Les conservateurs détiennent actuellement 57 des 77 comtés de l'Ouest, alors que le Parti libéral contrôle 67 des 75 circonscriptions du Québec.

À quelques jours des élections, la caravane conservatrice effectue une tournée dans le sud-ouest ontarien, une région que M. Clark a décrite comme critique à plusieurs reprises et où les libéraux espèrent effectuer une percée majeure, afin de donner le coup de grâce au Parti conservateur.

Au cours de son discours, qu'un de ses adjoints a décrit comme l'un de ses meilleurs depuis le début de la campagne, M. Clark a aussi défendu son budget ainsi que les politiques de son parti sur l'économie, l'énergie, l'unité nationale, ainsi que la recherche scientifique.

Le leader néo-démocrate, Ed Broadbent, estime, quant à lui, que dans le domaine énergétique comme ailleurs, charité bien ordonnée commence par soi-même.

C'est ce qu'il a expliqué, hier, à Hamilton, devant un groupe d'étudiants qui le priaient de préciser sa pensée sur les exportations des richesses naturelles canadiennes vers l'étranger. Celui-ci a indiqué qu'il souhaite simplement que le Canada fasse d'abord l'analyse de nos propres besoins puis prenne les moyensde les satisfaire avant de conclure des ententes avec d'autres pays pour leur fournir nos ressources énergétiques.

«Lorsque nous proposons de garder notre pétrole pour nous, a-t-il ajouté, nous n'avons pas à l'esprit qu'il faut nécessairement couper tous nos liens commerciaux avec le reste du monde».

M. Broadbent a aussi expliqué à nouveau que, si son parti souhaite toujours, en théorie, le retrait du Canada de l'OTAN, la situation internationale actuelle suggère de reporter ce geste à plus tard.

Le PCO se dit harcelé

par Michel GIRARD

Le Parti communiste ouvrier (PCO), qui présente pour la première fois de son histoire une brochette de candidats (30) dans le cadre des élections fédérales, fait systématiquement l'objet, selon son président Roger Rashi, de discrimination et de harcèlement de la part des autorités policières de la Communauté urbaine de Montréal.

Prétendant que le règlement municipal de la ville de Montréal interdisant l'affichage électoral est illégal en vertu de la loi électorale du Canada, le PCO dénonce les agissements de certains policiers qui appliquent à la lettre ce règlement en effectuant des «arrestations» et en portant des accusations contre les militants du parti pris en «flagrant délit».

Depuis le début de la campagne électorale, 15 militants communistes ont été, d'après le PCO, arrêtés par la police de la CUM pour avoir affiché ou diffusé du matériel électoral et sept chefs d'accusations ont été portés contre d'autres militants pour affichage illégal, selon le règlement municipal.

Le président du PCO croit que le règlement municipal en question est illégal: «Il est reconnu que lors d'élections fédérales les règlements municipaux relatifs à l'affichage ne s'appliquent pas puisqu'il s'agit d'un domaine de compétence fédérale. La Cour suprême du Canada a d'ailleurs déjà statué sur cette question dans une cause qui remonte à 1965», a-t-il précisé.

Le service de police de la CUM, à l'instar d'ailleurs du bureau du président général des élections, estime que c'est le règlement municipal qui a préséance sur la loi générale des élections dans l'affichage en période électorale. C'est pourquoi, selon le constable Lafontaine du poste 43, on sévit.

Pour les candidats du PCO, les policiers font de la discrimination en ce sens qu'ils toléreraient l'affichage effectué par les militants libéraux et conservateurs alors que dans leur cas on ferait preuve plutôt de harcèlement en n'acceptant la pose d'aucune affiche électorale dans les endroits publics.

Messages amoureux

Les échanges épistolaires entre amoureux, à l'occasion de la Saint-Valentin, révèlent souvent, sinon leurs sentiments réels, du moins l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de l'être cher. Dans la fièvre de la présente campagne électorale, certaines fuites, plus ou moins voulues, ont permis de jeter un oeil indiscret sur certains messages transmis aujourd'hui par quelques vedettes politiques.

C'est ainsi qu'on a appris que, dans un message affectueux à l'ex-ministre Jeanne Sauvé, le député de Longueuil, Jacques Olivier la prie de ne pas lui tenir rigueur de l'avoir récemment qualifiée de bourgeoise. Il précise, plein d'humilité: Qui pourra croire que j'étais sérieux en parlant ainsi? M'a-t-on déjà cru lorsque je prétendais défendre les ouvriers parce que je suis un ancien infirmier syndiqué?

Du côté du respectable sexagénaire qui dirige provisoirement le Parti libéral, Pierre Trudeau, l'indiscrétion a été plus facile à commettre: Ne vous inquiétez pas, je n'en ai plus pour très longtemps avant de redevenir totalement disponible, aurait-il expliqué à on ne sait trop qui dans une lettre circulaire.



Quant à la famille McTeer-Clark, c'est, paradoxalement, madame qui a pris l'initiative d'envoyer un bref mot à son mari. Elle y rappelle brièvement toutes les joies familiales qu'ils ont brièvement connues à la résidence officielle du premier ministre, au 24 Sussex, à Ottawa. Se voulant rassurante pour Joe Clark qui, à ses moments de lassitude laisse pointer une certaine inquiétude sur les chances de sa femme de réussir ses examens du barreau, elle poursuit: De toute façon, j'ai pris goût à la politique et si je ne peux pas devenir avocat, j'ai pensé à poser ma candidature à la direction du Parti conservateur... aussitôt que le poste deviendra disponible.

Des ennuis

Un policier de Sudbury, M. Dennis Tappenden, qui tentera lundi de se faire élire comme conservateur dans cette région risque d'avoir de sérieux ennuis avec ses supérieurs hiérarchiques. Ceux-ci affirment que la loi ontarienne interdit aux policiers de se lancer en politique. Face à cette situation cornélienne, M. Tappenden n'a à première vue qu'une alternative: renoncer à sa carrière pour faire de la politique ou encore demeurer policier et respecter la loi. A moins qu'il n'entre dans la GRC ce qui lui donnerait une plus grande marge de manoeuvre au sujet du respect des lois...

— Pierre GRAVEL

le monde

la presse
MONTRÉAL,
JEUDI 14 FÉVRIER 1980

Mme Gandhi n'a pu convaincre Moscou

• *Carter souhaite l'installation d'un gouvernement neutre en Afghanistan*

d'après AFP, UPI, AP et Reuter

L'Union soviétique est restée sourde aux demandes de l'Inde de retirer ses troupes d'Afghanistan et la visite officielle d'Andrei Gromyko à Delhi, qui prend fin ce matin, ne sera suivie d'aucun communiqué commun.

L'arrivée du ministre soviétique des Affaires étrangères à Delhi avait été précédée par une importante série de consultations lancées par le premier ministre Indira Gandhi auprès de l'Afghanistan, du Pakistan, de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Liée par un traité d'amitié avec l'URSS, l'Inde s'était gardé de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan mais elle espérait, en invoquant justement cette amitié, influer sur Moscou pour «réduire les tensions dans le Sud asiatique».

Mme Gandhi a perdu son pari, Gromyko s'étant borné à rappeler la thèse officielle selon laquelle l'URSS est intervenue en Afghanistan à la demande de Kaboul et retirera ses troupes quand les menaces contre ce pays auront cessé.

Malgré la déception contenue des deux côtés, le porte-parole indien a néanmois insisté sur le renforcement de l'amitié bilatérale et les deux parties sont convenues de s'assister mutuellement dans leurs efforts «pour résoudre la situation».

A Washington, le président Carter a insisté hier soir sur la nécessité de convaincre l'URSS, «par des moyens pacifiques, qu'elle ne peut envahir un pays innocent avec impunité» et de mettre «un gouvernement neutre» en place à Kaboul avec, au besoin, l'aide d'une force de l'ONU ou de pays islamiques.

La Chine reprenait entre-temps la mise en garde américaine contre une prochaine réduction «symbolique» de la présence militaire soviétique en Afghanistan. Cette mise en garde avait été lancée lundi par le conseiller présidentiel américain Zbigniew Brzezinski.

L'agence Tass s'en est pris vivement hier à Brzezinski, dénonçant son «impudence à lancer des ultimatums à l'URSS». L'agence soviétique n'a pas commenté toutefois les rumeurs d'une prochaine «offensive de paix» de Moscou au sujet de son «coup de Kaboul».

Les États-Unis, qui estiment à 95,000 hommes cette présence soviétique en Afghanistan, ont décidé d'envoyer 1,800 marines en mer d'Oman pour une durée indéfinie, afin de manifester leur volonté de protéger le Golfe contre une éventuelle menace soviétique.

Pour Washington, cet envoi de marines est relié directement à la crise afghane, mais Radio-Moscou affirme qu'il est «dirigé contre l'Iran», ajoutant que «l'administration américaine cherche à empêcher la tension dans cette région de se dissiper».

A Delhi, pour la deuxième fois en deux jours, Gromyko attaquait le Pakistan pour ses «intrusions en Afghanistan» et accusait les États-Unis d'être à l'origine des tensions dans cette région en voulant faire du Pakistan un «tremplin pour des agressions».

Le journaliste indien Kuldip Nayar écrit entre-temps dans l'Indian Express que l'ancien président afghan Amin savait que l'URSS était prête à l'évincer et avait demandé début décembre une aide urgente au président pakistanais Zia-ul-Haq.

Les Soviétiques ont alors vu en lui «un nouveau Tito ou un nouveau Sadate», écrit le reporter qui cite le président pakistanais: «Je n'ai pu rencontrer Amin. J'ai demandé à un ministre d'aller au rendez-vous mais c'était trop tard: les Russes sont arrivés».

D'autre part, dans une interview à l'hebdomadaire Current, de Bombay, le président afghan Babrak Karmal affirme qu'«il n'y a pas plus de 10,000 soldats soviétiques en Afghanistan et ils resteront jusqu'à ce que soit repoussée la conspiration contre nous».

A Islamabad, le Pakistan, réagissant à une offre de Kaboul, a fait savoir qu'il ne pourra discuter avec l'Afghanistan tant que les troupes soviétiques stationneront dans ce pays. Islamabad dément par ailleurs que ses avions aient violé l'espace afghan.

L'ambassade de Panama occupée

Nouvelles prises d'otages au Salvador

SAN SALVADOR (AFP, UPI, Reuter) — Des militants de gauche ont occupé hier l'ambassade de Panama ainsi que l'édifice des Travaux publics et pris quelque 250 otages à ce dernier endroit.

Les occupants de l'ambassade de Panama sont une cinquantaine, rapportent des témoins. Ils ont détourné un autobus et l'opération s'est faite sans violence.

Dans une conversation téléphonique avec une agence de nouvelles, les occupants ont déclaré qu'ils détenaient l'ambassadeur, M. David Pere, le consul Maria Barrasa et un domestique salvadorien comme otages. Ils ont exigé la libération de 23 de leurs camarades emprisonnés en échange de la fin de l'occupation.

Il s'agit de la deuxième occupation de cette ambassade, la première ayant eu lieu le 11 janvier et les occupants sont les mêmes personnes, rapporte-t-on.

Presque simultanément, au moins 30 militants du Bloc populaire révolutionnaire ont pris une soixantaine d'otages lorsqu'ils ont pris d'assaut le bâtiment des Travaux publics dans la partie occidentale de la capitale.

Au sujet de l'occupation de l'ambassade d'Espagne, les LP-28 ont déclaré qu'ils avaient durci leur position au lendemain des événements meurtriers de l'attaque contre la marche des étudiants et de celle dirigée contre le siège de la Démocratie chrétienne.

«Avant ces événements, nous négocions et avions une attitude souple mais maintenant, notre position a complètement changé, a déclaré un membre des LP-28 à la mission espagnole.

La direction du mouvement a déclaré dans une conférence de presse que l'occupation se poursuivra «jusqu'à ce que soient libérés nos camarades et remis les cadavres de ceux qui ont été massacrés».

Le Salvador vit dans la violence depuis longtemps mais celle-ci a atteint un sommet sans précédent au cours des 12 derniers mois.

La junte salvadorienne est composée de cinq personnes: deux militaires et trois civils — deux du Parti démocrate chrétien et un indépendant.

La junte qui gouverne actuellement le pays est la deuxième du genre depuis que les officiers de l'armée ont renversé le gouvernement de droite du président Carlos Humberto Romero le 15 octobre dernier.

Tandis que les militaires ont contrôlé le pays pendant des années, quelques familles riches contrôlent l'économie, c'est-à-dire l'agriculture.



Téléphoto UPI

Un fonctionnaire inspecte les quatre cadavres qui reposent dans les locaux du Parti chrétien démocrate après l'offensive de la police avant-hier.

L'ensemble du Liban en effervescence

BEYROUTH (AFP-Reuter) — L'enlèvement à Beyrouth d'un député phalangiste, la dégradation de la situation dans le sud et la reprise des accrochages dans le nord du pays entre les partisans de l'ancien président Frangié et les milices phalangistes ont provoqué un net regain de tension au Liban.

Ces incidents, auxquels s'ajoutent des affrontements armés dans la banlieue sud-ouest de Beyrouth entre des éléments palestiniens et l'armée régulière libanaise, sont intervenus au moment où le président du conseil libanais, M. Selim El Hoss s'entretenait à Damas avec les dirigeants syriens du redéploiement des troupes syriennes au Liban.

M. Edmond Rizk, député du parti phalangiste, a été enlevé par des inconnus alors qu'il se rendait au palais présidentiel de Baabda, près de la capitale libanaise, pour rencontrer le président Elias Sarkis.

Le commandant des forces phalangistes, M. Bechir Gemayel, a déclaré que cet incident est d'une extrême gravité et que «la riposte se fera comme dans le passé avec la plus grande vigueur». Il a indiqué qu'il connaissait l'identité des auteurs de l'enlèvement.

Cet enlèvement est probablement relié à la rivalité qui oppose les phalangistes aux partisans de l'ancien président Frangié. On signalait hier des combats entre ces deux factions dans la région de Batroun qui auraient fait un mort et 10 blessés.

Les phalangistes ont indiqué que d'autres affrontements s'étaient produits dans la région de Becharre, dans le nord du pays également, faisant un mort et huit blessés.

Une sanglante vendetta se poursuit entre phalangistes et partisans de M. Frangié, les «zgortiotes», depuis le massacre en juin 1978 de 32 de ces derniers, dont le fils de l'ancien président.

De plus, des affrontements à l'arme lourde ont opposé hier dans la banlieue sud-ouest de Beyrouth des soldats de l'armée régulière libanaise à des éléments palestiniens, qui auraient eu trois blessés, près d'une caserne de l'armée.

On signalait aussi la reprise des duels d'artillerie dans le sud du pays après une matinée calme. Mardi, plus de 100,000 personnes avaient à nouveau fui la région après deux jours de bombardements intensifs dans les secteurs de Tyr et de Nabatych.

DANSEZ le DISCO



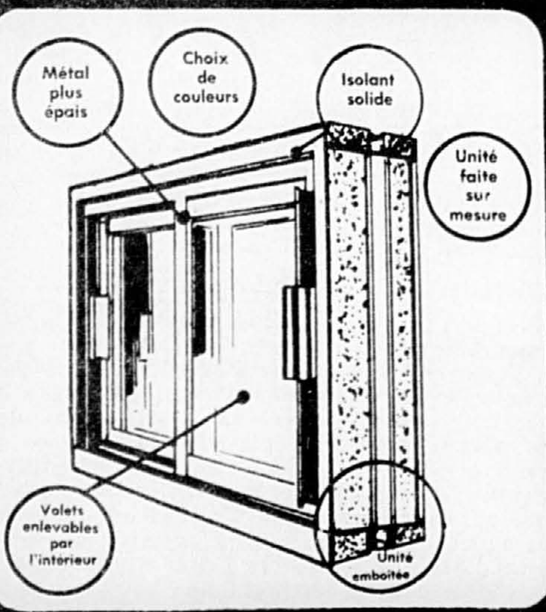
Soyez meilleur!
Programme de cours de danse sociale
- Avez-vous le rythme à la mode?
- Êtes-vous fatigué de «faire tapisserie» durant vos sorties?
- Quelques simples leçons et vous deviendrez «champion»

Pour une leçon d'essai gratuite, veuillez appeler du lundi au vendredi, de 14 à 23 h. (avec ou sans partenaire)

DANSES AMÉRICAINES, LATINES ET DISCO

ÉCOLES DE DANSE Arthur Murray
1625 Ste-Catherine ouest (près de Guy) 933-8481 | 5291 chemin Queen Mary (angle Décarie) 487-0161

PROFITEZ DE LA
SUBVENTION
$500
JUSQU'À
DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL SUR L'ACHAT DE
NOTRE NOUVEAU MODÈLE DE FENETRE



SPÉCIALITÉS DE MAISON (1962) INC.
Nous avons l'expérience et le savoir-faire depuis 1952
2015, boul. Thimens
Saint-Laurent, Québec. 337-1005
Estimation gratuite — Facilités de paiement

Bien des avantages



L'Auto 110 de Pentax: le miniscule appareil photo qui offre les caractéristiques des plus gros appareils.
Il s'agit du premier reflex mono-objectif 110 dont *les objectifs sont interchangeables*.
Non seulement a-t-il l'aspect des plus récents reflex mono-objectif 35 mm, mais il en égale la performance. Et pourtant, il tient dans la paume de la main.
Il est aussi des plus faciles à utiliser. Comme l'exposition se règle automatiquement, vous y insérez une cartouche de film 110, vous faites la mise au point et ... déclic!

*Prix de détail suggéré. Prix annoncé au pays. Le prix de vente peut changer au gré du marchand.

$239.95* (appareil seulement)

Encore plus d'avantages.

Le merveilleux Auto 110 se trouve au coeur du système 10 de Pentax, un système photographique complet.
Vous serez étonné de la facilité avec laquelle ce système prend des photos qu'on ne réussissait auparavant qu'à l'aide de systèmes reflex mono-objectif 35 mm, d'un prix plus élevé.
L'objectif grand angle est parfaitement adapté à la photo de paysages et d'intérieurs. Quant au puissant téléobjectif, il permet de photographier des objets éloignés.
Le petit dispositif d'entraînement motorisé de Pentax assure l'avance rapide du film. Et, en tout temps, vous obtenez une exposition parfaite grâce au flash automatique.
Le système 10 de Pentax: miniscule mais très avantageux.



SYSTÈME 10 DE PENTAX

Listes des distributeurs

Royal Photo Service
2106 Boul Rosemont
Les Services Audio Visuels A.R.
8355 St. Laurent Blvd
Simon's Cameras Inc
11 St. Antoine Quest
Studio Beauchamp
303B Centre D'achats, St. Eustache
Les Entreprises Clement Huard
3077 Boulevard Mascouche, Mascouche
Cameratec Inc
87 Cousineau, Valleyfield
Pharmacie Jean Coutu
237A Victoria, Valleyfield
Robert Simpson Co. Ltd.
977 St. Catherine Quest
Pariseau Photo Couleur
47 St. Laurent, St. Eustache

Astral Photo
- Shopping Promenade, Place Ville Marie
- Galeries Plus Bonaventure
- 1481 St. Catherine Quest
- 1101 St. Catherine Quest
- 150 St. Catherine Quest
- 2020 University
- Boulevard Sc. 4138, Jean Talon Est
- Fairview Shopping Centre, Point Claire
Granby Photo Enr
16 Rue Centre, Granby
Papeterie La Liberte Inc
209 Rue Principale, Granby
Lord Photo Inc
185 Champlain, St. Jean
Photo Henault Inc
476 Rue Lindsay, Drummondville
Beauregard Photo Inc.
444, boul. Labelle, Laval, Québec

T.M.R. Camera and Hobby Shop Ltd.
1257 Laird Boulevard, Mount Royal
The Focus Centre
6584 Sherbrooke Quest
Cote Camera Enr
57 Place Valencia, Chateauguay
Andre Decelles Photo Inc
5692 Hadley
Les Importations C. M. Ltée
5975 Monk
Kant Photo Studio
2892 Remembrance Road, Lachine
Longueuil Photo Enr
329 Boul Lemoyne Quest, Longueuil
Magasin Service Campus
2222 Edouard Montpetit
La Boutique de Photo de La Rive Sud
1670 J Rue Provencher, Brossard
Les Photos R. Tessier Enr.
543, rue Principale Lachute, Québec
J8H 1Y6 — 562-2141

Photo Kina Technik
585 De Maisonneuve Boul Quest
L. R. Viala Inc.
1280 Est Boul De Maisonneuve
Service de Camera European
1108 De Maisonneuve Boul Quest
Photos et Images L. L. Inc
6700 Cote Des Neiges
Photo A. Laplante
242 Boul Des Laurentides, Pont Viau Laval
Photo N. D. G. Photo Inc
1197 Phillips Place
Photo Pepe Enr
4597 Boul Ste. Rose, Fabreville Laval
Photo Service Ltée
222 Quest Rue Notre Dame
Photogramme Enr
3968 Est Rue Ontario

Photo G. Meunier
2196 Rue Des Ormeaux
Zodiac Audio Visual Inc.
459 Rue Victoria, St. Lambert
L. L. Lozeau Ltée
6229 St. Hubert
C. A. Barbier Ins.
695 Notre Dame, Lachine
Mitchell Photo Supply Ltd.
1015 Dominion Square
La Place
2078 St. Lawrence Blvd
Place Victoria Camera Inc
800 Place Victoria Metro Arcade
Pharmacie Lanctot
1384 Des Cascades, St. Hyacinthe
Studio Candide Inc
2390 Raymond, St. Hyacinthe

dépêches

LE PRÉSIDENT Carter a annoncé que les États-Unis allaient reprendre leur participation à l'Organisation internationale du travail (OIT) après deux ans d'absence. Washington avait quitté l'organisation «parce qu'elle était trop éloignée de ses principes fondamentaux et de ses objectifs» d'ajouter Carter. Au début de ce mois, les représentants américains à l'organisation, l'AFL-CIO, la Chambre internationale de commerce et différents ministères ont suggéré à Carter de réintégrer l'OIT.

●

LES JÉSUITES du Guatémala sont menacés de mort ou d'expulsion par une organisation paramilitaire d'extrême-droite, après la publication, en janvier, d'une lettre dénonçant les pratiques du gouvernement. Selon une déclaration de la Société de Jésus à Rome, «l'armée secrète anticommuniste», tenue responsable d'un certain nombre d'assassinats ces derniers temps, a annoncé qu'elle allait procéder à des représailles contre les 52 jésuites du pays, menaçant de mort ceux d'entre eux originaires du Guatemala et les autres d'expulsion.

●

LE ROI Don Juan Carlos d'Espagne arrive aujourd'hui aux États-Unis pour une visite privée de quatre jours au cours de laquelle il s'entretiendra avec le président Carter à l'invitation de celui-ci, a annoncé le chef du service de presse de la maison royale. Le roi, a précisé le chef du service de presse, se rend notamment aux États-Unis pour aller au chevet de son père, Don Juan de Borbon, hospitalisé au «Memorial Hospital» de New York. Il a subi fin janvier l'ablation d'une tumeur au maxillaire gauche.

QUELQUE 30,000 personnes se sont rassemblées hier à l'université de Rome pour rendre hommage à la mémoire de Vittoria Bachelet, vice-président du conseil suprême de la magistrature italienne, abattu la veille sur le campus par les Brigades rouges. L'appel à la grève générale de quatre heures lancé par les syndicats pour protester contre l'assassinat du professeur n'a pas interrompu l'activité commerciale. Cependant de nombreux tribunaux et écoles étaient fermés et, à Rome, le maire a proclamé une journée de deuil. Les funérailles auront lieu aujourd'hui à Rome.

●

ZHANG WENJIN, vice-ministre chinois des affaires étrangères, a déclaré à Lisbonne que le bilan des relations sino-portugaises était «très positif» en annonçant un développement des échanges commerciaux entre les deux pays. M. Zhang doit rencontrer aujourd'hui le général Ramalho Eanes avant de quitter le Portugal. Selon les observateurs, le visiteur chinois a certainement discuté à Lisbonne de la nouvelle politique étrangère de ce pays et du statut de Macao. Les relations de Lisbonne avec Moscou sont actuellement distantes.

●

LES INONDATIONS qui ont ravagé le sud-ouest de l'Iran ont fait au moins 60 morts et l'on craint que le nombre des victimes ne soit beaucoup plus élevé. Dans la ville de Chuchtar, dans le Khouzistan, une trentaine de corps ont été découverts à la suite de l'effondrement d'un barrage et les autorités pensent en découvrir d'autres. En bordure des cours d'eau, toutes les localités du Khouzistan sont inondées, a déclaré le gouverneur, qui a demandé à l'armée de participer plus activement à l'acheminement de secours.

Don de $9 millions à Nkomo et Mugabe

Les pays africains condamnent la politique de Londres en Rhodésie

ADDIS ABEBA. (AFP, Reuter) — L'Organisation pour l'unité africaine a fait un don de $9 millions à MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe pour financer leur campagne électorale et condamne vivement les «violations britanniques» des accords de Lancaster House, déclare le porte-parole de l'organisation.

Cette somme d'argent sera également répartie entre les deux organisations nationalistes qui se présentent séparément aux élections du 27, 28 et 29 février.

L'évêque Abel Muzorewa, ancien premier ministre et «d'autres candidats» ont reçu $55 millions de l'Afrique du sud pour leur campagne électorale et ils ont reçu une aide financière de «sociétés multinationales et de certaines organisations religieuses en Europe et en Amérique», soutient M. Peter Onu, le porte-parole de l'organisation.

Après avoir examiné pendant une semaine à huis clos la politique britannique en Rhodésie, les ministres des Affaires étrangères de l'OUA ont condamné la Grande-Bretagne pour ses agissements en Rhodésie depuis l'arrivée de Lord Soames à Salisbury.

La résolution en 20 points demande notamment le retrait des troupes sud-africaines, la consigne dans les casernes des forces auxiliaires et le retour de tous les réfugiés avant le jour du scrutin.

Une semaine après les élections, l'OUA tiendra une réunion extraordinaire pour décider si les résultats du scrutin peuvent ou non être entérinés par les États africains.

Rencontre des chefs

Entre-temps, pour la première fois depuis leur retour d'exil, MM. Nkomo et Mugabe se sont rencontrés hier à Salisbury mais apparemment sans parvenir à surmonter leurs divergences qui font accroître encore l'instabilité du cessez-le-feu. Depuis le commencement, il y a déjà eu 300 victimes. Encore hier, une femme a été tuée lorsqu'un autobus a été attaqué à 40 milles au nord de Salisbury.

Au cours d'une conférence de presse, Joshua Nkomo a déclaré que les deux dirigeants avaient discuté de «questions très sérieuses» et se rencontreraient à nouveau avant le 27 février.

Dans l'entourage de Nkomo, on dit que ce dernier est sorti particulièrement satisfait de cette rencontre, ce qui relance les possibilités de coalition entre les deux chefs.

La rencontre Nkomo-Mugabe a eu lieu la veille de la première phase des élections, au cours de laquelle, aujourd'hui, seuls les Blancs sont appelés à se rendre aux urnes pour élire leurs 20 députés.

M. Ian Smith est maintenant absent du pays et il se rend aux États-Unis pour une visite privée. Selon la mission américaine à Salisbury, le leader des Blancs a reçu un visa de touriste.

L'absence de M. Smith surprend les observateurs. Il a fait une campagne active contre les «marxistes» et le danger de leur victoire.

L'état du maréchal Tito s'est aggravé

BELGRADE (AFP) — Le maréchal Tito continue de livrer, sur son lit d'hôpital, ce qui semble être le dernier combat d'une longue vie jalonnée de victoires.

Les médecins ont annoncé hier soir que l'état de santé du président yougoslave, amputé il y a près d'un mois d'une jambe, s'était aggravé et que son coeur continuait de faiblir. Les défaillances rénales d'autre part s'accentuent.

Nul ne croit plus au miracle, tant la maladie évolue irréversiblement. La seule question qui se pose désormais est de savoir combien de temps l'organisme du malade résistera encore.

Selon certaines sources, les médecins estiment être en mesure de reporter l'échéance fatale. Le départ hier du chef du gouvernement yougoslave, M. Veselin Djuranovic, pour une visite officielle à Berlin-Est est d'autre part interprété par les Yougoslaves comme le signe que l'on n'en est pas encore à la dernière extrémité.

Quoi qu'il en soit, on apprenait hier soir que de hautes personnalités se sont rendues dans la capitale slovène, Lublajna, où le maréchal repose dans un centre clinique ultra-moderne.

A Belgrade par ailleurs, le conseil de défense de la présidence d'Etat s'est réuni pour discuter de «questions actuelles» relatives à la défense du pays.

Dans les rues de la capitale yougoslave, rien ne trahit l'émotion qui a gagné ses habitants, après l'annonce de l'aggravation de l'état du chef de l'Etat.

IMPORTANT ENCAN PAR CATALOGUE
SUPERBES OEUVRES D'ART ET ANTIQUITÉS
EN 4 SÉANCES

En vente le mardi 19 février 1980 à 19 heures:
Vaste collection de verre Cameo signé, comprenant lampe de table Tiffany signée, Galle, VERRE FRANÇAIS, Daum, Legras, etc., porcelaine antique, superbes bronzes, meubles, tapis orientaux et persans, argenterie sterling et assiettes, pièces d'ivoire et de quartz, figurines, bijoux de famille en or et diamants, montres, horloges, rouets et bien d'autres articles.

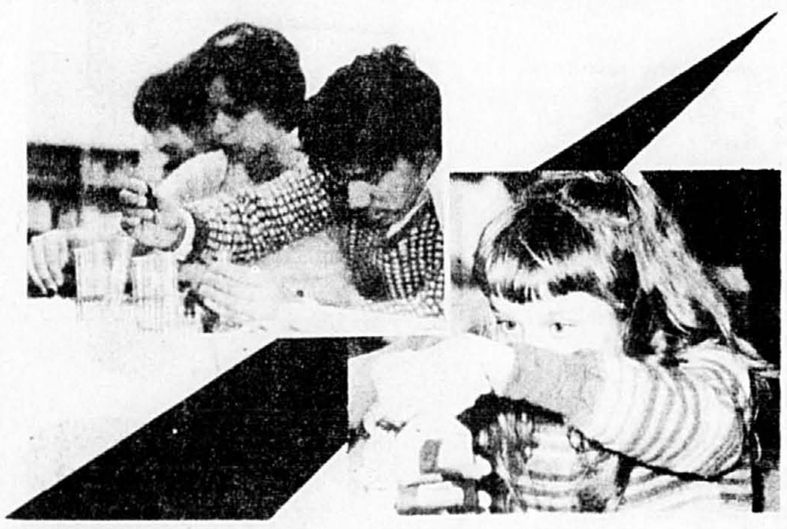
En vente les mercredi 20 et jeudi 21 février 1980 à 19:00: Deux séances
Oeuvres d'art canadiennes et européennes comprenant oeuvres exceptionnelles de Ayotte, Archimbaud, Brandtner, Bourgeois, Bernier, Bouchard, Beau, Beament, Bieler, Bertounesque, Barnsley, Bell-Smith, Brien, Belabre, Birket-Foster, Coburn, Côté, De Brianski, D'Allaire, Dubé, Dufour, Del All, Deberdt, Fecteau, Favreau, Fortin, Garside, Giunta, Gagnon, Gagnon, Galli, Gingras, Gransow, Hendriks, Holmden, Holden, Hébert, Hudon, Iacurto, Johnston, Lismer, Laliberté, Le Sidaner, Masson, Muhlstock, MacGregor, Millette, Milne, Macdonald, Mengs, Norwell, Noeh, Poirier, Perrigard, Panerai, Picher, Prout, Paczoly, Peczely, Perrin, Pasini, Robinson, Richard, Riordon, Rousseau, Roberts, Surrey, Suzor-Côté, Sherriff Scott, Scott, Scherrewitz, Toupin, Powell-Trudeau, Wingate, Vladim, Valmont et plusieurs autres.

En vente le samedi 23 février 1980 à 13:30:
Vente générale d'antiquités comprenant pièces en porcelaine, bijoux de succession, argenterie, pièces en ivoire, objets d'art, gravures rares, tapis orientaux, meubles, lampes, cristal et bien d'autres encore.

Visite préliminaire à compter du 15 février 1980 et jusqu'au lundi 18 février, tous les jours de 10:00 à 22:00.

Pinney's Art Treasures Ltée Tel.: (514) 731-4312
146, chemin Bates - Bureau 303 Ville Mont-Royal.
Stationnement gratuit à l'arrière

BEPGM **INSCRIPTIONS** 1980-81



"pour une éducation de haute qualité"

Écoles françaises
Écoles anglaises
Écoles d'immersion
Classes d'accueil

Les inscriptions des élèves dans les écoles publiques de la commission scolaire protestante du grand Montréal se tiendront
du **mardi 19 février**
au
vendredi 22 février inclusivement
de
9 heures à midi
et de
13 heures 30 à 16 heures

Où s'inscrire

Pour connaître l'adresse de l'école la plus proche de votre domicile, consultez votre annuaire téléphonique 1980 à la page 331 (Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal).

Âge d'admissibilité

avoir 4 ans avant le 1 octobre (pré-maternelle d'accueil)
avoir 5 ans avant le 1 octobre (maternelle)
avoir 6 ans avant le 1 octobre (1ère année)

Remarques

Toutes les écoles du BEPGM font partie du secteur public et suivent les programmes officiels du Ministère de l'Éducation de la province de Québec.
Ces écoles sont ouvertes à tous les enfants non-catholiques romains.

Pour plus de renseignements appelez:
Bureau des inscriptions
482-6000 local 240

M. R. Fox
Directeur Général
Bureau des Écoles Protestantes du Grand Montréal

AU TRUST ROYAL ON VOUS ÉVITE LES CHOCS

Parce qu'on connaît bien le circuit

Tout le monde sait qu'un régime enregistré d'épargne-retraite est la meilleure façon d'augmenter le revenu de retraite tout en réduisant immédiatement l'impôt. Toutefois, plusieurs ne connaissent pas les petits accrochages qui peuvent faire déprécier le revenu de retraite. Voici les plus évidents que vous pourrez éviter. De plus, notre brochure gratuite vous aidera à en savoir davantage sur les REÉR et leurs caractéristiques.

Tenez-vous à distance des institutions qui n'offrent pas un choix varié de régimes.



Il existe différents types de REÉR présentant diverses options quant à la sécurité, au rendement et à la flexibilité. Le Trust Royal vous offre une gamme de six régimes: notre brochure et de bons conseils vous feront découvrir dès maintenant les avantages que vous pourrez retirer du régime de votre choix au moment de votre retraite ou même d'ici quelques années.



Évitez d'utiliser votre comptant à mauvais escient. Un emprunt pour votre REÉR peut s'avérer plus profitable.

Supposons que vous avez mis de l'argent de côté en vue de votre REÉRet que d'autre part, vous avez l'intention d'emprunter pour un autre achat d'importance: ceci pourrait bien être une erreur! Vous y gagneriez sans doute en utilisant votre comptant pour l'achat qui vous intéresse et en empruntant pour votre REÉR. En effet, le prêt "Réduction d'impôt" du Trust Royal est tout indiqué pour contribuer à un REÉR puisqu'il présente un avantage de taille: l'intérêt est déductible du revenu imposable dans l'année où celui-ci est payé (sauf dans les cas de prêts pour contribution au REÉR du conjoint).

Les sommes que vous épargnez de l'impôt peuvent donc considérablement réduire le coût de l'emprunt. Bref, vous y gagnez par une bonne longueur d'avance.

Il pourrait être plus avantageux de souscrire à un REÉR au nom de votre conjoint afin d'amortir le choc des impôts sur le revenu de retraite.

Cette solution peut souvent vous assurer les mêmes avantages fiscaux immédiatement, tout en vous permettant de pouvoir réduire plus tard l'impôt sur le revenu de retraite.



Supposons que vous possédez chacun un régime, cela signifie qu'à 65 ans, vous pourrez tous les deux vous prévaloir chaque année d'une première tranche de $1,000 exempte d'impôt sur le revenu de retraite. De plus, il est souvent très avantageux de constituer un revenu de retraite au nom du conjoint qui aurait à la retraite le taux d'imposition le moins élevé.

Procurez-vous notre brochure gratuite dans toutes nos succursales.



Découvrez comment le Trust Royal peut vraiment vous guider vers une retraite bien confortable.

LES RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-RETRAITE
Trust Royal

Bureaux à:
Montréal*, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saguenay/Lac St-Jean et Rimouski
***17 bureaux pour mieux vous servir dans la région de Montréal.**
Pour renseignements, appelez 876-2525

Pas question d'une escouade spéciale pour la jeunesse

par Florian BERNARD

Il n'est pas question de rétablir une escouade classique d'aide à la jeunesse au sein de la police de la CUM, ni d'assurer une présence constante de policiers dans les écoles, dans les centres de loisirs ou dans les parcs. L'époque du «policier-éducateur» est révolue. Malgré les pressions exercées par divers groupes de certains quartiers, notamment Notre-de-Grâce ou le West Island, la police n'a pas l'intention de suppléer aux parents et aux éducateurs professionnels.

Telles sont, en substance, les opinions recueillies par LA PRESSE, hier, auprès du directeur de la police de la CUM, M. Henri-Paul Vignola, et du directeur de la gendarmerie, M. Roland Bourget. Ce point de vue est également celui qui a été récemment exprimé par le directeur des opérations, M. André De Luca.

La direction de la police a décidé de ne pas créer une direction centrale d'aide à la jeunesse. Plutôt, et selon ses disponibilités financières, la direction a préféré déléguer au niveau de chacun des districts un certain nombre de policiers qui sont spécialement affectés au travail de répression et de prévention du crime chez les mineurs. Il y a actuellement 129 constables qui, dans les 24 districts, s'occupent plus spécifiquement du travail auprès de la jeunesse. Mais ces hommes ne constituent pas une escouade centrale ni une section particulière. Ils sont intégrés au personnel policier de chacun des districts. Ce nombre de 129 policiers affectés aux jeunes est demeuré le même depuis les 4 dernières années.

Pression des citoyens

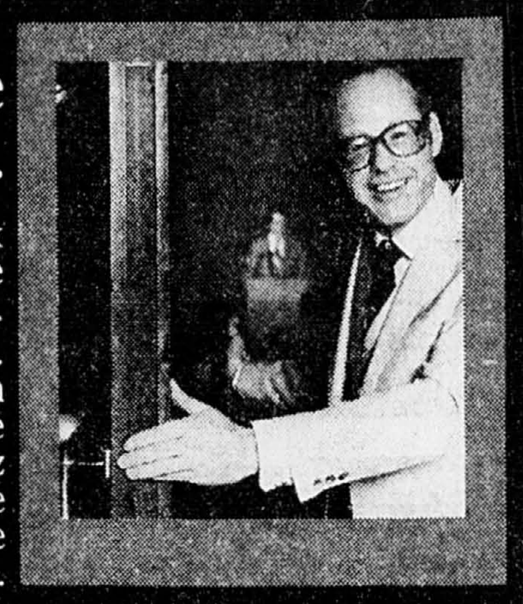
A la suite des représentations vigoureuses faites par des citoyens et des groupes, la direction décidait, récemment, de changer l'appellation de «relations communautaires» en celle de «police jeunesse».

Cette appellation de «police jeunesse» était également inscrite sur certains véhicules. Mais en réalité la philosophie du service de police concernant le travail en milieu des jeunes n'a pas été modifiée. La direction croit que la police n'a pas à remplir un rôle qui n'est pas le sien. Le directeur De Luca a résumé cette opinion de la façon suivante: «Il peut paraître attrayant à plusieurs que des policiers se présentent dans des écoles pour éduquer les jeunes sur les dangers de la drogue, de l'oisiveté, de la désobéissance aux lois et aux règlements. Mais est-ce toujours le rôle de la police? Ne suppléons-nous pas, parfois, aux parents et aux professeurs?»

Pour $2 millions de plus...

A la suite des pressions exercées par les citoyens, le directeur de la police avait demandé l'autorisation d'embaucher 48 policiers supplémentaires, ceci dans le but de consacrer un plus grand nombre d'hommes à police jeunesse. Cependant, lors de l'étude du dernier budget de la police, le Conseil de sécurité a rejeté cette demande. Les effectifs de la police ont été plafonnés à 4,893. Une augmentation de l'effectif de 48 policiers aurait représenté une dépense additionnelle de $2 millions par année.

Notre tâche est de faciliter la vôtre.



Efficacité et ponctualité. Voilà les deux mots-clés pour décrire le genre de service que nous accordons aux réunions. Et cela est tout à fait normal. Ne sommes-nous pas le premier nom à l'échelle mondiale dans le domaine de l'hôtellerie? Oui, vous pouvez compter sur la vaste expérience que possède Hilton pour assurer la bonne marche de votre réunion.

Le choix d'un hôtel est une décision importante. Pour votre prochaine réunion, rendez-vous la tâche facile et n'hésitez pas à nous contacter en composant les numéros suivants: (418) 647-2411, ou 861-1982 à Montréal.

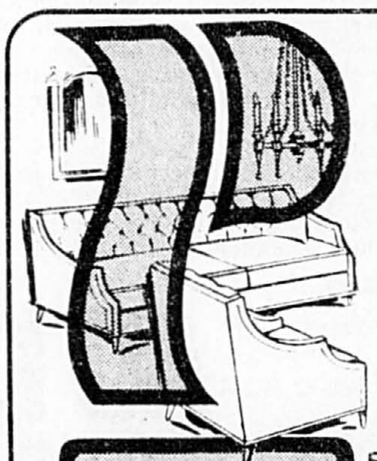
Hilton International Québec



Au 6/36 qui veut la fin, prend les moyens Gages-tu ?

Au 6/36, on peut aussi gagner avec 5 et même 4 bons numéros!

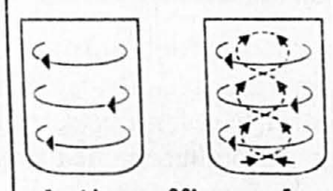
6/36



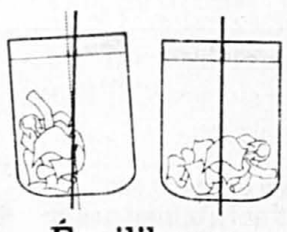
PASCAL

Des économies spéciales sur appareils Hoover

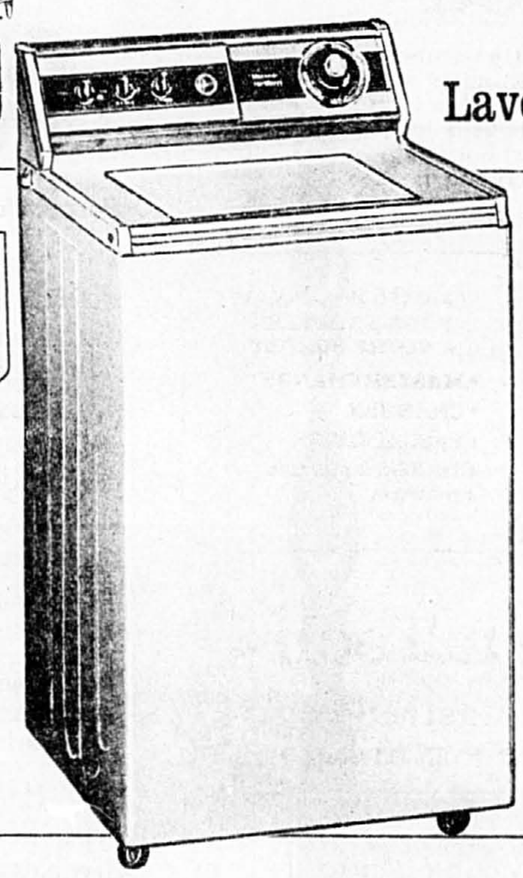
Laveuse à action rapide — Modèle A6001



Action efficace du cycle de lavage



Équilibrage automatique



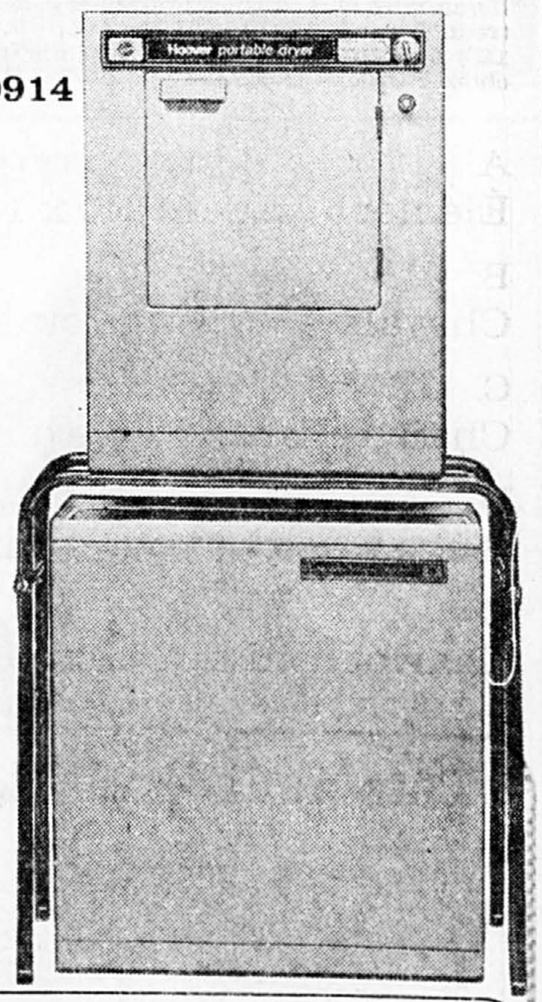
• Compacité... largeur 21½", profondeur 22¼", hauteur 37½" se loge n'importe où • Double système de remplissage d'eau, un tuyau de remplissage pour installation permanente, deux raccordements de tuyaux pour installation permanente • Attrayant tableau de commande facile à lire comportant: sélecteur de température d'eau, sélecteur de niveau d'eau, sélecteur de rinçage supplémentaire, cadran de minuterie totalement synchronisée • Cuve d'acier recouvert de porcelaine émaillée à l'intérieur et en polypropylène à l'extérieur • Agitateur, réversible pour une action efficace de l'eau • Séchage-essorage à grande vitesse à 840 tr / mn. • Contenance: haut niveau 10 gallons impériaux, bas 8 gallons impériaux, charge maximale 6 lb • Couleurs: modèle A6001-4 blanc. Modèle A6005-6 amande.

PRIX SPÉCIAL 428.95

Séchoir électrique mobile — Modèle 0914

Caractéristiques que vous apprécierez: se branche sur toute prise standard (15 amp.) • Programmateur automatique avec abaissement de température pour les tissus prêts à porter • Cycle d'aération et d'adoucissement • Ouverture de la porte, commande l'arrêt du séchage et du chauffage.

Prix régulier 279.95 **249.95**

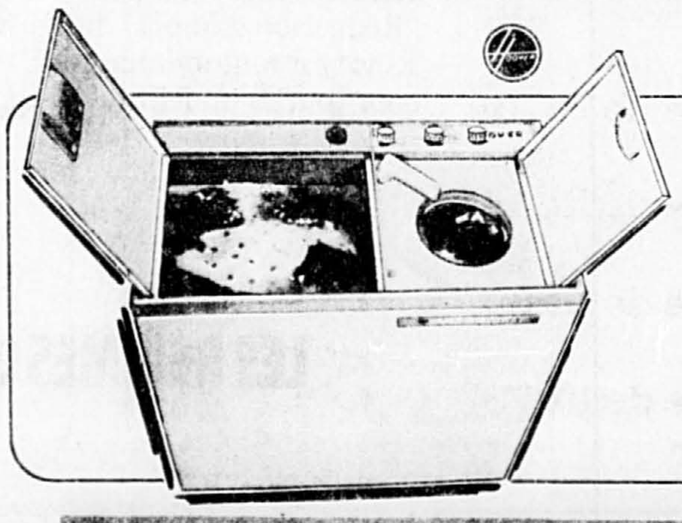


Laveuse / essoreuse — Modèle 0617

Caractéristiques que vous apprécierez: cuve super-hygiénique en polypropylène monobloc, robuste • Pas d'installation, de plomberie ou de câblage spéciaux • L'action centrifuge imprime un mouvement de va-et-vient à la lessive • Lave 24 lb en 30 minutes • Rince le linge d'une façon incroyable • Rotation à très grande vitesse, essore le linge en quelques secondes, laissant beaucoup d'articles prêts à porter.

Prix régulier 299.95 **269.95**

ACHETEZ LA PAIRE ET VOUS RECEVREZ LE SUPPORT GRATUIT



Laveuse / essoreuse — Modèle T-109

• Rapide: lave 24 lb en 30 minutes • Compacte: 31¼" de largeur, 29¼" de profondeur et 16¼" de hauteur • Pas besoin d'installation de plomberie spéciale • S'adapte au robinet • Complète avec couvercle «Serve-a-top» très pratique.

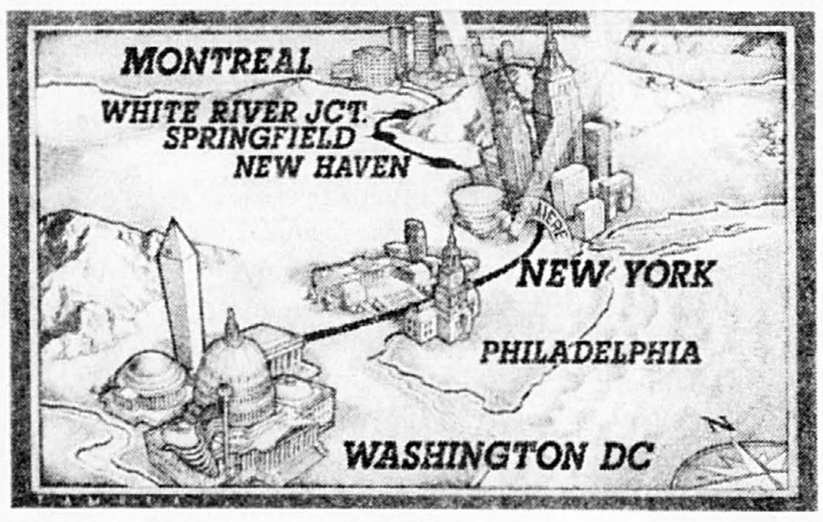
Prix spécial **289.95**

(Démonstrations aux deux entrepôts)

ENTREPÔTS - SALLE DE MONTRE PASCAL MEUBLES

3600 Côte Vertu, St-Laurent — Centre d'achats Le Bazar • 6800 E. Jean Talon à l'ouest des Galeries d'Anjou

VOUS PARTEZ? TIENS C'EST DRÔLE, NOUS AUSSI.



Choisissez une ville. N'importe laquelle. Puis montez à bord du "Montrealer" d'Amtrak et admirez le paysage.

Installez-vous confortablement dans un de nos gros fauteuils inclinables. Et vous voilà en route pour New-York, Philadelphie ou Washington.

Prenez vos aises, étendez-vous... détendez-vous! Spacieux, le "Montrealer" vous permet de circuler librement, que ce soit pour retrouver vos amis ou pour vous rendre dans un autre wagon. Par exemple, notre wagon-dinette où vous avez le choix d'un menu varié, depuis la collation jusqu'au repas complet, le tout à prix raisonnable.

La courtoisie et la gentillesse des employés d'Amtrak sont légendaires. Vous pourrez le constater tout au long de votre voyage.

Alors, communiquez avec votre agent de voyage ou Amtrak pour vos réservations ou pour tout renseignement. C'est la meilleure façon de commencer vos vacances.

Horaire aller		Horaire retour	Tarifs*
19h05	Montreal	11h10	
4h45	New Haven	0h30	$45 US
6h35	New York	22h45	$45 US
8h44	Philadelphie	20h45	$65 US
10h30	Baltimore	18h57	$65 US
11h30	Washington	18h10	$65 US

NOTE: Toutes les heures indiquées sont locales. Les tarifs et les horaires peuvent être modifiés, consultez Amtrak ou votre agent de voyage pour connaître toute restriction concernant les tarifs spéciaux d'excursion. *Tarifs aller-retour, excursion de 5 jours, en voyage ordinaire.

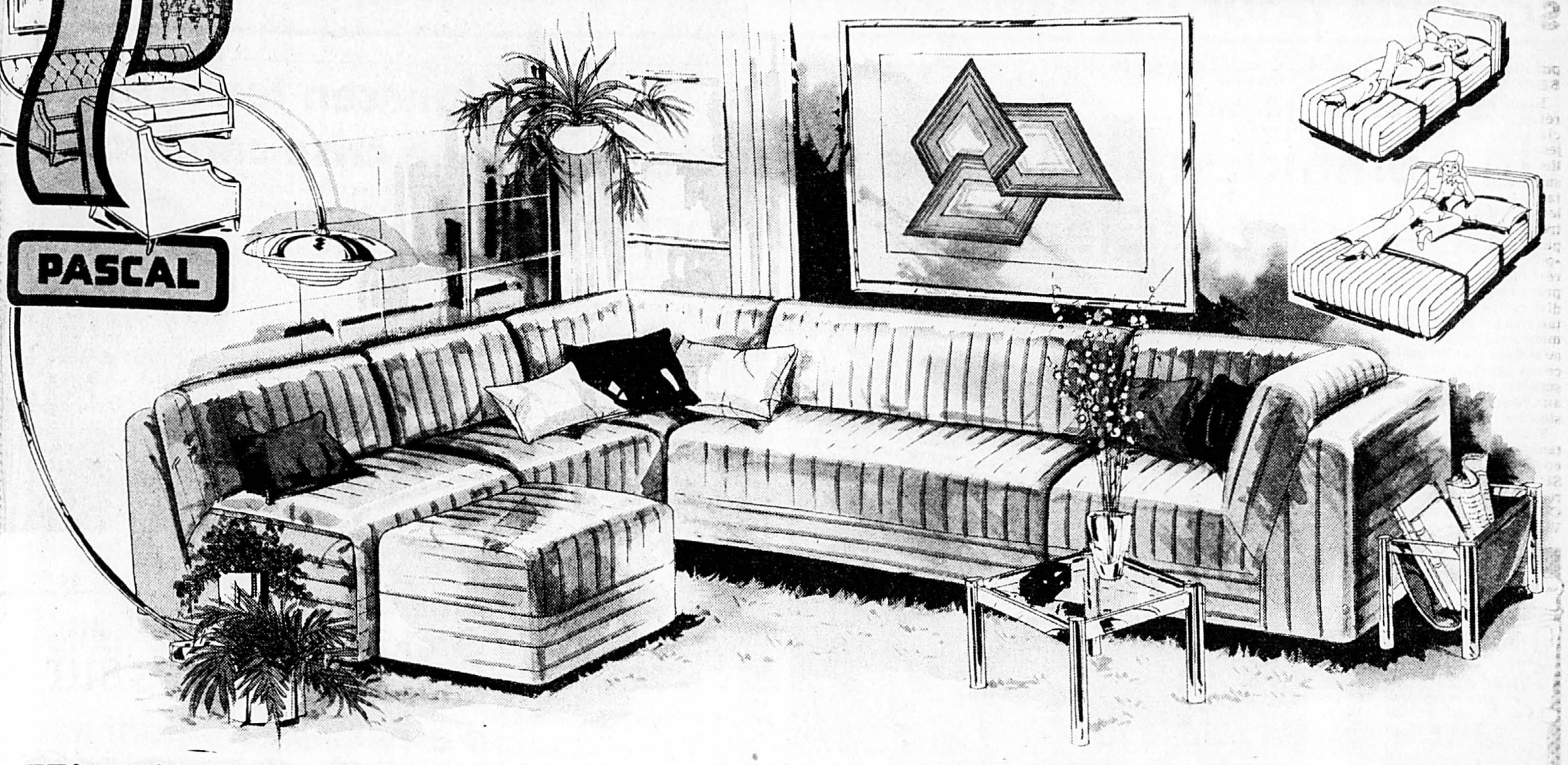
Amtrak

POUR VOYAGER EN TOUTE TRANQUILLITÉ.

Gare Centrale, 800, Dorchester Ouest, Montréal. Appelez sans frais en composant 800-263-8130.

Économie sur modulaires modernes

PASCAL



Vivoir par éléments de Sherwood

Pour les conversations prolongées... voilà un élégant ensemble modulaire menant une double vie. De jour, sièges et coussins sont en place... mais avec l'heure tardive, l'ensemble se transforme pour faire place aux lits pliants. Et à la clarté du jour, les lits sont de nouveau escamotés... sans que personne ne se doute de la transformation. L'ensemble est recouvert de toile de coton de teinte sable à piqûres horizontales, de teinte rouille ou bleu traitée «Scothgard». Construction robuste et bourrée de mousse.

Sofa-lit Prix courant 164.88 — **139.88**

Siège sans bras Prix courant 137.88 — **114.88**

Siège d'encoignure Prix courant 204.88 — **174.88**

Causeuse-lit Prix courant 293.88 — **249.88**

Siège d'encoignure Prix courant 204.88 — **174.88**

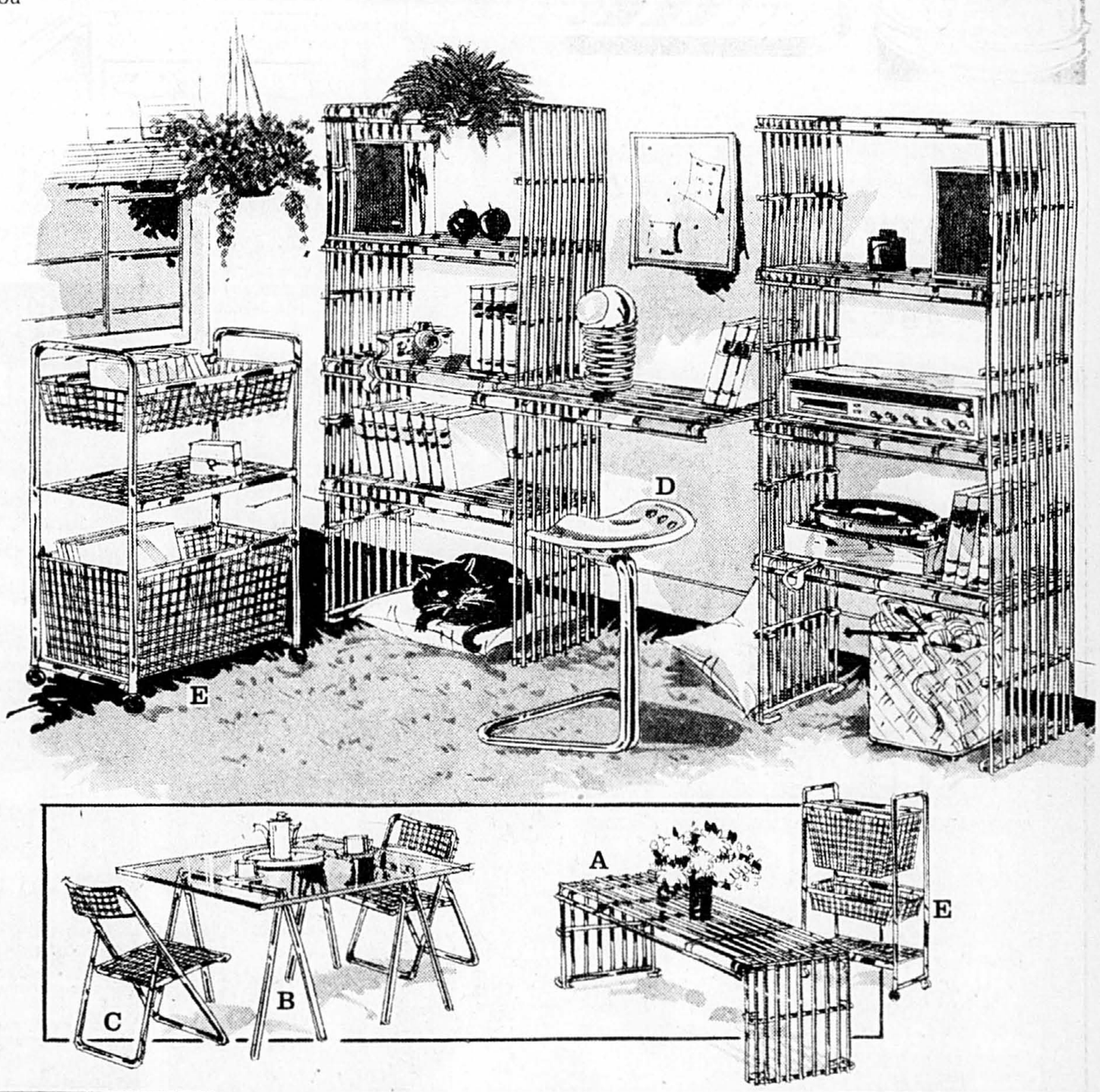
Pouf Prix courant 88.88 — **74.88**

La méthode d'achat Pascal

«Entrepôt-salle d'exposition». Ces bas prix s'appliquent à l'achat que vous emportez. Nous mettons la marchandise dans votre voiture dans l'emballage original ou nous vous la livrerons économiquement et rapidement.

TERMES PRATIQUES POUR S'ADAPTER À VOTRE BUDGET

- MASTER CHARGE
- CHARGEX
- PASCAL QUICK CHARGE ou termes prolongés



Le mobilier «High Tech»

Oui le mobilier «High Tech» et «Industrial Look»: fonctionnel et adaptable — à des prix avantageux et sans surprises désagréables.

Il s'agit des plus récentes trouvailles de la technologie du mobilier... conçu pour votre intérieur... toutes les pièces de votre intérieur. Chacun des éléments (30" x 14" x 12") peut être superposé selon vos besoins pour constituer un ensemble de votre choix. Finition chromée.

A. Élément étagère (30 x 14 x 12) — **25.88** ch.

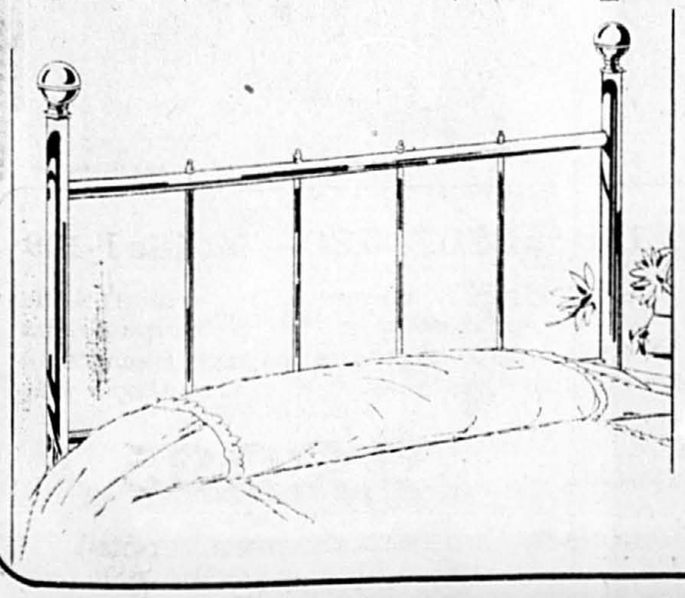
B. Chevalets (2) rouge ou blanc — **43.88**

C. Chaise pliante rouge ou blanc — **42.88** ch.

D. Siège tracteur rouge ou blanc — **52.88**

E. Chariot utilitaire rouge ou blanc — **74.88**

Tête de lit en laiton plaqué création Dresher



A assembler vous-même! C'est la façon la plus simple et la plus économique de décorer votre chambre avec du laiton.

Tête de lit 39" — **39.88**

Tête de lit 54" — **47.88**

Tête de lit 60" — **52.88**

Tête de lit 78" — **59.88**

Chaise de metteur en scène

- Authentique chaise de metteur en scène
- Entièrement montée
- Armature effilée et finie à la main
- S'adapte au sol
- Diverses armatures et toiles de couleur

26.88 ch.

2/50.00



ENTREPÔTS - SALLE DE MONTRE PASCAL MEUBLES

3600 Côté Vertu, St. Laurent — Centre d'achats Le Bazar • 6800 E. Jean Talon à l'ouest des Galeries d'Anjou

VARIÉTÉS / LA SEMAINE

Du 22 février au 15 avril

Un hommage de Renée Claude à l'oeuvre de Clémence Desrochers

par Pierre BEAULIEU

A compter du 22 février et jusqu'au 15 avril, pendant sept semaines donc, Renée Claude, absente depuis un bout de temps de la scène montréalaise, présentera, accompagnée d'un seul pianiste, un spectacle entièrement consacré à l'oeuvre de Clémence Desrochers, «Moi, c'est Clémence que j'aime le mieux».

«L'idée me trottait dans la tête depuis un bout de temps, dit-elle. J'ai toujours eu une admiration sans borne pour Clémence. L'an dernier, ainsi, j'avais décidé de faire un album où n'auraient figuré que ses chansons. J'ai finalement changé d'idée, l'ai remise à plus tard pour faire l'album avec Stéphane (Venne)

C'est finalement sur scène donc que ce projet prendra forme, dans un premier temps du moins, au «4'saoûls-Bar». «Ça m'effraie un peu, ajoute Renée Claude. La petitesse de la salle d'abord, les regards qu'on peut difficilement éviter, on y chante vraiment parmi les gens. La réaction des gens me fait aussi un peu peur. C'est petit le Québec. On dirait qu'il n'y a de place ici que pour une chose à la fois. un seul genre, une seule mode. On dirait que tout le reste, tout ce qui est différent, devient marginal, n'existe pas. Une année, c'est Beau Dommage, l'autre, Harmonium; actuellement c'est le disco. Aux Etats-Unis, à New York, il y a de la place pour tout le monde, pour tous les genres. Ici, c'est une autre histoire. Je pense néanmoins, il me semble qu'actuellement les gens ont le goût de voir autre chose, sortir des modes, il me semble qu'ils ont le goût de spectacles plus intimistes, plus directes, moins impressionnants.

«S'il m'effraie beaucoup, ce nouveau spectacle m'emballe aussi énormément. C'est un genre de retour aux sources, sans pour autant que j'aie l'impression de faire un pas en arrière. Au contraire. Au début de ma carriere, il y a maintenant vingt ans, je ne me préoccupais à peu près uniquement que des textes d'une chanson. C'était l'époque des «chansonniers» et la musique était alors pour le moins secondaire. Un jour, après avoir chanté pendant cinq ans dans les boîtes à chansons — où je n'étais souvent accompagnée que d'un pianiste —, j'ai décidé d'accorder plus d'importance à la musique. Ce fut la période Stéphane Venne, si on peut l'appeler ainsi. Les textes étaient intelligents, mais la musique tenait désormais une place plus importante. J'ai sûrement perdu une partie de ma clientèle à cette époque. Plusieurs personnes disaient ne plus entendre ma voix, les textes. Ils trouvaient la musique trop forte. Effectivement, il s'agissait de chansons qui laissaient beaucoup moins de place à l'interprétation, moins de latitude à l'interprète qui pouvait moins, je pense, y faire la preuve de son talent. Effectivement, je ne suis pas une chanteuse et le serai jamais. Je suis plutôt une diseuse, comme on nous appelait à l'époque. Et j'ai justement le goût, actuellement, de revenir à l'interprétation, cette forme de création qui fait qu'un artiste peut donner à une oeuvre une couleur différente de l'originale. Monique Leyrac, il y a deux ans, m'a fait redécouvrir des chansons de Félix que j'avais l'impression de n'avoir jamais entendues, ou que je n'avais jamais remarquées auparavant.»


«L'idée me trottait dans la tête depuis un bon bout de temps.»

Et Renée Claude a choisi, pour ce retour aux sources, les chansons de Clémence Desrochers. «J'en ai retenu 19, dit-elle, les plus caractéristiques, il me semble, de l'oeuvre de Clémence, des chansons qui touchent à chacun des thèmes qu'elle a le plus exploités. J'ai également décidé de faire quelques monologues. Ici, le choix fut vraiment plus difficile. J'ai opté pour les textes qui n'étaient pas trop identifiés à Clémence. Il y en a où j'avais l'impression de l'entendre en les lisant, des monologues qui, d'après moi, ne peuvent être interprétés par personne d'autre.

«Tout ceci ne signifie pas, conclut Renée Claude, que je ne travaillerai plus jamais avec Stéphane Venne. Je ne sais pas, on verra. Je suis dans une période de réflexion, de réorientation. Je ne sais pas encore trop bien ce que je ferai au cours des mois qui suivront ce spectacle. Peut-être ce disque consacré aux chansons de Clémence, je ne sais pas.»

•

La CRIA (l'Association de l'industrie canadienne de l'enregistrement) vient de faire parvenir aux media ses dernières statistiques où l'on dit que 469 albums ou 45-tours ont mérité des disques d'or ou de platine au cours de la dernière année, soit une augmentation de 43% par rapport à 1978. De ce nombre, 64 disques seulement, sont des «produits canadiens».

Janssen terrassé par une crise cardiaque

HOLLYWOOD (AP) — David Janssen, le héros de la série télévisée «The Fugitive» qui devait devenir ensuite le non moins prisé détective privé de «Harry O», est décédé hier, à l'âge de 49 ans.

L'acteur a été terrassé par une crise cardiaque, dans sa demeure de Malibu, et a été transporté d'urgence à l'hôpital Santa Monica, mais il était trop tard.

Janssen, de son vrai nom David Meyer, était né le 27 mars 1930 à Napone, au Nebraska. Il connut le succès dans presque tous les rôles qu'il joua pour la télévision, mais tout particulièrement dans la série «The Fugitive», qui dura de 1963 jusqu'à 1967 et dans laquelle il jouait le rôle de Richard Kimball, un homme faussement accusé d'avoir tué sa femme et recherchant sans cesse le véritable meurtrier, un manchot.


Dans la série *The Fugitive*, il incarnait Richard Kimball.

Au cours de la Deuxième Guerre

Greta Garbo a travaillé pour les services d'espionnage britanniques

STOCKHOLM (AP) — Greta Garbo, l'actrice suédoise qui devint célèbre à Hollywood dans les années 30, a travaillé pour les services d'espionnage britanniques au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Un journal de Stockholm cite des extraits d'un livre de Charles Higham sur le deuxième conflit mondial dans lequel l'auteur déclare: «Je pense que Mlle Garbo a commencé à travailler pour les Alliés dès le début, ayant été recrutée par le producteur hongrois Alexander Korda».

M. Higham précise qu'il est au courant d'au moins une des missions de l'actrice pendant la guerre.

Elle fut l'assistante d'un des envoyés spéciaux du premier ministre Winston Churchill, le Canadien William Stephenson, connu sous le pseudonyme «Intrepid».



Mlle Garbo a notamment contribué à faire passer le physicien nucléaire danois Niels Bohr en Angleterre.

Guy Latraverse présente
DOMINIQUE MICHEL
«Ben voyons donc!»
textes de Jacqueline Barrette
NOUVEAU SPECTACLE
Première ce soir jusqu'au 17 fév.
Sem.: 20h30
Sam.: 22h00
Représentations supplémentaires du 21 au 24 février
Billets en vente maintenant
SALLE WILFRID-PELLETIER
PLACE DES ARTS
Montréal (Québec) H2Z 1Z9
Guichets du lundi au samedi inclusivement de midi à 21 heures. Pas de réservations téléphoniques
Renseignements: 842-2112

les pichous inc. presentent
lunes de miel
un casse-tête amoureux
de denis belanger
mise en scene ginette beaul
avec roch aub
2e PROLONGATION
Jusqu'au 17 février
au centre d'essai conventum
1237, rue sanguinet
du mardi au vendredi a 20h 30
le samedi a 19h 30 et 22h 00
le dimanche a 15h 00
reservations 284-9352


MARGIE GILLIS DANSE!
«Ce qu'elle fait est électrique, poétique, un amalgame de poli et de rugueux.»
—La Presse
les 15, 16 février à 20h30
le 17 février à 19h30
Matinée samedi, le 16 février à 14h30
CENTAUR 288-1229
Le centre des arts de l'ancienne bourse
453 rue St-François-Xavier
Vieux Montréal - Métro Place d'Armes

DUCEPPE
Présente
Pauvre Assassin
BILLETS EN VENTE MAINTENANT
de Pavel Kohout
Traduction de Jean Jourdheuil, Heinz Schwarzinger et Ota Polak
Mise en scene de Hélène Loiselle
Musique de Ginette Bellavance
Decor, costumes et eclairages Robert Prévost
Spectacle: 4
Avec:
Marc Favreau
Albert Millaire
Kim Yaroshevskaya
Benoit Girard
Marie Bégin
Jean-Pierre Brunet
Georges Carrère
Michel Daigle
Yves Massicotte
Han Masson
Jean-Marie Moncelet
Hélène Trépanier
Du 13 février au 15 mars 1980


THÉÂTRE PORT-ROYAL
PLACE DES ARTS
Montréal (Québec) H2X 1Z9
Guichets du lundi au samedi inclusivement de midi à 21 heures. Pas de réservations téléphoniques
Renseignements: 842-2112

BILLETS EN VENTE MAINTENANT
La compagnie dent de lion
La COMPLAINTE des HIVERS ROUGES
de ROLAND LEPAGE
mise en scène MICHELLE ROSSIGNOL
Denis Bouchard, Remy Girard, Germain Houde, Raymond Legault, Roland Lepage, Andrée Lachapelle, Denise Morelle, Marie Tifo, Julie Vincent
THÉÂTRE ARLEQUIN DU 19 FÉVRIER AU 9 MARS
1004 est Ste-Catherine, Berri-de-Montigny ou Beaudry
Renseignements 288-2943
Commandes telephoniques 288-4211
Chèques et Master Charge acceptés
Billets: $7.50, $8.50, $9.50
étudiants et âge d'or $5
prix spéciaux pour groupes
Spectacle à 20h30 sauf le samedi à 19h, (relâche le lundi)
Guichets ouverts de midi à 18h

RÊVE D'UNE NUIT D'HÔPITAL
de NORMAND CHAURETTE
Hommage à Nelligan
LITTÉRATURE PAUL GILSON
Mise en scène: GÉRARD POIRIER
Musique originale: JEAN-PHILIPPE BEAUDIN
Violoncelle: CÉLINE CLÉROUX
Éclairage: CLAUDE ACCOLAS
avec: HÉLÈNE GRÉGOIRE, MIREILLE THIBAULT, LOUISE ARBIQUE, BENOIT DAGENAIS, SERGE BRADET, JEAN-JACQUES DESJARDINS
PROLONGATION JUSQU'AU 24 FÉV.
métro Sherbrooke bus 144
4 SOUS
845-7277
THÉÂTRE DE QUAT'SOUS 100 EST, AVENUE DES PINS

Le Conseil de presse rejette une plainte des autochtones

Le Conseil de Presse du Québec vient de rejeter la plainte de Madame Kateri Lescop, présentée au nom du Comité pour la défense des droits des autochtones. Cette plainte portée contre plusieurs publications québécoises, telles LA PRESSE, Le Journal de Montréal, Québec Chasse et Pêche et l'Actualité, soutenait que les chroniques consacrées à la chasse et à la pêche avaient comme résultat de «fausser considérablement le débat sur les droits et privilèges des autochtones.»

Après études des textes soumis, le CPQ en est arrivé à la conclusion que la plainte dépassait les aspects relatifs au comportement et à l'éthique de la presse mais touchait plutôt un problème de fond lié à certaines revendications des autchtones en matière de chasse et pêche et sur la légitimité desquelles il ne lui appartenait pas de se prononcer.

Quand à l'attitude de la presse sur les revendications des autochtones, le Conseil de presse, à la lumière des documents qui lui ont été soumis, croit que les journaux ont toujours ouvert leurs pages aux groupes de pression pour faire valoir leurs revendications et qu'ils n'avaient qu'à se prévaloir de ce recours.

RISING SUN
LE CLUB DE JAZZ DES CÉLÉBRITÉS
ROUÉ DOU DOU BOICEL PRODUCTIONS INC.
présente

PIANISTE LÉGENDAIRE DE JAZZ
«SPÉCIAL POUR LES FEMMES AMOUREUSES»
AHMAD JAMAL
ce soir jusqu'à dimanche
• Willie Dixon 21 - 24 fév.
• Shirley Scott 26 fév. - 2 mars
• Art Blakey 4 - 9 mars et les Jazz Messengers
• Woody Show 25 - 30 mars
RESTAURANT CAÏMAN MAINTENANT OUVERT
DATES À RETENIR FESTI-JAZZ 17-20 JUILLET
SOLEIL LEVANT
286 o., rue Ste-Catherine, 861-0657

CE SOIR 20h JUSQU'AU 23 FÉVRIER
ANDORRA
de Max Frisch
Une production du Centre national des Arts à Ottawa
Mise en scène de Jean Herbiet
Décors, costumes et éclairages de Robert Prévost
Musique de Jean Sauvageau
Avec Pierre Collin, Louison Danis, Claire Faubert, Hubert Gagnon et plusieurs autres
861-0563
tnm Place des Arts St-Laurent
84 ouest Ste-Catherine



COMMENÇANT DEMAIN
MARY! MARY!
HARD TO SWALLOW Couleur PLUS
PAPINEAU 2 Dès 12:00
4818 PAPINEAU coin Mont ROYAL tél: 527-8035

UN AMOUR BIEN DIFFÉRENT


"VIRGIN AND THE LOVER"
A film by Kemal Horulu
CINE 539
539 St-CATHERINE W. 845-2000
LE BEAVER
5117 PARK 844 1932
PICCADILLY
5025 SHERBROOKE W 486 2811



The Bite
Acère comme une griffe... Pénétrant comme un croc!
2e FILM DANS CHAQUE CINEMA
GUY pussycat

En pleine jungle africaine, Emanuelle tente d'échapper aux hordes de sauvages cannibales lancées à sa poursuite.


EMANUELLE PRISONNIÈRE DES CANNIBALES
UNE EXPERIENCE A LA LIMITE DES FORCES HUMAINES
Plus: 2e. GRAND FILM en Couleur dans Chaque Cinéma
DÈS DEMAIN!
CHATEAU 1 ST-DENIS ET BELANGER 271-1103
LAVAL 4 CENTRE LAVAL 688-7776
GREENFIELD PARK 2 GREENFIELD PARK PL. 671-6129

DE RETOUR... À LA DEMANDE GÉNÉRALE
LES CONCERTS PREMIER LTÉE présentent
PRESERVATION HALL JAZZ BAND
UN EFFET RENVERSANT SUR L'AUDITOIRE


DIMANCHE 16 MARS À 20 H 30
BILLETS: $5, $7, $9 et $11
Billets en vente le 16 février, guichet de la Place des Arts et Montréal Trust, Place Ville Marie.
SALLE WILFRID-PELLETIER PLACE DES ARTS Montréal (Québec) H2X 1Z9
Guichets: du lundi au samedi inclusivement, de midi à 21 heures. Pas de réservations téléphoniques.
Renseignements: 842-2112

CINÉMA LIBRE PRÉSENTE
Lie d'Ange
Un film de Pierre Harel avec Paule Baillargeon, Pierre Harel et Jean-Guy Moreau
CE SOIR
au OUIMETOSCOPE
1204 Sainte-Catherine est
Beaudry 525-8600
Sam.: 7:00, 9:00
Sam., dim.: 1:00, 3:00, 5:00, 7:00, 9:00
Distribution Cinéma Libre
18 ans



une production SPECDICI INC.
La boite à chansons
RÉSERVATIONS 842-2968
MÉRIDIEN
BASILAIRE 2
mardi au jeudi: 21h. vendredi et samedi: 21h. et 23h.30
TARIF DE COUVERT $5.50 - $6.50

Cinéma ODEON
Adolescents 14-17ANS $2.75 avec carte d'identité et photo
Les moins de 14 ans $1.50
Une comédie férocement drôle sur l'exode des français d'Algérie
POUR TOUS
DES DÉMAIN

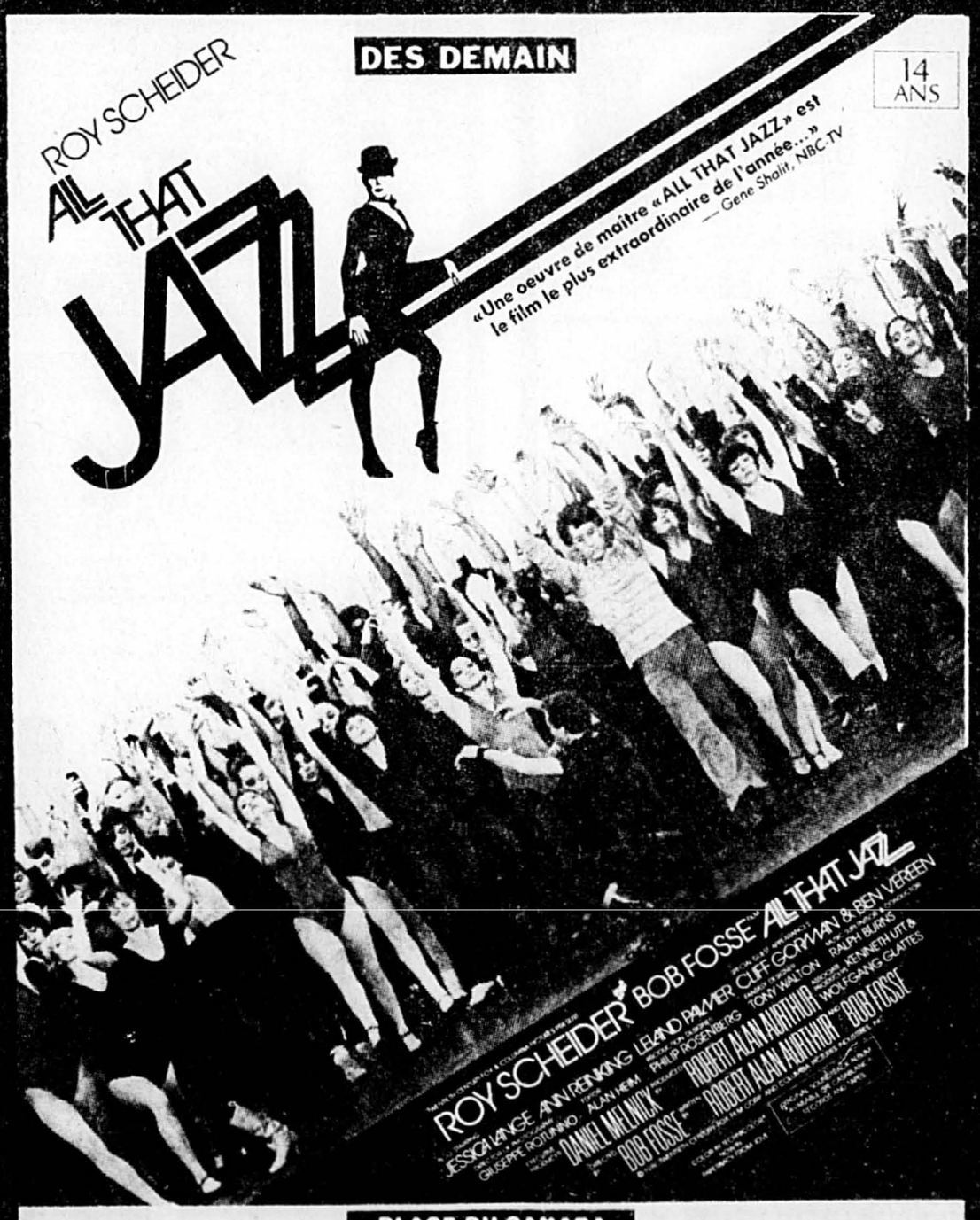

le COUP de SIROCCO
un film de ALEXANDRE ARCADY
avec ROGER HANIN • MARTHE VILLALONGA • MICHEL AUCLAIR
scénario et dialogues JAN et DANIEL SAINT HAMONT, ALEXANDRE ARCADY
d'après le "best-seller" de DANIEL SAINT HAMONT
CHAMPLAIN 2
STE-CATHERINE PAPINEAU 524-1685
7 h 20 — 9 h 25
Dernier jour: «Tendre combat»

Les Films Mutuels présentent
POUR TOUS
Coupable d'avoir aimé la vie... Condamnée pour l'avoir vécue passionnément.


dans
CORDÉLIA
un film de JEAN BEAUDIN (J.A. MARTIN PHOTOGRAPHE)
avec LOUISE PORTAL · GASTON LEPAGE · RAYMOND CLOUTIER · GILBERT SICOTTE · JAMES BLENDICK · PIERRE GOBEIL · JEAN-LOUIS ROUX · MARCEL SABOURIN · ROLLAND BÉDARD
scénario JEAN BEAUDIN et MARCEL SABOURIN d'après le roman "LA LAMPE DANS LA FENÊTRE" de PAULINE CADIEUX images PIERRE MIGNOT musique MAURICE BLACKBURN
Une production de l'Office National du Film du Canada
SEM.: 7 h 20 - 9 h 30
le DAUPHIN 1
BEAUBIEN PRES D'IBERVILLE 721-6060

LE GROUPE LA LAURENTIENNE PRÉSENTE
POUR TOUS
LES GRANDS EXPLORATEURS
Le skipper SAISON 79-80
JEAN-PIERRE STASSEN
raconte sur scène sa traversée de l'Atlantique et du Pacifique et présente son film
DESTINATION TAHITI À LA VOILE
2 DERNIERS SOIRS
CE SOIR ET DEMAIN 20h 30

Une production Explo-Mundo
THÉÂTRE ARLEQUIN
1004 est, rue Sainte-Catherine (métro Berri ou Beaudry)
527-0766

DES DÉMAIN
ROY SCHEIDER
ALL THAT JAZZ
«Une oeuvre de maître «ALL THAT JAZZ» est le film le plus extraordinaire de l'année...» — Gene Shalit, NBC-TV
14 ANS

ROY SCHEIDER · BOB FOSSE · ALL THAT JAZZ
JESSICA LANGE · ANN REINKING · LELAND PALMER · CLIFF GORMAN & BEN VEREEN
GIUSEPPE ROTUNNO · ALAN HEIM · PHILIP ROSENBERG · TONY WALTON · RALPH BURNS · KENNETH UTT & WOLFGANG GLATTES
DANIEL MELNICK · BOB FOSSE · ROBERT ALAN ARTHUR · BOB FOSSE
PLACE DU CANADA
VIA CHATEAU CHAMPLAIN 861-4595
SEM.: 7 h - 9 h 10

DES DEMAIN
POUR TOUS
PARTAGÉE ENTRE UN AMOUR IMPOSSIBLE ET SA CARRIERE, ELLE ENTREPREND UNE LENTE ET DIFFICILE REMONTÉE VERS LA GLOIRE.


UN PETIT MECQ DANS LA TÊTE
VERSION FRANÇAISE
"You Light Up My Life"
2e FILM
L'amour est parfois dangereux...
Tempête sur Bequilles
GEORGE SEGAL / GLENDA JACKSON
BERRI ST-DENIS · STE-CATHERINE 288-2115
ODEON 2 - LAVAL CENTRE 2000 - HYPERMARCHE BOUL. ST-MARTIN · MARDIS 687-5207
BROSSARD 1 MALL CHAMPLAIN BOUL. TASCHEREAU 465-5906
JEAN-TALON 4255 JEAN-TALON est 725-7000 STATIONNEMENT GRATUIT
DERNIER JOUR:
BERRI, JEAN-TALON: «MORSURES»
LAVAL, BROSSARD: «TENDRE COMBAT»

CKOI-FM et Kebec Spec présentent
1000 ANS DE JAZZ
Un Spectacle de la Nouvelle Orléans
BILLETS MAINTENANT EN VENTE

mettant en vedette
The LEGENDS of JAZZ
The Original HOOFERS
et CAROL CASS
le 19 février à 20h 30
SALLE WILFRID-PELLETIER PLACE DES ARTS Montréal (Québec) H2X 1Z9
Guichets: du lundi au samedi inclusivement, de midi à 21 heures. Pas de réservations téléphoniques.
Renseignements: 842-2112

Estrella libéré et... expulsé

MONTEVIDEO (AFP) — Le pianiste argentin Miguel Angel Estrella, détenu en Uruguay depuis 1977, a été libéré et expulsé de ce pays mardi par le tribunal militaire de Montevideo.

Estrella, qui avait été arrêté pour participation à l'«Association subversive», avait été condamné à quatre ans et demi de prison. Il en aura accompli deux ans et deux mois.

Son emprisonnement avait suscité une profonde émotion et de vives protestations dans les milieux artistiques.

LES AVENTURES ÉROTIQUES DE Juliette
18 ANS Adultes
TOUS SES DÉSIRS SE RÉALISAIENT
UN AUTRE PROGRAMME ÉROTIQUE EN GRANDE PREMIÈRE!
DUO D'AMOUR Estelle et Flora
Commençant DEMAIN 12:00-2:45-5:35-8:25
PAPINEAU 1
4519 PAPINEAU coin Mont ROYAL 1H 527-0635

Elle est insatiable... c'est son seul défaut!
18 ans Adultes
Dirty Lily
Avec Beth Anne
Sous la direction de Marc Ubell
version anglaise de Lily l'Insatiable
À L'AFFICHE
au même programme: 2e film érotique
EROS
DÈS 10:00

CINEMAS UNIS
ADOLESCENTS 14-17 ANS $3.00 avec carte d'identité et photo
UNE SUPER-COMÉDIE! avec UGO TOGNAZZI MONICA VITTI dans Le Canard à l'orange
POUR TOUS
SEMAINE 7.10 ET 9.10
LaCité 1
3575, AV. DU PARC 844-2829

STAR TREK THE MOTION PICTURE
A Paramount Picture
Laissez-passer non valables.
POUR TOUS
12.00 2.20 4.40 7.05 9.25
PALACE
698 STE CATHERINE O. 866-6991

14 ANS
Apocalypse Now
United Artists
Entrée: $5
1.00, 3.45, 6.30, 9.30 p.m.
DOLBY STEREO
70mm Six-Track
YORK
1487 STE CATHERINE O. 937-8978
Aucun remboursement ni échange
Laissez-passer non acceptés.

Un film drôle à vous faire sauter les épaules...
14 ANS
LANCER... FRAPPÉ...
SLAP SHOT
Paul Newman
AUSSI Graffiti Américains
CHATEAU: 12.30, 4.50, 7.00, LAVAL: 6.45, VERSAILLES: 6.50
CHATEAU 1 ST-DENIS ET BELANGER 271-1103
2e Sem. LAVAL 1 CENTRE LAVAL 688-7776 VERSAILLES 1 PLACE VERSAILLES 353-7880 Radisson

'La Maîtresse Légitime' EST ENVOÛTANT ET ÉROTIQUE.
18 ANS Adultes
LAURA ANTONELLI
MARCELLO MASTROIANNI dans
la Maîtresse légitime
PARISIEN: 1.05, 3.05, 5.00, 7.00, 9.00
RIVOLI: 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15
Le PARISIEN 3 486 STE CATHERINE O. 866-3856
RIVOLI 2 ST-DENIS ET BELANGER 277-3125

JOHN RITTER
POUR TOUS
ANNE ARCHER
HERO AT LARGE
LOEWS 2 954 STE-CATHERINE O. 861-7437 PEEL
MGM United Artists
LOEWS: 1.20, 3.20, 5.20, 7.20, 9.20, SNOWDON: 7.10, 9.10, FAIRVIEW: 7.00, 9.00
SNOWDON 5225 DECARIE 482-1322
FAIRVIEW 1 TRANS CAN S. 52 697-8095

N'oubliez pas ce n'est qu'un film!
INTRIGUANT... TERRIFIANT... INTRIGUANT...
18 ANS Adultes
LA DERNIÈRE MAISON SUR LA GAUCHE
2e FILM «OBSESSIONS CHARNELLES»
CHATEAU 2 ST-DENIS ET BELANGER 271-1103
MAISON: 2.35, 6.00, 9.25
OBSESSIONS: 12.45, 4.10, 7.35

18 ANS Adultes
Virginia parvient à maturité devant vos yeux ébahis!
VIRGINIA Ouverte aux Passions
Plus: 2e. GRAND FILM en Couleur
LAVAL: 6.50, 8.15
GREENFIELD: 6.40, 8.10
VERSAILLES: 6.50, 8.20
LAVAL 5 CENTRE LAVAL 688-7776
GREENFIELD PARK 3 PL. GREENFIELD PARK 671-6129
VERSAILLES 3 PLACE VERSAILLES 353-7880 Radisson

"Un film génial". — FRANÇOISE SAGAN
"On rit beaucoup". — FRANCE SOIR
un film de LUIGI COMENCINI
14 ANS
Avec UGO TOGNAZZI MARCELLO MASTROIANNI ANNIE GIRARDOT PATRICK DEWAERE
ALBERTO SORDI
LE GRAND EMBOUTEILLAGE
MIOU MIOU
PARISIEN: 1.00, 3.05, 5.10, 7.15, 9.20
LAVAL ET GREENFIELD: 7.00, 9.05 VERSAILLES: 7.10, 9.20
Le PARISIEN 4 426 STE CATHERINE O. 866-3856
LAVAL 3 CENTRE LAVAL 688-7776
GREENFIELD PARK 2 PL. GREENFIELD PARK 671-6129
VERSAILLES 2 PLACE VERSAILLES 353-7880 Radisson

UGO TOGNAZZI MICHEL SERRAULT
14 ANS
la Cage aux Folles
11e MOIS!
Le PARISIEN 2 486 STE CATHERINE O. 866-3856
1.10 2.55 4.40 6.25 8.10 9.50

écrit et mis en scène par ARIANE MNOUCHKINE
POUR TOUS
Molière
VERSION INTÉGRALE DE 4 HEURES
produit par CLAUDE LELOUCH
TOUS LES JOURS À 1.15, 7.15 p.m.
Le PARISIEN 5 486 STE CATHERINE O. 866-3856

'INGÉNIEUX, PRÉCIS et EXCITANT'
POUR TOUS
CLINT EASTWOOD
L'ÉVADÉ D'ALCATRAZ
"Escape From Alcatraz"
LAVAL 4 CENTRE LAVAL 688-7776
SEMAINE 7.20, 9.25

Glenda Jackson | George Segal
14 ANS
"UNE MAITRESSE DANS LES BRAS... UNE FEMME SUR LE DOS!"
A TOUCH OF CLASS
Aussi
TERREUR DANS LA NUIT
PARISIEN: 12.20, 4.05, 7.55, RIVOLI: 12.25, 4.05, 7.45, LAVAL: DÈS 7.10, GREENFIELD: DÈS 6.55.
Le PARISIEN 1 486 STE CATHERINE O. 866-3856
LAVAL 2 CENTRE LAVAL 688-7776
RIVOLI 1 ST-DENIS ET BELANGER 277-3125
GREENFIELD PARK 1 PL. GREENFIELD PARK 671-6129

«Il ne savait ni lire ni écrire!» — Chance the Gardener
«Il ne pouvait perdre!» — Unanimous
Question de chance
POUR TOUS
BEING THERE
LORIMAR PRESENTS AN ANDREW BRAUNSBERG PRODUCTION
PETER SELLERS SHIRLEY MacLAINE
PLACE VILLE-MARIE CINEMA 1 866-2644
12.10, 2.30, 4.50, 7.10 et 9.35

Est-ce un crime que de donner du plaisir?
American Gigolo
A Paramount Picture
LOEWS 1 954 STE-CATHERINE O. 861-7437 PEEL
LOEWS: 12.45, 2.55, 5.05, 7.15, 9.25, THE CINEMA: 12.40, 2.40, 4.40, 6.50, 9.00, DORVAL: 7.10, 9.20
DORVAL 1 260 AVE DORVAL 631-8586
LE CINEMA WESTMOUNT SQUARE 931-2477

GEORGE BURNS. ART CARNEY
"GOING IN STYLE"
A comedy to steal your heart
distributed by WARNER BROS.
POUR TOUS
AVENUE et DORVAL: 7.00, 9.00
LA CITÉ: 7.05, 9.05
DORVAL 3 260 AVE DORVAL 631-8586
AVENUE 1224 AVE GREENE 937-2747
LaCité 2 3575, AV. DU PARC 844-2829

«À SE TORDRE DE RIRE!» — Newsweek
14 ANS
CLAREMONT: 7.00, 9.10
LA CITÉ: 6.50, 9.00
DORVAL: 6.50, 9.15
LaCité 3 3575, AV. DU PARC 844-2829
CLAREMONT 5038 SHERBROOKE O. 486-7395
DORVAL 2 260 AVE DORVAL 631-8586
BLAKE EDWARDS' "10"
ORION PICTURES Thru WARNER BROS.

Chuck Jones' The Bugs Bunny/Road Runner Movie
RELEASED BY WARNER BROS.
POUR TOUS
Sem. 7.00 9.00
KENT 6100 SHERBROOKE W. 489-9703

18 ANS Adultes
AL PACINO à la recherche d'un tueur.
AL PACINO CRUISING
Ce film présente un sujet délicat et nous recommandons une grande prudence vis-à-vis le jeune public.
Lorimar présente, dans une production de Jerry Weintraub
Al Pacino
Un film de William Friedkin «Cruising»
Paul Sorvino
Karen Allen. Production Jerry Weintraub.
Scénario écrit et dirigé par William Freedkin d'après le roman de Gerald Walker. Musique Jack Nitzxche. Technicolor.
Tous droits réservés.
Bande originale du film sur album Soundtrack Lorimar.
Une présentation United Artists.
DÈS DEMAIN!
CLAREMONT 5038 SHERBROOKE O. 486-7395
SEMAINE: 7:20 et 9:20. SAM. et DIM.: 1:20, 3:20, 5:20, 7:20, 9:20.
Samedi: DERNIER PROGRAMME à 11:15.

RIEZ AUX LARMES avec le groupe le plus fou... pour de nouvelles vacances hilarantes!
POUR TOUS
YVES ROUSSET-ROUARD présente
LES BRONZÉS font du Ski
DÈS DEMAIN!
réalisé par PATRICE LECONTE
avec JOSIANE BALASCO · MICHEL BLANC · MARIE-ANNE CHAZEL · CHRISTIAN CLAVIER · GERARD JUGNOT · DOMINIQUE LAVANANT
THIERRY LHERMITTE · BRUNO MOYNOT avec MAURICE CHEVIT et DAVID PONTREMOLI / SCÉNARIO et DIALOGUE de l'Equipe du "SPLENDID"
Editions musicales TRINACRA MUSIC / Musique de PIERRE BACHELET / Directeur de la Photographie JEAN FRANCOIS ROBIN / Directeur de Production IRENEE LERICHE
Une Production TRINACRA FILMS
Plus 2e. film en couleur aux Cinémas LAVAL · VERSAILLES · GR. PARK
Le PARISIEN 1 486 ST. CATHERINE O. 866-3856
LAVAL 1 CENTRE LAVAL 688-7776
VERSAILLES 1 PLACE VERSAILLES 353-7880 Radisson
GREENFIELD PARK 1 PL. GREENFIELD PARK 671-6129

Les cadres du *Devoir* réfutent les accusations des journalistes syndiqués

Tout en publiant le texte de la déclaration faite la veille par des représentants du syndicat des journalistes du Devoir, le quotidien laisse également la parole aux cadres de la rédaction, qui réfutent les accusations des porte-parole syndicaux et s'interrogent sur «ce torpillage».

Le syndicat accusait le comité exécutif de s'être substitué au directeur intérimaire Michel Roy après l'avoir destitué de cette fonction, de se mêler des nominations et promotions dans la salle de rédaction et de pratiquer l'ingérence politique.

A noter toutefois, que sept journalistes syndiqués ont tenu à exprimer leur dissidence face à ces propos et ont signé une déclaration en ce sens, publiée également dans le quotidien hier.

Quant aux cadres, MM. Michel Roy, Jean Francoeur, Pierre Loignon et Mme Lise Bissonnette, ils nient que le conseil d'administration de l'Imprimerie populaire ou le comité exécutif soient intervenus dans l'orientation idéologique et dans la politique d'information du journal.

De plus, on souligne que la couverture référendaire a fait l'objet d'une étude au sein du comité exécutif, mais cette étude a été uniquement «budgétaire».

Les cadres accusent par ailleurs des hommes de main du syndicat d'avoir dérobé des procès-verbaux du comité exécutif et de les avoir interprétés tendancieusement. On déclare également que les porte-parole du syndicat se sont livrés discrètement à des menaces de chantage et à des manoeuvres d'intimidation auprès de Bernard Larocque, le trésorier de l'entreprise.

Selon les cadres, le contexte des négociations n'explique qu'en partie la déclaration syndicale.

COMMENÇANT DEMAIN
"SHARON MITCHELL EST JOLIE, SENSUELLE ET FANTASTIQUE" - Sir Magazine
18 ANS Adultes
THE VIOLATION OF CLAUDIA
pussycat
PICCADILLY 5025 SHERBROOKE W 486 2811
GUY Guy & Maisonneuve Tel 931 2912

On reconnait toujours l'étudiante la plus populaire sur chaque campus!
18 ans adulte
COLLEGE INITIATION
2e film érotique en couleurs
EVE Dès 10 h

Un feu d'artifice, émouvant, vivant. Jack O'Brien, King Features
EUBIE!
La comédie musicale par excellence!
Sur scène
Musique d'Eubie Blake
Une production de Tom Mallow présentée par les Concerts Premier Ltée en assoc. avec CFCF
3 REPRÉSENTATIONS SEULEMENT
Jeudi 6 mars à 20h30
Vendredi 7 mars à 18h30 et 22 heures
Billets $7.50 - $10 - $12.50 - $15
en vente aux guichets de la P.D.A. et Mtl Trust P.V.M.
SALLE WILFRID-PELLETIER PLACE DES ARTS Montréal (Québec) H2X 1Z9
Guichets: du lundi au samedi inclusivement, de midi à 21 heures. Pas de réservations téléphoniques.
Renseignements: 842-2112

Cinémas ODEON
Steve Martin 14 ANS THE JERK 5.30-7.30-9.30 Atwater 3 931-3313
Yves Montand Romy Schneider POUR TOUS CLAIR DE FEMME Le Dauphin 2 721-6060 7.30-9.30
Adolescents 14-17 ANS $2.75 avec carte d'identité et photo
Dustin Hoffman Meryl Streep POUR TOUS KRAMER vs. KRAMER Bon.: 5.10-7.15-9.20 Dec.: 7.00-9.00 Bonaventure 1 861-2726 Square Decarie 2 341-3190
Woody Allen Diane Keaton Meryl Streep 14 ANS MANHATTAN VERSION FRANÇAISE 7.20-9.20 Crémazie 388-4210
L'EXORCISTE PLUS! L'EXORCISTE 2 L'HERETIQUE 18 ANS Le Paradis 1 354-3110
Bette Midler Alan Bates THE ROSE 18 ANS 6.45-9.15 Place du Canada 861-4595
George Segal Natalie Wood THE LAST MARRIED COUPLE IN AMERICA 18 ANS Côte-des-Neiges 1 735-5527 Atwater 2 935-4246 Neiges: 7.05-9.00 Atw.: 5h.-7h10-9h20
L'EXPRESS DE MINUIT PLUS! George C. Scott Adolescente en fuite Mercier 255-6224
Jane Fonda Robert Redford POUR TOUS THE ELECTRIC HORSEMAN Neiges: 7.10-9.15 Bon.: 5.00-7.10-9.20 Côte-des-Neiges 2 735-5527 Bonaventure 2 861-2726
Un film de Peter Yates POUR TOUS LA BANDE DES QUATRE PLUS! Robert Shaw Lee Marvin AVALANCHE EXPRESS La Scala 721-5107 Le Paradis 2 354-3110 Mascouche 2 474-4141
Barbra Streisand Ryan O'Neal POUR TOUS TENDRE COMBAT AUSSI: 2e FILM À CHAQUE CINÉ Champlain 2 524-1685 Brossard 2 465-5906 Odéon Laval 2 687-5207
de John Carpenter 14 ANS THE FOG Déc.: 7.30-9.30 Atw.: 5.35-7.35-9.35 Square Decarie 1 341-3190 Atwater 1 935-4246
Les Films Mutuels présentent POUR TOUS CORDELIA Louise Portal Un film de Jean Beaudin Une production de l'Office National du Film du Canada 7.20-9.30 Le Dauphin 1 721-6060
Le cauchemar a commencé... 14 ANS David Warner MORSURES PLUS! Guerre et Passion Berri 288-2115 Villeray 388-5577 Jean-Talon 725-7000 Brossard 1 465-5906
Sylvester Stallone POUR TOUS ROCKY II LA REVANCHE VERSION FRANÇAISE Champlain 1 524-1685 Odéon Laval 1 687-5207 Champ. Bros. et Laval 7.00-9.15 (complément de prog. aux Verdun, Rex, Capitol, Mascouche) Brossard 3 465-5906 Verdun 768-2092 Capitol St-Jean Rex St-Jérôme Mascouche 1 474-4141

3e sem. La Dérobade 18 ANS Adultes
MIOU-MIOU MARIA SCHNEIDER
CESAR MIOU-MIOU MEILLEURE ACTRICE 1980
st-denis 2 1590 RUE ST-DENIS 845-3222
desjardins 2 BASILAIRE 1 288-3141
le paradis 1 8215 RUE HOCHELAGA 354-3110
omega 2 PLAZA K MART LONGUEUIL 463-3330
viau 276 DES LAURENTIDES 669-3866

8e sem. BONS BAISERS! de montréal. 18 ANS Adultes
Les jeunes Québécoises «une vraie petite chatouille à votre imagination» 2e film aux cinémas suivants:
desjardins 3 BASILAIRE 1 288-3141
bijou 5030 RUE PAPINEAU 527-9131
omega 1 PLAZA K MART LONGUEUIL 463-3330
carrefour 2 CARREFOUR DU NORD ST-JÉRÔME 436-5944
cinéma le paris 50 rue DUFFERIN VALLEYFIELD 371-1003
BOITE A FILM ST-JEAN RIVE NORD REPENTIGNY

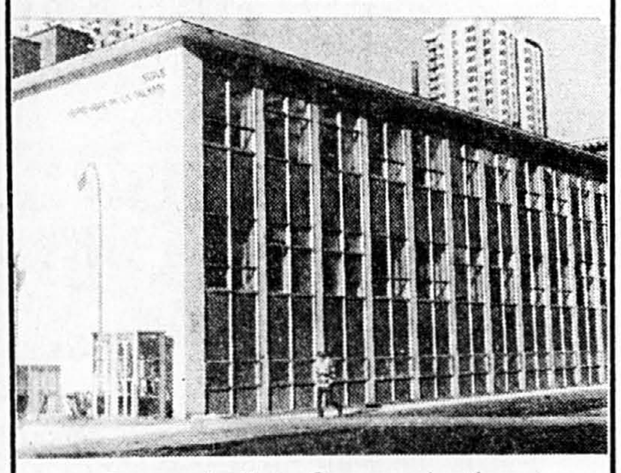
Chaque homme connaît dans sa vie un grand amour... ou deux... ou trois...
L'AMOUR EN FUITE
Dès DEMAIN! st-denis 3 1590 RUE ST-DENIS 845-3222
POUR TOUS
un film fait avec passion
annie GIRARDOT / laurent MALET
MOURIR A TUE-TETE 14 ANS
desjardins 4 BASILAIRE 1 288-3141
L'HISTOIRE D'UN VIOL 9e sem.
LES CINÉMAS FRANCE FILM
BoBo Jacco 14 ANS
desjardins 1 BASILAIRE 1 288-3141
2e sem.
Pour la St-Valentin sortons en "coeur"...

"UN PORTRAIT SAISISSANT!" - Luc Perreault (La Presse)
"TOUT SIMPLEMENT SUPERBE: magistrale interprétation A VOIR ABSOLUMENT" - Le Journal de Montréal
"Flavio Bucci: brio, intensité, perspicacité." - André Leroux (Le Devoir)
"Ne manquez pas ce film extraordinaire" - Variety
"Entre la folie et la lucidité, le délire et la création..." - André Leroux (Le Devoir)
Gagnant meilleur film - GRAND PRIX festival des films de Montréal. Meilleur acteur - Flavio Bucci
POUR TOUS
dès demain
LIGABUE
avec Flavio Bucci · Andrea Ferreol · Alessandro Haber
mise en scene - Salvatore Nocita
Un selection Prima / Vivafilm V.O. Italienne S.T. Français
LIGABUE: Sem.: 7:15, 9:30. Sam.: 5:15, 7:30, 9:40. Dim.: 1:00, 3:10, 5:20, 7:30, 9:40.
elysée 1 35 MILTON / 842-6053 (Angle rue Sherbrooke & rue St-Laurent)

PRIX SPÉCIAL DU JURY - HOCHI SHIMBUN 18 ANS Adultes
"Le portrait sensible et attachant d'une jeune Japonaise d'aujourd'hui" - Le Devoir
"Un film bien interprété, un film de qualité, un succès." - The Montreal Star
3e SEM. Keiko V.O avec S-t français
un film de Claude Gagnon
KEIKO: Sem.: 7:00, 9:30. Sam.: 4:45, 7:15, 9:40. Dim.: 2:15, 4:45, 7:15, 9:40.
elysée 2

14 ANS
L'ETRANGER LE 1er PASSAGER ALIEN
Z FILM FURIE
Cinéma 7e art 722-0302 3180 Rue Bélanger
FURIE: 7:15 ALIEN: 9:30

COLLÈGE DU CONSERVATOIRE LASSALLE
Diplôme d'études collégiales (D.E.C.) obtenu en 2 ans



Concentration: Communication Théâtre
histoire — français — philosophie
JOUR ou SOIR
Test d'admission 8 mars
Pour renseignements, prospectus ou admission
288-4140
3505, rue Durocher Montréal H2X 2E7
Collège privé reconnu d'intérêt public Permis no 749569
Possibilité de prêts et bourses

A la télévision de Radio-Canada

Du tac au tac. Ce soir à 19h30. Le patron est absent... mentalement. Il ne pense qu'à ses élections. Il délègue toutes ses responsabilités à ses employés, sauf à Louis... En vedette: Roger Lebel, Jean-Pierre Chartrand, Michel Forget, Véronique LeFlaguais, Christiane Pasquier, Nathalie Naubert et Marc Labrèche. Réalisation: Lise Chayer.

Louis a des complexes

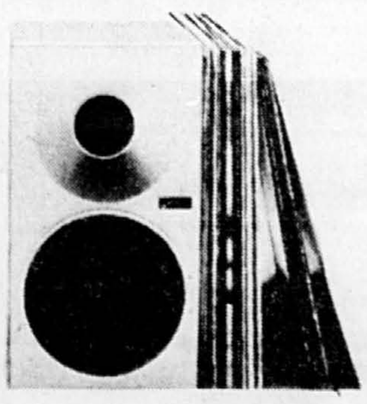
La Soirée du hockey. Ce soir à 20h00. Pour la deuxième fois, cette saison, les Nordiques de Québec rencontrent les Canadiens au Forum de Montréal. Commentateurs: René Lecavalier, Gilles Tremblay, Richard Garneau et Lionel Duval. Réalisation: Michel Quidoz et Jacques Primeau.

La Saint-Valentin des sportifs

FAUT VOIR

cesco
PRÉSENTE LA SÉRIE COMPACTE
Technics





«Série compacte»
Conçus pour les audiophiles qui refusent de renoncer à la haute fidélité à cause d'un simple manque d'espace, les éléments de la «Série compacte» sauront étonner par leur rendement vraiment exceptionnel.

Bloc d'alimentation à impulsions
L'amplificateur c.c. mono/stéréo modèle SE-C01 incorpore un composant de conception révolutionnaire: le bloc d'alimentation à impulsions. La pierre de touche d'une telle innovation réside dans le développement d'un transistor haute tension à grande vitesse de commutation, d'où une puissance élevée strictement contrôlée.

Pré-préamplificateur incorporé
Le préampli SU-C01 incorpore un pré-préamplificateur afin que l'audiophile qui désire profiter de la délicate et subtile reproduction sonore qu'offrent les cellules à bobines mobiles, n'ait plus à s'inquiéter de l'achat d'un élément supplémentaire.

Syntonisation avec circuit d'asservissement actif
Le circuit d'asservissement actif dont est doté le bloc d'accord AM/FM stéréo ST-C01, élimine virtuellement toute dérive de fréquence. Ainsi, ce circuit contribue aux excellentes caractéristiques de sensibilité, de sélectivité et de stabilité de l'appareil.

4050 ouest, JEAN-TALON
MONTRÉAL, QUÉBEC 735-5511
SUCCURSALE QUÉBEC 909 boul. CHAREST, 687-4231



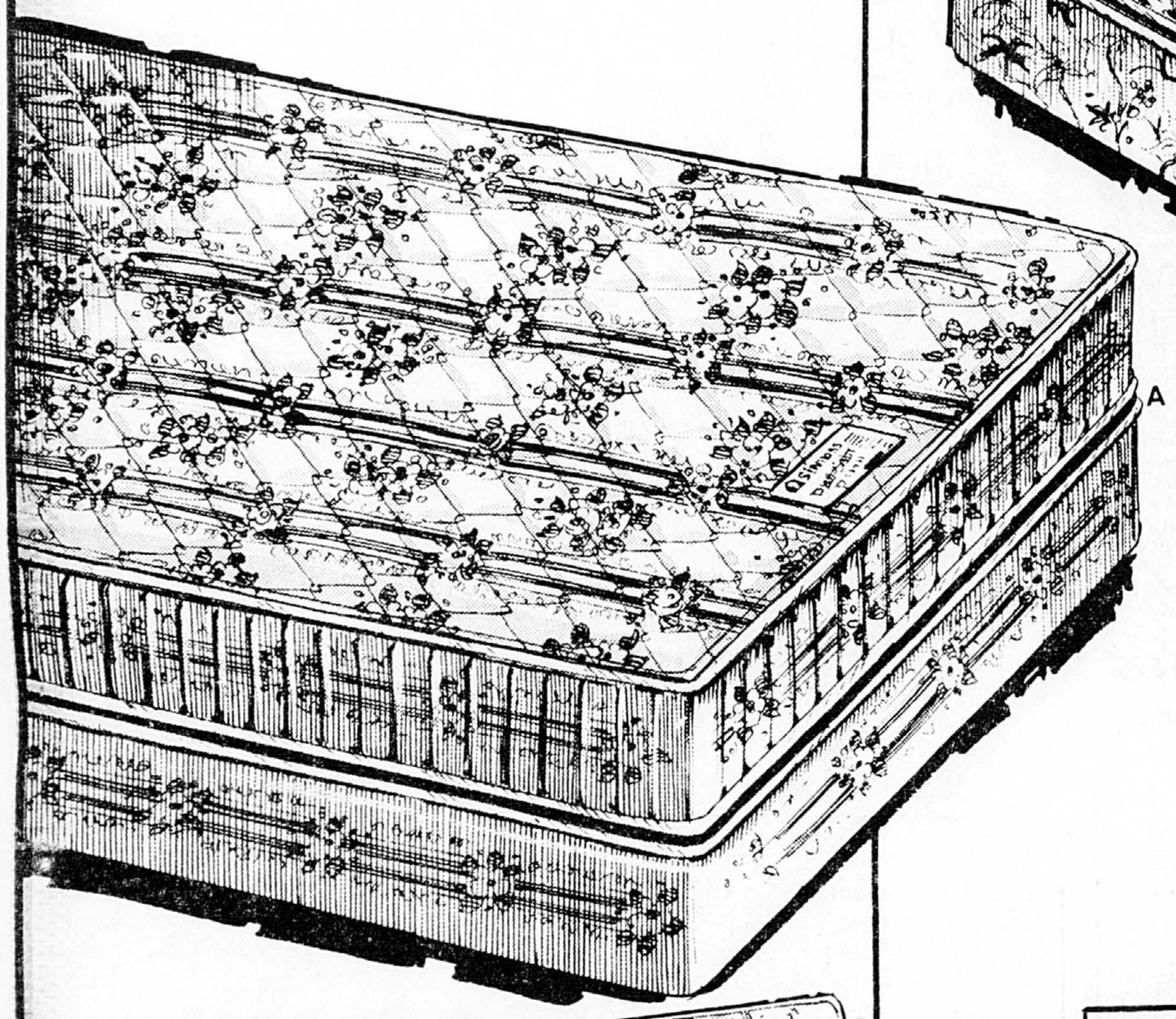
bons prix...

faites confiance à Simpsons et dormez sur vos deux oreilles

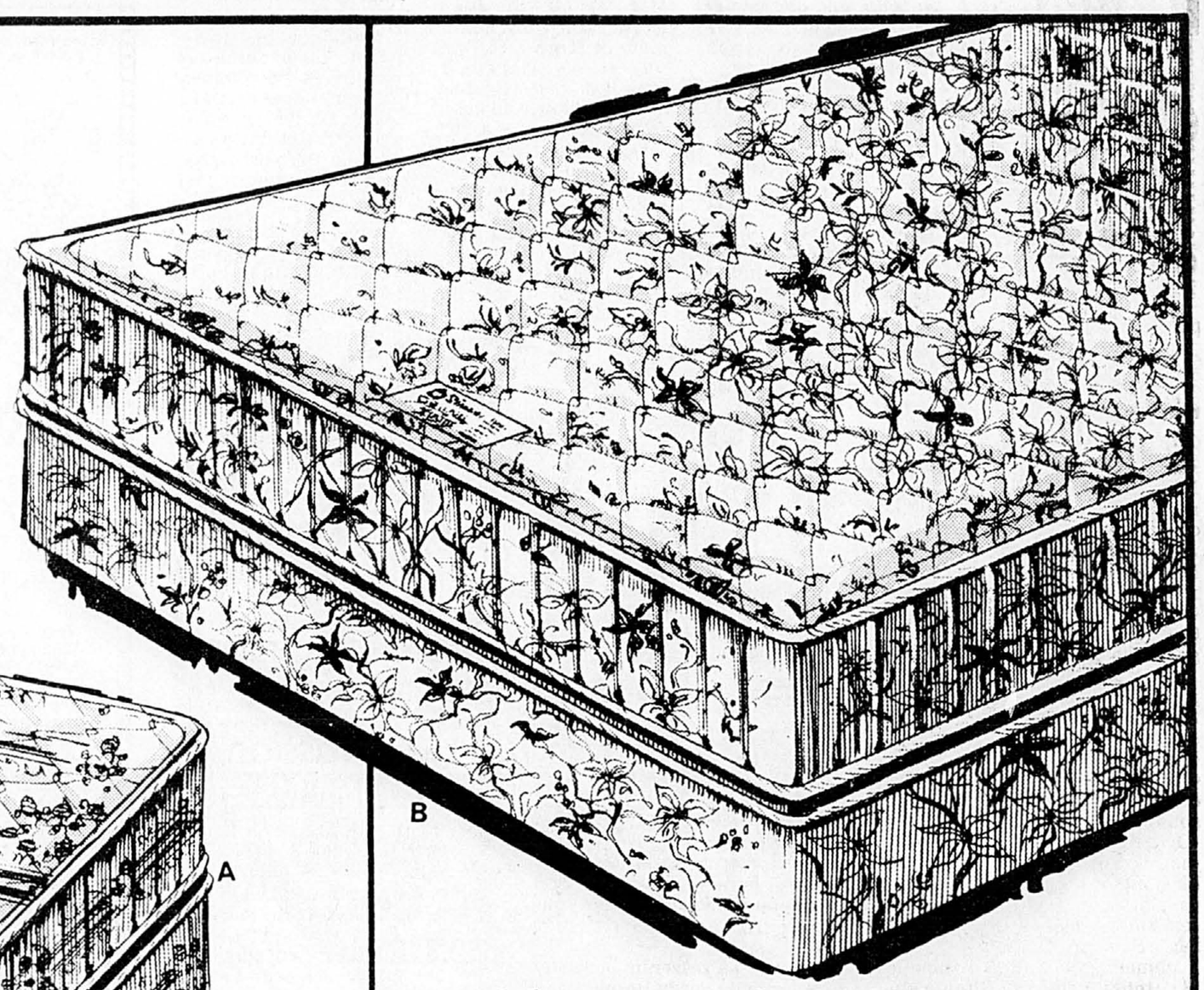
A. matelas ou sommier-tapissier «Deep Sleep» de luxe de «Simmons»

Confortable matelas à 312 ressorts lovés «adjusto-rest» (basé sur format 135 cm). Isolant sisal sur les deux côtés et bordure préfabriquée; dessus piqué à la couche de feutre et mousse. Robustes poignées en corde pour maniement facile. Sommier-tapissier assorti à 72 ressorts lovés avec 2 stabilisateurs offrant plus de support au matelas et une surface moyennement ferme. Recouvrement rayonne-/polyester, motif floral ton or/brun.

	Prix Simpsons
Matelas ou sommier-tapissier 97 cm (39'')	119.99 ch.
Matelas ou sommier-tapissier 135 cm (54'')	139.99 ch.
Ens. queen 152 cm (60''	299.99 ens.



A

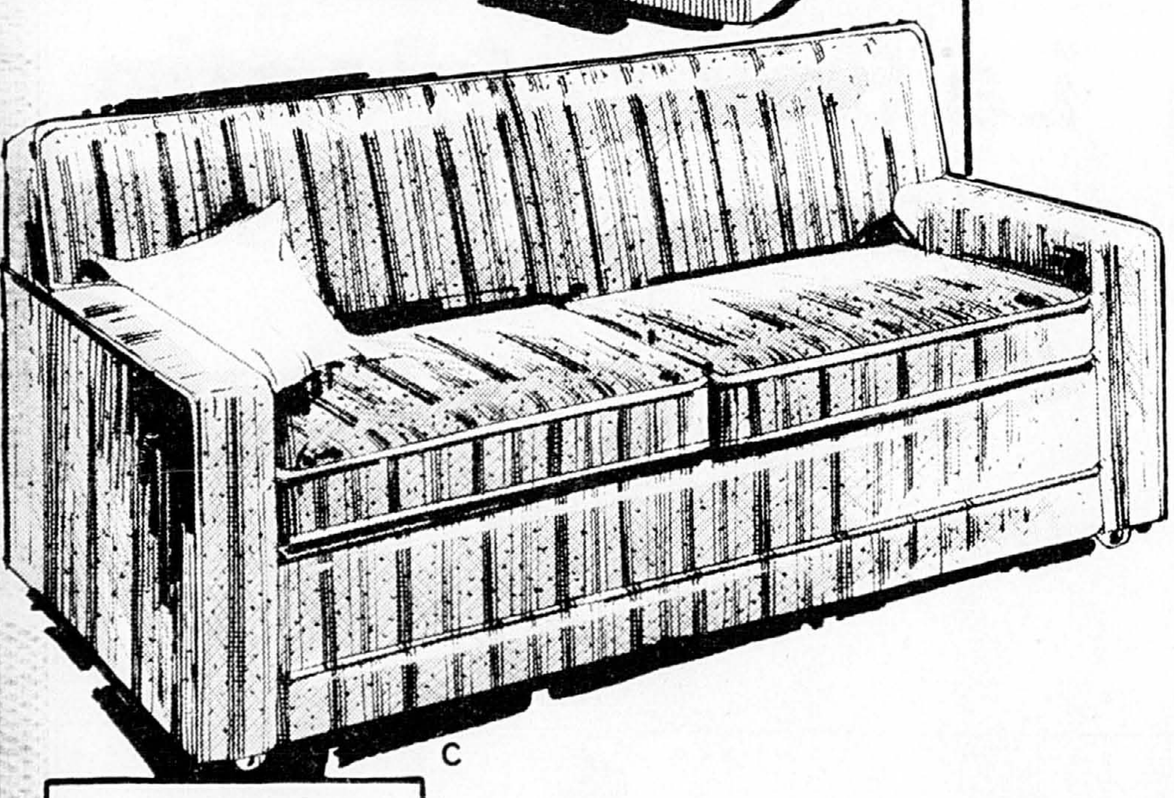


B

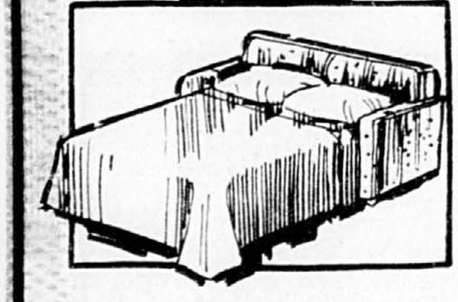
B. matelas ou sommier-tapissier «Deep Sleep Superb» de «Simmons»

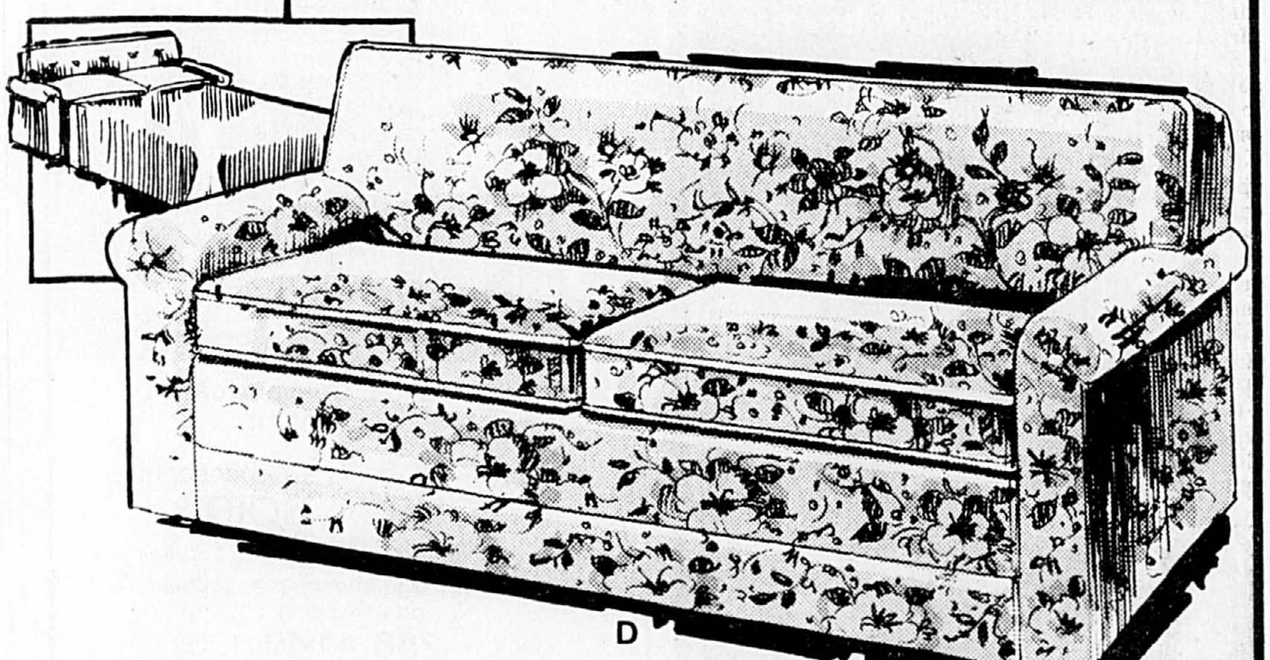
Matelas à 405 ressorts lovés «Adjusto-rest» (basé sur format 135 cm); isolant sisal sur les deux côtés et bordure préfabriquée. Dessus piqué à la couche de feutre et mousse. Poignées robustes en corde pour faciliter le maniement. Sommier-tapissier assorti: 88 ressorts lovés et 2 stabilisateurs offrant plus de support au matelas et une surface très ferme. Recouvrement rayonne/polyester à motif floral bleu et blanc.

	Prix Simpsons
Matelas ou sommier-tapissier 97 cm (39'')	139.99 ch.
Matelas ou sommier-tapissier 135 cm (54'')	159.99 ch.
Ens. queen 152 cm (60'')	349.99 ens.
(non représenté) **Cadre de lit réglable.** Pour lits format 97 cm (39'') à 152 cm (60'')	32.98



C





D

C. canapé-lit «De Ville» de «Simmons»

Prix Simpsons **479.99**

Attrayant modèle de style contemporain avec siège à 2 coussins réversibles. Recouvrement nylon calibre lourd aspect tweed beige et gris. Se transforme en lit 54'' x 74''. Matelas «Slumber King» à ressorts lovés pour vous assurer un bon sommeil. Deux roulettes orbitales devant pour déplacement facile.

D. canapé-lit de «Kroehler»

Prix Simpsons **359.99**

Canapé-lit élégant et versatile, de style traditionnel. Haut dossier capitonné, appuis-bras arrondis et siège à 2 coussins réversibles. 2 roulettes avant pour déplacement facile. Recouvrement coton imprimé floral, traité «Scotchguard». Se transforme pour la nuit en confortable lit format double (54'' — 135 cm). Matelas à ressorts lovés.

Rayon 401, au sixième, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit

SIMPSONS S'ÉPANOUIT AU PRINTEMPS

Simpsons MD